

La direction générale de la santé
sera confiée
à un inspecteur des finances

LIBRE PAGE 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.s.
Allemagne, 140 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,
17 fr.; Canada, 4,10 \$; Côte-d'Ivoire, 255 F CFA;
Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; Grèce, 35 p.
Irlande, 50 s.; Israël, 40 sh.; Iran, 120 rls.;
Italie, 160 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 fr.;
Mali, 400 F CFA; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,
20 esc.; Roumanie, 225 F CFA; Suède, 3,75 kr.;
Suisse, 1,20 fr.; T.S.A., 95 esc.; Yougoslavie, 35 din.

Tarif des abonnements page 5
S. RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 06
C.G.P., 4207-23 PARIS
Tél. Paris 01 450572
Tél. 246-72-23

Les dirigeants de l'Iran ferment les frontières « pour empêcher la fuite des mercenaires de l'Amérique »

Un « grand chambardement »
La révolution iranienne est peut-être entrée dans une nouvelle phase, une phase qui aurait dû normalement se produire au lendemain de la chute de la monarchie, en février 1979. Les autorités islamiques procèdent actuellement à un « grand chambardement » — classique après tout changement de régime — destiné à consolider un pouvoir qu'elles n'ont toujours pas réussi à maîtriser.

Les complots évanouies ces derniers semaines — notamment dans l'armée — ne sont pas de l'avis général, le fruit de l'insignifiance des dirigeants. Malgré les purges, les forces armées demeurent réticentes, c'est le moins que l'on puisse dire, à l'égard du khoménisme. Issues pour la plupart des classes moyennes ou supérieures, beaucoup d'officiers partagent les aspirations de cette bourgeoisie « libérale » que les ayatollahs du parti républicain islamique cherchent depuis des mois à éliminer de la scène politique. Le bonapartisme était tout naturellement dans un climat d'anarchie persistante.

Les gouvernements islamiques manifestent une nervosité grandissante, non sans raison. Le Kurdistan est en état de rébellion. Les attentats, en particulier contre les installations pétrolières, dans la province du Khuzestan, sont quasi quotidiens. L'Irak, qui télécommande la plupart des saboteurs, harcèle les régions frontalières à l'aide de son aviation et de son artillerie lourde. Les partisans de Fayzallah Charri Madani — la principale figure de proue de l'opposition « modérée » au sein du clergé — entretiennent l'agitation en Azerbaïdjan, qui réclame l'entrée dans des plus en dissidence. Les formations de gauche et d'extrême gauche consolident leurs positions dans diverses provinces, en particulier au Gilan et dans le Mazandaran. Les égarations en cours dans toutes les administrations de l'Iran, dans les entreprises publiques, à l'université, n'ont d'autre objectif que d'éliminer les « agents de l'État ou de l'Occident ».

Il n'en reste pas moins que la décision de fermer les frontières pour quarante-huit heures paraît excessive. La fuite d'opposants, qu'ils soient des « comploteurs » ou non, se poursuivra malgré cette mesure : les frontières avec l'Irak et la Turquie sont singulièrement perméables, le commerce des faux passeports est florissant et les complications dans l'administration sont trop nombreuses pour être éliminées ou même circonscrites. Tout se passe dès lors comme si les dirigeants visaient non pas à juguler le danger mais à l'exploter, en le dramatisant à des fins électoraux. La principale cible du parti républicain islamique semble être le président Bani Sadr, le symbole même du chef de file « libéral » de la République islamique. Nombre de ses amis politiques, ou de ses alliés potentiels, sont dénoncés comme des contre-révolutionnaires, exclus du Parlement, arrêtés ou jugés. Ce n'est sans doute pas l'effet du hasard si M. Bani Sadr a dû admettre publiquement le mardi 15 juillet qu'il avait autrefois appartenu au Front national avant de se rallier au mouvement islamique, ou se vanter d'avoir réussi à démasquer les officiers fidèles au sein de l'armée. Ses adversaires l'accusent en effet de protéger des ennemis de la République islamique, voire des comploteurs, par exemple les généraux Bagheri et Cakhmehur, mis en cause dans la « conjuration de Tabas », qui devait coïncider avec l'expédition américaine destinée à libérer les otages.

Le chef de l'État participe cependant à la campagne déchaînée par ses adversaires contre le « péril intérieur ». Son objectif est toutefois aux antipodes du parti républicain islamique : il croit pouvoir ainsi freiner, sinon arrêter, le « grand chambardement » qui le menace personnellement.

Le Conseil de la révolution a décrété, le mardi soir 15 juillet, la fermeture des frontières terrestres — terrestres, maritimes et aériennes — pour quarante-huit heures. La mesure est destinée à « empêcher la fuite des mercenaires de l'Amérique » et pourrait être prolongée en cas de nécessité.

Les autorités de Téhéran ont, le même jour, demandé au gouvernement d'Ankara l'extradition de deux officiers iraniens qui viennent de solliciter l'asile politique en Turquie après avoir franchi la frontière à bord d'un hélicoptère volé.

Les arrestations de personnalités « modérées » se poursuivent. Celle de M. Abolhasan Ghassemi, secrétaire général du parti Iran et membre du Front national, a été annoncée mardi. Selon la presse, des documents appelant les militaires à la grève ont été saisis à son domicile. Le mandat parlementaire de M. Ghassemi avait été invalidé par l'Assemblée pour « collaboration avec le Savak ».

(Lire la suite page 6.)

Le président Chadli remanie le gouvernement algérien et rétablit l'état-major de l'armée

Le président Chadli Bendjedid a formé un nouveau gouvernement. La liste du cabinet a été rendue publique, sans commentaire, mardi 15 juillet dans la soirée, à l'heure de la rupture du jeûne de ramadan. Cette nouvelle étape dans l'aménagement du pouvoir en Algérie depuis la mort de Boumedienne, en décembre 1978, illustre la méthode du chef de l'État qui lui a succédé. Procédant à petits pas, il rend à l'armée une place que son prédécesseur avait monopolisée, tout en marquant une pause sur le plan politique.

La liste du gouvernement a surpris ceux qui s'attendaient à de profonds changements : la plupart des ministres sont restés à leur poste, et le remaniement, plus technique que politique, confirme une certaine continuité. Le président innove cependant sur un point : il renouvelle une partie du personnel politique en faisant appel à des ministres et des secrétaires d'État venant de l'Assemblée nationale. Mais il revient à la tradition en rétablissant l'état-major de l'armée, supprimé par Boumedienne après le putsch manqué de Tahar-Zbiri, en 1967.

De notre correspondant

Alger. — La nouvelle équipe algérienne comprend vingt-six ministres au lieu de vingt-cinq précédemment et six secrétaires d'État au lieu de deux. M. Abdelghani, récemment éliminé du bureau politique, demeure premier ministre alors que l'on s'attendait généralement à son départ, et seules autres ministres conservent leur portefeuille. C'est le cas notamment de M. Benyahia aux affaires étrangères, Abdelhamid Brahimi à la planification, Mohamed Yala aux finances et Boualem Benhamouda à l'intérieur, seul membre du gouvernement siégeant aussi au bureau politique. Les ministères de l'enseignement fondamental et de l'enseignement supérieur, MM. Kharrout et Ererhi, en première ligne lors des troubles du printemps en Kabylie, sont maintenus. Concer-

AU JOUR LE JOUR

M. Poniatoński avait déjà, à plusieurs reprises, affirmé à propos de l'affaire de Broglie qu'il n'avait rien à déclarer, au point de faire des procès à ceux qui prétendaient le contraire. Mais tout est changé. M. Poniatoński, érie, tempête, réclame, bref,

Obscures clartés

peut être entendue... pour déclarer qu'il n'a rien à dire. Ce qu'il, comme on le voit, ne peut pas aider la commission parlementaire à débrouiller l'écheveau des obscures clartés qui tombent de cette affaire.

MICHEL CASTE.

L'AFFAIRE DE BROGLIE

L'homme dont on ne parle jamais

par CASAMAYOR

La commission spéciale chargée d'examiner la demande de compensation de M. Poniatoński en Haute Cour présentée par les députés socialistes, entend, ce mercredi 16 juillet, l'inspecteur Roux, auteur d'un rapport mentionnant un projet d'assassinat visant Jean de Broglie.

On a vu sur la scène des policiers, des juges, des députés. On a vu les belles consciences évoquer noblement le secret de l'instruction quand tout le monde pouvait lire, dans une demi-douzaine de journaux, les textes complets des dépositions. On a vu des juges ne pas cacher qu'ils avaient recueilli des documents, qu'ils ne les avaient pas joints à la procédure, mais qu'ils avaient eu la courtoisie de les présenter aux avocats tout en leur interdisant d'en prendre copie, toutes choses extraordinaires, mais qui ne soulèvent l'étonnement de personne.

On a vu ces magistrats « indépendants et souverains », comme le répète M. Peyrefitte, demander à leurs chefs de conseiller leur conduite. On a vu, par contre, un policier, mais de petit grade, ne demander l'autorisation de personne et dire ce qu'il avait à dire. Naturellement la filieuse calomnie ne manque pas de chuchoter la phrase soupçonneuse et empoisonnée : « Pour qui travaille-t-il ? »

(Lire la suite page 8.)

Un voyage en Océanie

PARTIR

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Avouons vite... Je file, cette fois, par la porte de La Chapelle et Roissy-en-France, avec l'allégresse coupable d'un fuyard. J'ai plein ouest, très loin... C'est l'itinéraire des cavales et des grands navigateurs : la direction des nouveaux mondes et fondateurs d'Amérique. Bien plus qu'un trajet, c'est un axe philosophique. Foin des anciens parages, quitter les latitudes d'Europe et chercher du nouveau. Aujourd'hui, l'azimut qu'on m'a fixé n'est pas innocent. Partir vers l'Orient sur la route des Indes (1), c'était, hier, aller vers le passé colonial, les famines bouleversantes et nos pillages continués. Enquêter sur le malheur lointain en somme, avec l'âme troublée et un peu de honte. L'Ouest, au contraire, ce premier cap dirigé vers l'Atlantique nord, ramène des souvenirs (3) Voir le Monde du 2 au 30 août 1979 : « Un voyage vers l'Asie ».

DES LIVRES SEUIL POUR TOUS LES TEMPS

Geneviève Dormann
Fleur de péché
"Un grand cru Dormann 1980"
Jean-Marie Rouard / Le Quotidien de Paris
Roman 264 pages

LE RAPPORT DE M. J.-M. BLOCH-LAINÉ SUR L'HABITAT

Ecouter pour construire

Il y a deux ans, le ministère de l'environnement était profondément remanié. La direction de l'architecture, à laquelle on retirait le peu de pouvoir qu'elle avait sur le patrimoine et les sites pour le confier à celle de l'urbanisme, lui était alors rattachée, tandis que la direction de la construction devenait celle de l'habitat.

L'une et l'autre étaient alors « coiffées » par un délégué à l'architecture, M. Jean-Michel Bloch-Lainé. Après environ deux années, pendant lesquelles ils se sont faits relativement discrets pour se livrer à une enquête approfondie, le délégué et sa délégation viennent de livrer leurs premières conclusions.

Deux directions : l'architecture et l'habitat. Le rapport de M. Jean-Michel Bloch-Lainé porte naturellement sur l'architecture de l'habitat, sur ce qui du patrimoine national est le plus proche de chaque Français, son logement. Le constat est ici déconcertant, s'il était possible. Ce patrimoine « qui se fait chaque jour », est aussi celui qui, semble-t-il, échappe le plus aux Français, celui qu'ils perçoivent le plus mal.

Ils ont vu passer, depuis trente ans, bien des modes, les acceptant pour les meilleurs, puis qu'on le leur disait : les cubes, les barres, les grands ensembles, puis des « boîtes » plus ou moins cassées, dispersées, puis, ou en même temps, des gadgets obligés, le couleur, le verre fumé, les arceaux, sans parler du pavillonnaire. Le délégué à l'architecture propose maintenant une idée, simple dans son principe : les écouter. Mais cette technique-là ne figure pas dans les programmes d'enseignement des beaux-arts.

F. E.

(Lire, page 13, dans notre supplément « Arts et Spectacles », les articles de Michèle Chaussepois et de Frédéric Boelman.)

DES unmer.

VENTE SPECIALE D'ETE

Le Monde

JEUNES PROTESTANTS

Un récent sondage IFOP a révélé que plus de deux millions de Français se déclarent « proches du protestantisme » (le Monde du 13 juin). Trois jeunes protestants, deux sociologues et une femme pasteur, donnent ici leurs réactions. Jean Baubert explique pourquoi, malgré les statistiques encourageantes, le protestantisme n'a qu'un faible impact sur la société française. Jean-Paul Willaime déplore l'avenir de ce groupe « ultra-minoritaire », tandis que Claudette Marquet regrette l'absence, dans le sondage, de toute question concernant la place de la femme dans l'Eglise et dans la société.

Féministes, les protestants ?

Le récent sondage consacré aux protestants en France ne comportait pas de questions relatives aux femmes, à la place qu'on leur accorde, à leur rôle qu'on leur attribue. C'est dommage, me semble-t-il, parce qu'ainsi passe inaperçue une réalité significative du protestantisme que ne partagent pas et de loin beaucoup d'autres religions ou confessions : les femmes y ont une place reconnue, comme laïques et comme pasteurs.

En bonne doctrine réformée (issue de la Réforme), il n'existe pas de cléricature à proprement parler, de sorte que les laïques exercent, à tous les niveaux, les responsabilités liées à la vie d'une Eglise. Or les femmes sont des laïques à part entière, ce que l'Eglise réformée, par exemple, a quelque peine à admettre.

Certes, une hirondelle ne fait pas le printemps, mais il est honnête de faire savoir qu'une femme a été élue vice-présidente de la Fédération protestante de France (à ce titre, elle faisait partie de la délégation protestante qui a rencontré le pape à Paris) et que plusieurs appartenaient au conseil de cette Fédération. Il est

par
CLAUDETTE MARQUET (*)

Important de rappeler que cinq des vingt membres du conseil national (organe directeur) de l'Eglise réformée de France sont des femmes et que l'une d'elles en est la vice-présidente.

Ajoutons à cela que depuis la dernière guerre, pour les luthériens, et depuis 1968, pour les réformés, les femmes peuvent exercer à part entière le ministère pastoral, et qu'on en compte une bonne cinquantaine, toutes Eglises confondues, sur un effectif d'environ mille cent pasteurs.

Un enthousiasme affaibli

Si l'on sait enfin que les protestants ont millé très tôt en faveur du contrôle des naissances et qu'ils considèrent l'avortement comme un mal, certes, mais comme un moindre mal dans certaines circonstances, on peut, sans triomphisme excessif, reconnaître que le protestantisme français a contribué, dans la mesure de ses moyens, à favoriser la promotion des femmes, dans les Eglises comme dans la société.

Je viens d'utiliser un passé composé à dessein, car je me demande si, aujourd'hui, son enthousiasme d'antan ne s'est pas quelque peu affaibli et si tout ne se passe pas comme s'il se montrait soudain inquiet de sa propre audace.

Il y a dix ans, les autorités protestantes, du moins certaines d'entre elles, heureuses d'avoir remporté la bataille du ministère pastoral des femmes, s'évertuaient à trouver « la » femme qui pourrait participer à telle commission ou siéger à telle assemblée.

On avait alors à cœur de manifester concrètement que, devant Dieu, hommes et femmes sont ensemble appelés à témoigner de l'Evangile et qu'une discrimination sexuelle (comme tout autre discrimination d'ailleurs) mettrait en danger la crédibilité du message de l'Eglise. On n'avait pas peur, alors, de le proclamer bien haut, y compris devant les frères catholiques et orthodoxes, qui ont encore un long chemin à parcourir en ce domaine, eux qui, dans le même temps, affirment l'émancipation des femmes et les excluent de toute participation à l'exercice du pouvoir dans l'Eglise.

Une minorité face à son avenir

par JEAN-PAUL WILLAIME (*)

L'ORSQU'ON s'occupe de sociologie du protestantisme et qu'on est invité à exprimer un point de vue sur la situation présente du protestantisme français, la première question qu'on a envie de poser est celle de l'avenir de cette petite minorité chrétienne en France. Pour un groupe ultra-minoritaire, la question de l'avenir se pose en effet avec une particulière acuité, tant les risques de dissolution sont grands. D'après le récent sondage IFOP sur le protestantisme, 57 % des personnes mariées s'étant déclarées proches du protestantisme ont un conjoint catholique. Quelles que soient la ferveur ecclésiastique qu'on manifeste et les positions qu'on a dans ce domaine, il faut reconnaître que si on prend en compte le rapport numérique entre catholiques et protestants en France, un tel état de choses représente un risque de dissolution de la minorité protestante.

Plus généralement, il convient de remarquer que les stratégies ecclésiastiques, comme toute stratégie de rapprochement ou d'union, posent le problème de la préservation de l'identité de chaque groupe qui s'y engage, notamment celle du groupe minoritaire. Pour le protestantisme, cela signifie que le premier défi qu'il a à relever est le défi ecclésiastique : quel sens peut avoir la différence protestante à une époque où les oppositions du passé s'avèrent caduques et où une incontestable évolution du catholicisme s'est produite ?

Poser ainsi la question présuppose qu'on préfère une stratégie de préservation de la différence à une stratégie d'assimilation au groupe religieux dominant. Je ne vois pas en effet comment l'iden-

té protestante pourrait se maintenir si on gomme un de ses éléments constitutifs essentiels : le rapport critique au catholicisme. Attitude anti-ecclésiastique ? Absolument pas. Attitude qui, simplement, voit plus dans la différence protestante une richesse et une dynamique qu'un antagonisme et un obstacle.

Pour un groupe ultra-minoritaire plus que tout autre groupe, l'avenir dépend de la capacité qu'a ce groupe d'insérer les jeunes dans sa tradition. Or, d'après le récent sondage IFOP sur les protestants français, 24 % des personnes qui se sont déclarées proches du protestantisme et qui ont des enfants ont indiqué qu'elles n'avaient pas l'intention de donner une instruction religieuse à leurs enfants. Il y a là un autre risque de dissolution du groupe : la lente érosion par carence de socialisation religieuse des jeunes générations. Cette socialisation ne se fait pas seulement par l'instruction religieuse, elle se fait aussi par les mouvements de jeunesse.

Dans les années 50 et 60, les mouvements de jeunesse protestants ont joué un rôle considérable dans la formation d'hommes et de femmes qui ont ensuite occupé, aussi bien dans la société que dans les Eglises, des postes de responsabilité. Quelles structures et quels projets offrent aujourd'hui le protestantisme aux jeunes lycéens, apprentis, étudiants, qui se débattent dans la questionnement morose de cette fin de siècle ? La question de la redéfinition et de la revivification des mouvements de jeunesse est à mon sens une des questions cruciales qui se posent aujourd'hui au protestantisme.

Déclin ou renouveau

par JEAN BAUBERT (*)

Le sondage IFOP, dans l'ensemble, nous semble mettre en lumière la richesse des virtualités protestantes. Il reste que, par rapport à son passé, le protestantisme a, aujourd'hui, un impact assez faible dans la société française. Pourquoi une telle contradiction ?

Depuis sa reconstruction, après les persécutions de l'Ancien Régime, le protestantisme français a adopté, d'un point de vue sociologique, deux stratégies :

Une stratégie laïque a permis, au dix-neuvième siècle, une floraison d'œuvres d'éducation, de soins, d'assistance. La compétence et l'innovation ont été favorisées. Les protestants se sont montrés actifs dans des débats d'ampleur nationale (adoption de la première loi sociale ou mise en place de l'école laïque, par exemple).

Une stratégie ecclésiastique s'est d'abord manifestée dans le cadre de cette attitude favorable à la société laïque : ce n'est pas un hasard si les premiers groupes ecclésiastiques ont été nés en milieu ouvrier. Entre les années 30 et 60, l'exemple protestant a constitué un des éléments de l'évolution d'une partie des

catholiques français, les aidant à découvrir qu'il était possible de rester chrétien et d'être socialiste, partisan de la contraception, défenseur d'une libre réflexion religieuse.

Après Vatican II, la stratégie laïque a été mise plus ou moins « en veilleuse » et l'écclésiastique s'est officialisée, ce qui a diminué l'originalité visible du protestantisme. De plus, depuis quelques années, l'écclésiastique lui-même marque le pas sans que les autorités protestantes en tirent grandes conséquences. Dès lors le protestantisme français apparaît un peu désorienté, hésitant, doutant parfois de sa spécificité et de son avenir.

En fait, nous estimons que le protestantisme a toujours, en France, une place qui lui appartient en propre. Il suffirait qu'il ose dire publiquement, avec sérénité et franchise, que — malgré rapprochement et nécessaire dialogue — il constitue encore aujourd'hui une manière de

(*) Directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études (chaire d'histoire et de sociologie des protestantismes).

Comme si les problèmes étaient résolus

Le dialogue ecclésiastique serait-il joué, ici, un rôle négatif ? Les forces sociales conservatrices qui reprennent du poil de la bête dans notre pays pèseraient-elles d'un plus grand poids que la parole évangélique ? Les hommes, en fin de compte, craignent-ils d'avoir à partager réellement le pouvoir, alors que jusqu'à présent, ils l'ont exercé avec parcimonie à l'égard des femmes ?

Toujours est-il que le combat féministe ne semble plus porté par le protestantisme français. On fait comme si les problèmes étaient résolus. Et, si l'on arrive de me plaindre de l'absence de femmes dans les instances de décision des Eglises, on me répond poliment que « on n'en trouve pas » — elles qui, selon le sondage IFOP, représentent plus de la moitié du peuple ecclésiastique.

Pour ma part, je regrette ce coup d'arrêt. Je demeure persuadé qu'une Eglise se juge à sa pratique, tout autant et plus qu'à ses déclarations officielles. Une Eglise qui se proclame laïque et d'intermédiaires entre la culture contemporaine et la culture protestante. Ces intellectuels participent peu ou prou à la définition du discours protestant légitime, ils exercent, même si c'est de façon modérée, une fonction normative : ils sont en général très engagés dans les organismes dirigeants du protestantisme.

A côté de ces intellectuels d'Eglise, toute une frange d'intellectuels ont un rapport plus ou moins lâche au protestantisme et participent d'assez près à la modernité culturelle et aux débats socio-politiques de l'heure. Ces intellectuels ont en général une position assez critique à l'égard des institutions ecclésiastiques et du discours protestant officiel, mais cela ne veut pas dire qu'ils se désintéressent de la tradition protestante.

Pour ces personnes manque dans le protestantisme un pôle non ecclésiastique et non théologique de vie intellectuelle (ce qui ne veut pas dire que la réflexion théologique en serait exclue) où pourrait se réunir, loin de toute orthodoxie, le véritable débat d'idées dont le protestantisme a bien souvent été le cadre. Ce serait une des façons de répondre au défi que constitue le fait qu'environ deux millions de Français se déclarent proches du protestantisme, alors que les Eglises protestantes dénombrent

Diverger avec les intellectuels

Un autre point important est celui du rapport avec les intellectuels. Il y a un divorce relatif du protestantisme avec les intellectuels. Certes, pas avec tous les intellectuels qui, de près ou de loin, se situent dans le protestantisme : il y a ce groupe d'intellectuels « originels » (souvent des théologiens) qui jouent bien leur rôle d'intermédiaires entre la culture contemporaine et la culture protestante. Ces intellectuels participent peu ou prou à la définition du discours protestant légitime, ils exercent, même si c'est de façon modérée, une fonction normative : ils sont en général très engagés dans les organismes dirigeants du protestantisme.

A côté de ces intellectuels d'Eglise, toute une frange d'intellectuels ont un rapport plus ou moins lâche au protestantisme et participent d'assez près à la modernité culturelle et aux débats socio-politiques de l'heure. Ces intellectuels ont en général une position assez critique à l'égard des institutions ecclésiastiques et du discours protestant officiel, mais cela ne veut pas dire qu'ils se désintéressent de la tradition protestante.

Un autre point important est celui du rapport avec les intellectuels. Il y a un divorce relatif du protestantisme avec les intellectuels. Certes, pas avec tous les intellectuels qui, de près ou de loin, se situent dans le protestantisme : il y a ce groupe d'intellectuels « originels » (souvent des théologiens) qui jouent bien leur rôle d'intermédiaires entre la culture contemporaine et la culture protestante. Ces intellectuels participent peu ou prou à la définition du discours protestant légitime, ils exercent, même si c'est de façon modérée, une fonction normative : ils sont en général très engagés dans les organismes dirigeants du protestantisme.

La protestation socio-religieuse dont le protestantisme est issu a engendré de nouveaux cadres de la croyance et de la pratique religieuses. Ces nouveaux cadres sont devenus orthodoxes. Le protestantisme saura-t-il retrouver sa vocation protestataire ? Si être chrétien de façon protestante peut aujourd'hui avoir un sens, c'est dans la tradition du libre examen et de la liberté qui en découle à l'égard de toute autorité, que celle-ci soit religieuse ou politique. A une époque où nous devenons de plus en plus dépendants de structures technico-bureaucratiques qui prennent en charge les différents aspects de notre existence, ce message protestant me paraît d'une singulière pertinence.

BIBLIOGRAPHIE

Cinq villages luthériens dans la tempête révolutionnaire

L'HISTOIRE a raison de se méfier des vues cavalières ; les synthèses dignes de foi ne s'élaborent qu'au prix d'analyses de détail et de recherches patientes de documents significatifs enfouis dans les archives publiques et privées. C'est bien ce qu'a compris le pasteur René-Jacques Lovy, qui a consacré deux gros volumes à la destinée de cinq villages du « pays » de Montbéliard : Belverne, Clarguette, Eiebon, Frédelles-Fontaine et Marnay-Daillonn. Pendant la Révolution française, villages des bois, villages pauvres, peuplés de paysans-ouvriers, produisant peu de blé, mais jouissant avec tout le comté de Montbéliard d'une certaine liberté grâce aux franchises accordées avec une relative liberté par les princes de Wurtemberg, qui avaient autorisé dès le seizième siècle l'implantation de la Réforme. Or ce régime prit fin en 1793 par l'annexion (officielle en 1796) du comté à la France révolutionnaire.

De bons historiens du passé ont décrit l'adhésion enthousiaste des Montbéliardais à la France et à la Révolution. R.-J. Lovy détruit cette pieuse légende. En réalité, le changement d'appartenance nationale et de régime politique constituait pour les populations un choc. Ce n'est pas qu'avant 1793 la situation économique fût bien brillante, mais la Révolution ne l'améliora guère, et ce n'est que sous l'Empire et la Restauration que commença l'essor industriel du pays. Nos cinq villages opposèrent une résistance passive aux nouvelles autorités — et une résistance plus active à la déchristianisation.

d'avoir consacré ses meilleurs chapitres à la vie religieuse du pays pendant ces années difficiles. Le luthéranisme y avait profondément marqué les âmes, les coutumes et les moeurs. Le luthéranisme n'était peut-être pas aussi typé que le laisse entendre le pasteur Lovy. Mais, en tout cas, il était hostile au déferlement du rationalisme, comme il avait été hostile au cours du dix-huitième siècle aux excès du piétisme.

Ce qui fait certainement le prix des travaux de Lovy, c'est que la vie religieuse n'est pas isolée des autres aspects de la vie quotidienne, telle qu'elle a été modelée par les transformations politiques et administratives introduites par la Révolution et par les conséquences économiques et sociales de l'annexion du comté de Montbéliard à la France. Si les autorités ecclésiastiques n'ont pas toujours compris la profondeur et le caractère irréversible des mutations qui s'opéraient, du moins beaucoup de pasteurs, par leur action personnelle aussi bien que par l'action des écoles, surent à la fois panser les plaies et adoucir la brutalité du changement.

Le lecteur regrettera peut-être que les documents souvent inédits publiés par R.-J. Lovy ne permettent pas toujours de voir vivre le « petit peuple ». Qu'ils patientent : l'auteur prépare un nouveau volume consacré à la population des quatre villages constituant la paroisse d'Eiebon.

ROGER MEHL

* René-Jacques Lovy, *Les Cinq Villages des Bois et la Révolution française*, éditions Concordia, deux volumes, 825 pages. Chez l'auteur : 23, place de l'Eglise, Nanteuil-le-Ménil.

(1) Cf. A. Masson, *Manuscrits sur l'enferme : pensée de la normativité*, Paris, Payot, 1980.

(2) Cf. au sujet de cette dernière proposition, notre article dans *Réforme* numéro 172, 10 mars 1979.

DES LIVRES SEUL POUR TOUS LES TEMPS

LIVRE INTER 80

Elie Wiesel

Le testament d'un poète juif assassiné

Roman 300 pages



كتاب من الأصل

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AUX ÉTATS-UNIS

La convention républicaine a acclamé le sénateur Goldwater et accueilli avec quelque réserve M. Kissinger

M. JOHN ANDERSON A PARIS

La « différence » qui compte

M. John Anderson, candidat indépendant à la présidence des États-Unis, a été accueilli à Paris mardi 15 juillet. L'entrevue a été très brève, mais elle a permis à M. Anderson et à ses collaborateurs de rencontrer M. Rocard et des économistes, mais il a pu s'entretenir avec MM. Barre, François-Poncet, Chaban-Delmas et Pöhl. Il part ce mercredi pour Londres, dernière étape de son voyage.

C'est autant pour s'instruire que pour se faire connaître que M. John Anderson, candidat indépendant à la présidence des États-Unis, fait la tournée européenne qui l'a conduit à Paris les 15 et 16 juillet. Tandis que, à Detroit, M. Ronald Reagan reçoit la consécration unanime du parti républicain, son ancien rival aux premières « primaires » de l'année accompli un voyage d'étude, qui lui permet de se familiariser avec la scène politique et lui assure une place, modeste mais digne, dans l'actualité américaine.

Qui est M. John Anderson et pourquoi veut-il « courir » en solitaire ? Avant de se déclarer officiellement le 24 avril, l'idée était en l'air depuis quelques semaines. L'analyse du scrutin du Massachusetts, où il s'était classé brillant second, montrait qu'il avait le don de mobiliser la confiance d'une fraction importante de ces électeurs qui ne se reconnaissent ni dans le parti républicain ni dans le parti démocrate. Il découvrait subitement qu'il gagnait à être lui-même. Il s'en voudrait pour autant aujourd'hui de jouer le « troisième homme », celui qui se contente de gêner les chances des candidats orthodoxes. « Je ne serai pas le simple paratonnerre des insatisfaites », a-t-il répété à maintes reprises.

Il vise plus haut : se retrouver l'égal de ses concurrents, il pense recueillir son électoral dans l'énorme réservoir des abstentionnistes de tous bords. Si joindraient naturellement les électeurs actifs que déprime la perspective d'avoir à choisir entre MM. Reagan et Carter et

qui, désirant néanmoins remplir leur devoir électoral, se porteraient sur une candidature plus engageante. En tout état de cause, M. Anderson pourrait bien ne pas aller jusqu'au bout de son aventure si, en septembre, il n'était pas arrivé à la conclusion que brigue la Maison Blanche n'avait rien de chimérique. Est-ce à dire que, s'il s'apercevait alors, sur la foi des sondages, qu'il ne pouvait espérer que jeter la pagaille dans le duel Reagan-Carter, il renoncerait à s'interposer ? L'hypothèse n'est pas gratuite, puisqu'elle repose sur les propos de M. Anderson et de son entourage, encore que, pour rallier les indécis, il soit préférable de faire preuve d'un esprit de décision prêt à l'obstination.

Quant au programme de M. Anderson, il n'est pas encore établi de façon définitive. Les positions personnelles du député de Rockford sont trop variées et nuancées — elles ont également évolué avec le temps — pour constituer un ensemble sur lequel coïnciderait une étiquette. Peut-être est-ce, à l'heure actuelle, un avantage. « Plateau-forme » et « doctrine » relèvent d'un âge plus crédule. Avec M. Anderson, selon les propres termes de ses supporters, c'est la « différence » qui compte. S'agit-il du grain de sable qui fera sauter le mécanisme électoral américain ou d'une poussière que rejettera dans la poubelle l'histoire le courant de la force des choses ? C'est ce que nous saurons au plus tard le 4 novembre. — A. C.

(1) Le Monde du 25 avril a publié un portrait de M. Anderson.

La Communauté européenne est prête à coopérer avec les Caraïbes en association avec le Venezuela, et le Mexique, a annoncé le mardi 15 juillet à Caracas M. Claude Cheysson, membre de la commission exécutive de la C.E.E. Les modalités de cette aide, a précisé M. Cheysson, dépendent des souhaits et des conditions fixés par les États des Caraïbes, ainsi que de l'accord du Venezuela et du Mexique. M. Cheysson a également déclaré

que l'Europe n'interviendrait pas dans les affaires de la région, « à moins qu'on nous le demande ».

Déjà, 250 millions de dollars ont été versés aux États de cette région lors des cinq premières années d'application de l'accord de Lomé, et la C.E.E. leur a acheté 450 000 tonnes de sucre à un tarif deux fois supérieur à celui du marché international, soit une aide indirecte de 400 millions de dollars. — (A.F.P.)

Détroit. — L'atmosphère s'est considérablement échauffée mardi 15 juillet, au cours de la deuxième journée de la convention républicaine. Les applaudissements ont été plus nourris, les oraisons plus longues, les trinités mieux remplies. Il y a eu davantage de banderoles agitées et de chapeaux jetés en l'air, et surtout les discours ont été plus mordants, frappés au coin d'une idéologie conservatrice sans cesse plus affirmée. En cette compétition qui s'est instaurée pour l'exploitation des valeurs d'extrême droite, la palme est revenue, sans conteste, au sénateur Barry Goldwater, adversaire malheureux de Lyndon Johnson à l'élection présidentielle de 1964.

Follement acclamé, plus longtemps que n'importe quel autre orateur, le sénateur de l'Arizona a apporté la preuve que l'âge (il est né en 1909) n'avait pas enlaidi ses convictions et que, à l'instar des ultras français du début du siècle dernier, il n'avait rien oublié ni rien appris. L'évocation de la société américaine, la modification des rapports de force dans le monde, n'existent pas pour lui. M. Goldwater ne se repaît nullement d'avoir conduit, il y a seize ans, son parti à une défaite électorale, son histoire. Il a le sentiment d'être injustifié par l'histoire. M. Reagan, alors peu connu, qui avait prononcé, en 1964, le plus vibrant discours en sa faveur et avait d'ailleurs acquis, à cette occasion, une notoriété nationale.

Certes, M. Kissinger était dans le ton de la convention en invoquant dans son discours la nécessité de « mettre fin à la dérive, la confusion, la retraite et la faiblesse dans notre politique étrangère ». Il prononçait sur « l'extrême droite » résultat auquel est parvenue l'administration Carter d'avoir à la fois les pires relations avec nos alliés et nos adversaires, et les plus sérieux soupçons dans le tiers-monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Mais les remèdes qu'il propose et la vision qu'il offre vont plus loin que le seul rétablissement de la puissance américaine auquel se borne la plate-forme républicaine. « Nous ne pouvons abandonner deux tiers de l'humanité à la misère, au féodalisme et au désespoir. Les Américains savent que notre propre sécurité et notre prospérité dépendent d'un monde de progrès, de coopération, de justice et de dignité humaine », a-t-il affirmé.

Des huées pour l'ancien secrétaire d'Etat

Ce fut, en tout cas, un spectacle étonnant que celui de voir M. Goldwater, les cheveux blancs, appuyé sur des béquilles — à la suite d'un récent accident d'avion, — affirmer sans sourciller : « Si nous avions eu un leader, la guerre du Vietnam n'aurait pas duré plus de quelques jours ». D'une voix monotone de prophète fatigué, le sénateur de l'Arizona a ajouté : « Si notre gouvernement avait des troupes, aucun pays au monde n'oserait prendre des Américains en otages ». Il a suggéré le rétablissement d'un organisme comparable à la commission d'enquête du Congrès sur les activités anti-américaines à l'époque de la « chasse aux sorcières ». « Nous voulons connaître la vérité sur ceux qui vivent au milieu de nous, mais ne parlent pas nos valeurs », a-t-il déclaré.

Sa conclusion a fait passer un frisson sur l'assistance : « En raison des forces qui travaillent contre nous, ceci pourrait bien être la dernière Convention républicaine... »

M. Henry Kissinger a eu droit à un accueil plus réservé, quelques

De notre envoyé spécial

huées se mêlant aux applaudissements. Asses mal à l'aise, l'ancien secrétaire d'Etat reconnaissait que, « en tant que parti formé d'individualistes, nous avons eu et continuerons d'avoir des divergences ». Il a évité soigneusement d'évoquer le traité SALT 2 de limitation des armements stratégiques avec l'U.R.S.S. On sait qu'il a lui-même apporté un soutien nuancé à ce traité, que M. Reagan révoque et que M. Carter a renoncé pour le moment à faire ratifier par le Sénat. M. Kissinger n'a sans doute pas oublié, d'autre part, qu'il avait été la cible favorite des partisans de M. Reagan à la convention républicaine de Kansas-City en 1976, lesquels avaient fait adopter une résolution recommandant plus de « moralité » dans la conduite des affaires étrangères, ce qui constituait une condamnation transparente de sa politique jugée « cynique ».

Au cours d'une conférence de presse mardi matin, l'ancien secrétaire d'Etat a laissé entendre, à l'issue d'une rencontre avec l'ancien gouverneur de Californie, que tout était clair et que ses vues en politique étrangère étaient désormais « compatibles » avec celles de M. Reagan.

Certes, M. Kissinger était dans le ton de la convention en invoquant dans son discours la nécessité de « mettre fin à la dérive, la confusion, la retraite et la faiblesse dans notre politique étrangère ». Il prononçait sur « l'extrême droite » résultat auquel est parvenue l'administration Carter d'avoir à la fois les pires relations avec nos alliés et nos adversaires, et les plus sérieux soupçons dans le tiers-monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Mais les remèdes qu'il propose et la vision qu'il offre vont plus loin que le seul rétablissement de la puissance américaine auquel se borne la plate-forme républicaine. « Nous ne pouvons abandonner deux tiers de l'humanité à la misère, au féodalisme et au désespoir. Les Américains savent que notre propre sécurité et notre prospérité dépendent d'un monde de progrès, de coopération, de justice et de dignité humaine », a-t-il affirmé.

Les amis de M. Reagan ont préféré ne retenir de ce discours que ce qui leur convenait, le ralliement à la candidature de ce dernier, et la condamnation des « errements » de M. Carter : « Que penser d'une politique qui propose d'abord de démanteler l'océan Indien pour chercher ensuite à y établir portons des bases militaires ? Qui a proposé à nos alliés la bombe à neutrons, puis à retirer son offre ? Qui a promis en 1976 de réduire notre budget de défense, annulé ou reporté tous les projets hérités dans ce domaine de l'administration précé-

dente et se berce maintenant de chiffres pour donner l'illusion d'un accroissement (...) ? Qui a oscillé entre les menaces et la renonciation à la force quand cinquante-trois Américains étaient gardés captifs par de soi-disant étudiants ? »

Eviter la provocation

La tactique de M. Reagan semble d'ailleurs de prôner la conciliation aux délégués, tel le bouillant sénateur de Caroline du Nord, M. Jesse Helms, prêt à certains excès de langage en matière de sécurité nationale et de politique étrangère. Il s'agit, malgré les sentiments qu'on éprouve à l'égard de ce dernier, de ne pas répéter l'erreur commise en 1964 par M. Goldwater, qui était apparu comme un « coq-en-herse ».

En politique intérieure également, le candidat républicain cherche plutôt l'accommodement une fois qu'il a obtenu ce qu'il voulait et évite la provocation. Il a eu des paroles conciliantes en recevant les délégués favorables à l'adoption d'un amendement constitutionnel affirmant l'égalité entre les hommes et les femmes. Il avait pourtant fait retirer la référence à cet amendement de la plate-forme électorale. Il avait refusé, en juin, de parler devant le congrès annuel de l'Association nationale pour le progrès des gens de couleur réunis à Miami ; il a invité, mardi, un des dirigeants de cette organisation, M. Benjamin Hooks, à s'adresser à la Convention. Celui-ci a donc pu indiquer devant une assistance largement indifférente que le chantage des jeunes Noirs dans certaines grandes villes, telle que Detroit, atteignait 60 %.

Conformément à cette logique, M. Reagan devrait désigner un vice-président « modéré ». Le fait que M. George Bush, ancien directeur de la C.I.A., apparaisse comme tel en dit long sur la prédominance des conservateurs à la Convention. Le choix d'un collier à d'autre part crée un quiproquo : M. Gerald Ford, qui avait été reçu mardi par le candidat républicain retranché dans ses appartements au seizième étage de l'hôtel Renaissance Plaza, a affirmé à sa sortie que le poste de vice-président lui avait été proposé et qu'il l'avait refusé. M. Reagan a fait savoir peu après qu'il n'avait jamais formulé une telle offre à l'ancien président.

En attendant, la plate-forme du parti résolument à droite a été adoptée par la Convention. Elle est rigoureusement conforme au projet élaboré ces dernières jours (le Monde du 12 juillet). Elle propose notamment des réductions massives d'impôts, l'augmentation des dépenses mil-

itaires, la restauration de la peine de mort (d'ailleurs jamais formellement abolie), des coupes dans les dépenses gouvernementales, le relâchement des contrôles sur les armes à feu et un amendement constitutionnel interdisant l'avortement.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Chili

UN OFFICIER SUPÉRIEUR EST TUÉ DANS UN ATTENTAT

Santiago (A.F.P., Reuters). — Un officier supérieur chilien, le lieutenant-colonel Roger Vergara, directeur de l'école des services de renseignements militaires, a été assassiné le mardi 15 juillet dans un faubourg de Santiago alors qu'il se rendait à son travail. L'officier circulait en voiture avec son chauffeur lorsque plusieurs inconnus armés ont tiré à la mitrailleuse sur son véhicule. Le chauffeur a également été tué et un passant blessé. Le commando a mené son action à partir d'un camion portant la raison sociale de la Compagnie nationale d'électricité (Endesa). Les membres du commando avaient revêtu la tenue des employés de la compagnie.

Le ministre de l'Intérieur, M. Sergio Fernández, a accusé les marxistes d'être responsables de l'assassinat, dont l'objectif, a-t-il déclaré, est de plonger le nouveau pays dans le « chaos » et l'« anarchie » qui ont, selon lui, régné durant les trois années de gouvernement de l'Unité populaire.

Le président de la République, le général Pinochet, a pour sa part sévèrement critiqué, lors d'un rassemblement public, peu après l'attentat, « les hommes politiques qui affirment qu'il est désormais nécessaire de rétablir le système politique traditionnel » dans le pays. Le chef de l'Etat avait récemment déclaré le lieutenant-colonel Vergara pour son rôle dans le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973.

Aucune organisation n'avait encore revendiqué le meurtre ce mercredi matin 16 juillet.

Guatemala

LES COURS ONT ÉTÉ SUSPENDUS pour deux jours, le mardi 15 juillet, à l'université de San-Carlos de Guatemala à la suite d'une fusillade déclenchée par des inconnus sur le boulevard longeant le campus et au cours de laquelle cinq étudiants ont été tués et quinze autres blessés. — (Reuters.)

DES LIVRES SEUIL POUR TOUS LES TEMPS

2 Romans français (suite), Théâtre



Bernard Chapuis
L'amour du temps

"Admirable parabole d'une enfance éternelle... Des ruses de faux badin, de vrai tragique et d'authentique écrivain".
Bernard-Henri Lévy
Le Monde
156 pages



Karine Berriot
Parlez-moi de Louise

"Le plus grand plaisir qui soit après amour c'est d'en parler".
Louise Labé
192 pages



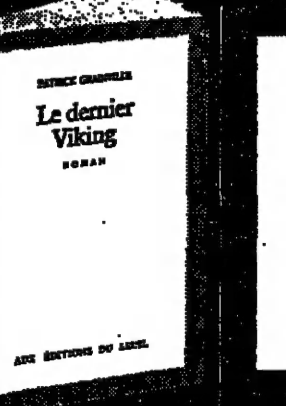
Simone Schwarz-Bart
Ti Jean L'horizon

Prix Meridien des 4 Jours
"Nous quittons notre vieille peau, nos mots perclus, nos certitudes usées, pour nous glisser dans le corps de Ti Jean, demi dieu, Ulysse des Antilles".
Pierre Lepape / Télérama
202 pages



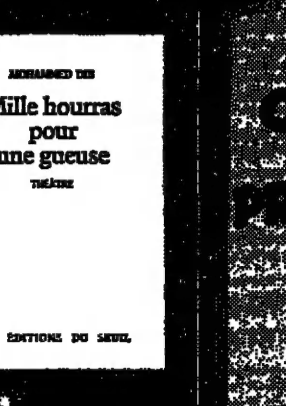
Jean-Marc Roberts
Affaires étrangères

Prix Renaudot 1979.
"Un écrivain qu'il faut lire absolument".
Max-Pol Fouchet / VSD
203 pages



Patrick Grainville
Le dernier Viking

"Ce que j'aurais voulu réussir est un perpétuel jeu d'échanges entre présent, passé, épopée, mythologie, hommes, femmes, lieux, bêtes...".
P.G.
256 pages



Mohammed Dib
Mille hourras pour une gueuse

Cette pièce a pour principal personnage la parole, cette tragédie mêlée tendresse et dérision.
128 pages



Philippe Gisors
Les otages du Président

"Le suspense ne faiblit pas une minute".
Libération
Que ferons-nous quand des terroristes prendront en otage plusieurs millions d'habitants en utilisant une bombe atomique ? 256 pages

Demain : Points-Roman

INTER 80
Wiesel
...ment
...assassiné

ASIE

Laos

Le blocus imposé par la Thaïlande contraind Vientiane à accroître sa dépendance à l'égard d'Hanoi

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le blocus économique imposé par la Thaïlande au Laos, à la suite d'un incident frontalier (le Monde du 10 juillet), se prolonge depuis trois semaines, tout au long des 1400 kilomètres de la frontière commune aux deux pays. Bangkok continue à exiger, comme condition préalable à une réouverture des points de transit commercial, que le gouvernement de Vientiane endosse la responsabilité de l'incident naval survenu le mois dernier sur le Mékong, et qui avait coûté la vie à un officier de marine thaïlandais. Chaque partie, comme toujours en pareil cas, accuse l'autre de provocation, et l'examen des faits cède le pas aux campagnes d'invective. Les Laotiens, qui ont fait plusieurs tentatives pour négocier la levée d'une mesure affectant gravement leur économie (l'une des plus sous-développées qu'il soit), accusent les Thaïlandais d'avoir agi délibérément pour pouvoir fermer la frontière. Ils précisent que Bangkok n'a pas cherché à négocier, comme le prévoient les textes, régissant les relations entre les deux pays, notamment en cas d'incidents frontaliers. Selon Vientiane et ses alliés vietnamiens, il s'agirait d'une manœuvre s'inscrivant dans la stratégie de tension et de provocations que la Thaïlande, avec le soutien de la Chine et des Etats-Unis, est accusée d'exercer sur l'ensemble de l'Indochine pour effaiblir les régimes associés à Hanoi.

A l'opposé, la Thaïlande et ses alliés chinois veulent voir dans ce nouvel incident la main de Hanoi et celle de Moscou. L'agence Chine nouvelle affirme que les forces armées laotiennes « ont entrepris, sur les ordres de Hanoi, des

Une opération de contrebande

Dans le cas présent, il semble bien que toute l'affaire se réduise, finalement, à une opération de contrebande dans laquelle un trafiquant thaïlandais aurait été tué en territoire laotien, dans des circonstances obscures. C'est en tentant de récupérer le corps de la victime qu'une vedette de la marine thaïlandaise aurait pénétré dans les eaux territoriales laotiennes et provoqué une riposte. Le gouvernement de Bangkok affirme que les forces armées laotiennes « ont entrepris, sur les ordres de Hanoi, des

Inde

L'AGITATION DANS L'ÉTAT DE L'ASSAM

Les étudiants autochtones appellent à une « révolution totale »

New-Delhi (A.F.P.). — Le Syndicat des étudiants de l'Assam (AASU) a lancé, le mardi 15 juillet, un appel à une « révolution totale » et menace cet Etat du nord-est du pays de sécession s'il n'obtient pas gain de cause dans le conflit qui l'oppose aux dirigeants de l'Etat indien du Bengale Occidental, formé principalement de Bengalis.

Un document en trente-six points, intitulé *Conduite pour une révolution totale en Assam*, est distribué secrètement par l'AASU, qui dirige le mouvement d'agitation depuis dix mois. Il appelle à la formation d'une « société secrète à différents niveaux, disposant de locaux clandestins et dépendant d'une seule autorité, avec une discipline stricte ». Les membres de la société secrète seraient chargés d'identifier les politiciens, fonctionnaires, commerçants et autres « étrangers » pour les traquer devant des « tribunaux locaux » semblables à ceux qui ont été instaurés en Iran par les partisans révolutionnaires de l'ayatollah Khomeini.

Manifestement au courant de cet appel, le ministre fédéral de l'Intérieur, M. Zail Singh, a déclaré, mardi 15 juillet, au Parlement de New-Delhi, que le gouvernement était en mesure d'écraser « non pas une ou deux,

mais des centaines » de révoltes de ce type, si elles portaient atteinte à l'intégrité et à la souveraineté du pays.

Le « document-guide » de l'AASU appelle également à la collecte de fonds pour la société secrète, à l'isolement des groupes de « colons » bengalis en coupant les routes et les voies ferrées et la formation d'un front commun avec les rebelles indépendants des Etats voisins : Nagaland, Meghalaya, Arunachal Pradesh et Tripura. La circulaire prend notamment pour cible les étudiants, les organisations culturelles et religieuses ainsi que les cinémas et les commerces bengalis. Elle demande un « boycott des Bengalis de toutes les manières possibles » et leur attaque jusqu'à dans les endroits publics. Enfin le document exige que toutes les affaires de l'Etat soient aux mains des autochtones assams.

Deux journalistes français, Remy Pavet de Libération et Pierre Toutain de Paris-Match, ont été arrêtés, le 14 juillet, en Assam, où ils étaient entrés quatre jours auparavant sans le permis spécial requis par les autorités. Ils pourraient faire l'objet d'une mesure d'expulsion après être comparus devant un magistrat. — (A.F.P.)

DIPLOMATIE

LA SITUATION EN AFGHANISTAN

Selon l'agence Tass

LES INFORMATIONS SUR LES RAIDS SOVIÉTIQUES AUTOUR DE KABOUL SONT « L'ŒUVRE DE FALSIFICATEURS AMÉRICAINS ET CHINOIS »

Le département d'Etat a déclaré, mardi soir 15 juillet, que les forces soviétiques avaient intensifié les bombardements de villages, contraignant des milliers de personnes à fuir Kaboul, où elles n'ont pu pénétrer en raison des contrôles de sécurité rigoureux autour de la capitale. Nous ne savons pas si ces actions sont en représailles à la suite d'attaques de maquisards ou pour intimider les populations locales », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. J. Trautman. Il a ajouté : « Nous pensons que ces bombardements représentent une décision consciente de la part des Soviétiques, qui modifient leur tactique devant la facilité avec laquelle les résistants se meuvent à l'intérieur du pays. » Cependant, le porte-parole n'a pas précisé si les bombardements avaient fait « plusieurs milliers » de victimes parmi la population, comme l'avaient rapporté les agences occidentales. New-Delhi, citant des déclarations de sources diplomatiques proches de celles de M. Trautman (le Monde du 16 juillet), conclut à un sentiment répandu que les réfugiés campent aux environs de la capitale afghane.

Mardi, l'agence soviétique Tass avait démenti « catégoriquement » ces informations et les avait qualifiées d'« inventions » faisant partie de la « politique de désinformation à laquelle a recouru l'im-

peralisme américain pour gêner certaines tendances à l'amélioration qui se sont manifestées dans cette région ». Tass affirme que ces informations étaient l'œuvre de « falsificateurs américains et chinois » ayant apparemment l'intention de jeter « une ombre sur la politique étrangère pacifique de l'URSS », qui entretenait de bonnes relations avec l'URSS.

● AU CAIRE, le président Sadat a déclaré dans une interview au *Reader's Digest* : « Les Etats-Unis, face à la crise d'Afghanistan, ne devraient en aucun cas, surtout en ce moment, adopter une politique d'hésitation, politique qui pourrait avoir des conséquences graves pour les gains jour après jour. »

● A NEW-DELHI, le ministre des affaires étrangères, M. Rao, a exprimé la crainte que le conflit en Afghanistan ne soit préjudiciable à la situation dans toute la région et ne conduise à un affaiblissement en grande des puissances « à notre sein ». Il a fait cette déclaration au cours d'un dîner offert le 15 juillet en l'honneur du ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Agha Sahi, en visite en Inde. Celui-ci a déclaré que l'intervention soviétique en Afghanistan constituait une menace sérieuse pour la région. Le problème afghan a dominé les entretiens indo-pakistais, les premiers au niveau ministériel, depuis fin décembre. — (U.P.I., A.F.P.)

CE QUE L'AMBASSADEUR DE FRANCE N'A PU DIRE À LA TÉLÉVISION SOVIÉTIQUE

Après l'annulation de la déclaration que devait prononcer l'ambassadeur de France à Moscou à la télévision soviétique le 14 juillet, le Quai d'Orsay a publié, mardi 15 juillet, la communication suivante (nos dernières éditions du 14 juillet) :

« L'usage s'est établi, depuis plusieurs années, qu'à l'occasion du 14 juillet l'ambassadeur de France à Moscou s'adresse sur les ondes de la télévision soviétique à la population de l'URSS. »

« Le texte que se proposait de lire M. Froment-Meurice comportait un passage consacré à l'actualité internationale. Il y était notamment question de la situation en Afghanistan, où le conflit s'est aggravé depuis six mois ; que les points de vue des gouvernements de nos deux pays se sont éloignés sur les causes de cette aggravation, notamment en ce qui concerne l'Afghanistan ; et que la France était prête à « rechercher une solution pratique à ce problème qui permettrait l'évacuation des forces armées soviétiques d'Afghanistan ».

« Ce passage ayant été censuré par les autorités soviétiques, l'ambassadeur a, à juste titre, décidé de renoncer à prononcer son allocution plutôt que d'en modifier le contenu. »

« Toute autre attitude aurait pu en effet donner à penser que le gouvernement français avait modifié le jugement qu'il porte sur la position qu'il a prise sur l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. Ce n'est pas ce que l'intervention soviétique demeure à ses yeux inacceptable et le retrait complet des troupes soviétiques constitue un élément indispensable à la solution conforme au droit des peuples afghans et aux exigences de la détente et de la paix internationales. »

25 août-20 sept. Ne manquez pas la dernière préparation au

CAPA

CEPES

722.94.94/75.01.19

Jean Edern Hallier

UN BARBARE EN ASIE DU SUD-EST

Par la violence de son style, par les mitraillages et la pulsion trombo-scopique de ses phrases en sang, ce texte colle parfaitement aux charniers de l'Asie du Sud-Est.

André Clavel
(Les Nouvelles Littéraires)

Néo

Nouvelles Editions Oswald

La France n'est pas favorable à la convocation d'une session de l'ONU sur la Palestine

L'Afghanistan et le projet de session spéciale de l'Assemblée des Nations unies sur la Palestine (à partir du 22 juillet), ont fait l'objet de l'entretien qu'ont eu, mardi 15 juillet, le président Giscard d'Estaing et M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères avec le secrétaire général de la conférence islamique, M. Chatti. Ces mêmes sujets ont vraisemblablement été évoqués au cours de l'audience qu'a accordé le président de la République à l'ambassadeur d'Arabie Saoudite, M. Al Hujailan.

Rapportant que les « représentants du régime de Kaboul » n'étaient pas venus à la réunion souhaitée par la conférence islamique, à Genève, avec les représentants de la résistance afghane, M. Chatti a déclaré en quittant l'Elysée : « Nous ne désespérons pas de rencontrer les représentants du régime de Kaboul. Nous continuons d'essayer d'avoir des contacts avec eux en tant que partie politique dans le conflit. »

Au sujet de la réunion de l'Assemblée de l'ONU sur la Palestine, M. Giscard d'Estaing a vraisemblablement fait part des réserves juridiques de la France sur la procédure choisie et de son scepticisme quant à son efficacité sur le fond. La réunion d'une session spéciale est demandée par le Sénégal en tant que président du comité de l'ONU pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, à la suite du veto opposé par les Etats-Unis le 30 avril à une résolution prévoyant l'établissement d'un Etat palestinien indépendant.

Le Sénégal invoque la résolution de l'Assemblée dite Unité pour la paix, adoptée le 3 novembre 1950, après le déclenchement de la guerre de Corée, et patronnée par les Etats-Unis pour « court-circuiter » le Conseil de sécurité.

Cette résolution, contrairement à l'esprit de la charte de l'ONU, autorise l'Assemblée, en cas de blocage du conseil par un veto, à prendre sur la question litigieuse « des recommandations appropriées », y compris « l'emploi de la force ».

La demande sénégalaise obtiendrait, sans doute, la majorité requise pour convoquer l'Assemblée dans les vingt-quatre heures », en dépit de l'hostilité des Etats-Unis, qui voient la procédure qu'ils ont inventée se retourner contre eux.

La France, qui tient à maintenir la prépondérance du conseil de sécurité (à la fois par réalisme et par ce qu'elle y dispose du veto), n'est pas non plus favorable à cette procédure, sans être formellement opposée à la réunion spéciale. Sur le fond, elle regrette surtout que les Arabes s'apprêtent à soumettre une résolution beaucoup trop radicale, qui exige, sous peine de sanctions, l'évacuation des territoires occupés par Israël « avant le 1^{er} septembre ». Une telle résolution n'a aucune chance d'être adoptée, en revanche, avec les autres Européens. Une résolution se prononçant, conformément à la déclaration du Conseil européen de Venise, pour la reconnaissance simultanée du droit des Palestiniens à l'autodétermination et de celui d'Israël à la sécurité.

MAURICE DELARUE

● M. Ceausescu, président de la République roumaine, fera une visite officielle en France du 23 au 26 juillet prochains, a annoncé mardi 15 juillet un communiqué de l'Elysée. Le chef de l'Etat roumain sera accompagné de Mme Ceausescu.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● LES TROUPES SUD-APRICAINES ont mené une attaque de « grande envergure », contre la ville de Calat, dans la province angolaise du Kuando-Kubango, sur la frontière namibienne, a affirmé, mardi 15 juillet, un communiqué du ministère angolais de la défense. L'attaque se serait soldée par la mort de cinq soldats sud-africains et la destruction de deux canons, que les troupes de Pretoria auraient utilisées pour traverser le fleuve Kuibango. Les Sud-Africains avaient lancé, pendant trois semaines, en juin, plusieurs opérations contre les bases arrière de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), situées dans le sud angolais. — (A.F.P.)

● DEUX RELIGIEUX appartenant à la congrégation des Sœurs du très Saint-Sauveur de France, sœurs Thérèse Marie (de nationalité française) et Germaine (de nationalité allemande), capturées le 24 novembre 1979 par les forces de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), sont arrivées lundi 14 juillet à Dakar. Les deux religieuses servaient à la mission catholique de MUPA, au chef-lieu de la province angolaise de Cunene, à 30 kilomètres de la frontière namibienne. Elles ont passé huit mois dans les « bases » de l'UNITA et ont parcouru à pied 1500 kilomètres, en deux mois, dans la forêt avant d'être libérées. — (Reuters.)

● LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (H.C.R.) ne cache pas son inquiétude devant le silence opposé par les chefs d'Etat d'Amérique latine aux télégrammes qu'ils leur avait adressés au sujet de trois réfugiés argentins, Mines Noémie Esther Giarozzi et Julia Inés Santos, et M. Julio Ramirez. Réfugiés au Pérou, ils y avaient été arrêtés le 12 juin pour des « motifs de sécurité nationale ». Ils avaient été, selon le gouvernement de

Lima, expulsés vers la Bolivie le 17 juin. Or, non seulement personne n'a jamais eu connaissance de la présence de ces trois Argentins sur le sol bolivien, mais, selon certains témoins, les cadavres de Julia Inés Santos et d'un de ses compatriotes, également réfugiés politiques, mais dont l'identité n'a pas été confirmée par le H.C.R., auraient été trouvés au Pérou. — (Corresp.)

● Le PRÉSIDENT VIDELA a annoncé le voyage qu'il devait effectuer au Pérou pour assister, le 28 juillet, à l'installation du président Fernando Belaúnde, à l'en-tête d'un cortège officiellement le mardi 15 juillet à Buenos-Aires. Selon le quotidien Clarín, cette annonce est due à la crainte de manifestations émeutiques contre le général Videla après la disparition de plusieurs réfugiés argentins à Lima. —

Comores

● CINQ JOURS APRES LA DISSOLUTION DU GOUVERNEMENT comorien (le Monde du 9 juillet), le président Ahmed Abdallah a désigné un nouveau cabinet. M. Salim Ben Ali demeure premier ministre et le gouvernement compte deux nouveaux membres : MM. Abderrahmane Mohamed (Justice et Information), et Ali Mohamed (affaires musulmanes). —

Corée du Sud

● LA CAMPAGNE DE « PURIFICATION » se poursuit en Corée du Sud. Après plusieurs centaines de membres de la haute administration, la semaine dernière, 4760 fonctionnaires de rang inférieur ont été condamnés pour corruption mardi 15 juillet. Parmi les personnes concernées par cette nouvelle purge, il y a 1380 officiers de police, 280 fonctionnaires des douanes et plus de 1500 fonctionnaires de province. Le ministre chargé de

El Salvador

● LE PROJET D'ASSISTANCE MILITAIRE DES ETATS-UNIS AU SALVADOR « pour-

rait aggraver la vague de meurtres et de tortures dont sont victimes les paysans et opposants présumés au gouvernement salvadorien », estime l'organisation Amnesty International dans une lettre adressée, mercredi 16 juillet, au secrétaire d'Etat américain, M. Edmund Muskie. Rappelant que depuis janvier dernier deux mille personnes ont été tuées ou ont « disparu », alors qu'elles se trouvaient entre les mains des forces de l'ordre, Amnesty demande à M. Muskie de reconsidérer le projet d'aide militaire au Salvador de 5,5 millions de dollars prévu pour 1981.

Par ailleurs, dix-huit personnes, dont une femme enceinte, ont été torturées et massacrées, la nuit dernière, mardi 15 juillet, par les terroristes d'extrême droite. Vingt-sept personnes au total ont été victimes de la violence politique au Salvador durant les dernières vingt-quatre heures. — (A.F.P., U.P.I.)

Soldes d'été BARNETT

QUELQUES PRIX :

ENSEMBLES TROPICAUX
Par coton 299-499F

COSTUMES LEGERS
Wash and Wear 299-399F

PANTALONS
Dacron 199F

VESTES SHERSUCKER
Poids Plume 299-299F

BLOUSONS LEGERS
Légers 189F

CHEMISES & PYJAMAS
Vieille par coton 129F

Blazers, bermudes, polos, robes de chambre et costumes en soie naturelle, etc...

19, AV. VICTOR-HUGO
PARIS 16^e

(Publité)

MOSCOU 80 pas être BERLIN 36

LIBERTÉ pour les JUIFS d'U.R.S.S.

MANIFESTATION LE JEUDI 17 JUILLET A 19 h. 30

A PARIS : ESPLANADE DU TROCADERO

Le même jour à Lille, Nice, Nancy, Toulouse, Bordeaux, Cannes
Lyon : 12, rue Sainte-Catherine (19 h. 30)
Marseille : place du Général-de-Gaulle (19 h. 30)
Metz : Palais des Sports (19 h. 30)
Strasbourg : place Kléber (18 h. 30)

organisé par RENOUVEAU JUIF
avec la participation de : LICRA, Comité de soutien aux Juifs d'U.R.S.S., sous l'égide du CRIF.

50 من الأصل

ISEEC

EUROPE

Grande-Bretagne

LA MODERNISATION DE LA FORCE DE DISSUASION

Londres achètera aux États-Unis le missile sous-marin Trident

Le problème des armements eurostratégiques a fait l'objet, mardi 15 juillet, d'entretiens à Bruxelles entre M. Warren Christopher, secrétaire d'État adjoint américain, et les membres du conseil atlantique convoqués en réunion spéciale. M. Christopher a confirmé au cours d'une conférence de presse que les discussions préliminaires envisagées avec Moscou devraient porter dans une phase initiale sur les engins à longue portée basés à terre, mais que les autres systèmes américains dits « avancés » ne doivent pas y être inclus.

M. Helmut Schmidt, qui recevait mardi à Bonn M. Pierre Werner, premier ministre du Luxembourg, a réaffirmé pour sa part son désir de voir l'OTAN moderniser ses forces nucléaires et s'est dit « préoccupé par les hésitations de certains pays d'Europe occidentale à ce sujet ». Le chancelier faisait allusion aux Pays-Bas, qui n'ont pas encore pris position sur l'installation de missiles de croisière américains, et à la Bel-

gique, qui a une nouvelle fois ajourné sa décision : une délégation de fonctionnaires belges séjournera à Moscou, où elle a eu mardi des entretiens à ce sujet.

Par ailleurs, la Grande-Bretagne a décidé d'acheter le missile américain Trident, en remplacement de l'engin Polaris qui équipait sa force de dissuasion. Dans une lettre adressée à M. Carter, Mme Thatcher écrit : « À l'exception des cas où le gouvernement britannique pourrait décider que les intérêts supérieurs du pays sont en jeu, la force qui succédera aux Polaris sera utilisée conformément aux objectifs de défense internationale de l'alliance atlantique. » Un communiqué de l'OTAN précise à ce sujet que cette force « sera affectée à l'OTAN » et que « ses objectifs seront déterminés par le commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR) tout comme la force actuelle des fusées Polaris ».

De notre correspondant

Londres. — La Grande-Bretagne va engager un programme de 5 milliards de livres (près de 50 milliards de francs) destiné à renouveler sa force de dissuasion d'ici au milieu des années 90. M. Pym, ministre de la Défense, a annoncé mardi 15 juillet, au Parlement, que le gouvernement avait décidé de construire quatre nouveaux sous-marins et de les équiper de missiles Trident afin de remplacer quatre sous-marins porteurs d'engins Polaris, jugés dépassés. Le gouvernement se réserve la possibilité de construire un cinquième sous-marin.

Les nouveaux sous-marins seront armés, comme leurs pré-

décesseurs, de seize engins balistiques. Mais, contrairement aux Polaris, les Trident seront munis de huit têtes nucléaires à guidage indépendant (M.I.R.V.) capables d'atteindre autant de cibles différentes dans un rayon de 4 000 milles marins, soit plus de 7 000 kilomètres (la portée des Polaris est de 2 880 milles).

Les missiles proprement dits, d'un coût total d'environ 1 milliard de livres, seront construits aux États-Unis, mais les ogives nucléaires seront de fabrication britannique. Après l'achat de ces missiles aux Américains, a souligné M. Pym, le système Tri-

dent sera totalement contrôlé, sur le plan opérationnel, par la Grande-Bretagne.

Le marché entre Londres et Washington a été réalisé grâce à un échange de lettres entre Mme Thatcher et M. Carter, dans des termes qui ressemblent de très près à ceux de l'accord signé en 1962 à Nassau, dans les îles Bahamas, par MM. Kennedy et McMillan. À l'époque, les États-Unis avaient décidé d'abandonner la production des fusées Skybolt que leur avaient commandées les Britanniques, et avaient proposé à ceux-ci de s'équiper de missiles Polaris. Le nouveau marché contient cependant une clause absente de l'accord de Nassau : les États-Unis se sont engagés à acheter des missiles britanniques Rapier, d'une valeur totale de 165 millions de livres, pour assurer la défense de sept de leurs bases du Royaume-Uni.

Un tollé dans l'opposition

La déclaration de M. Pym aux Communes a été généralement bien accueillie par les députés conservateurs, mais a provoqué un tollé dans l'opposition. M. William Rodgers, porte-parole du Labour pour les questions de défense, s'est déclaré « profondément sceptique » sur le bien-fondé du choix de Trident, dont il a souligné le coût élevé. M. Rodgers a exprimé la crainte que le nouveau programme de dissuasion ne soit réalisé au détriment d'autres secteurs de la défense nationale, rejoignant en cela certains députés conservateurs. Pour « désarmer » une telle critique, l'administration de M. Pym avait pourtant publié un document affirmant que le programme Trident n'absorberait que 5 % du budget de la défense nationale. Mais ce document ne soulève pas la question que M. Pym avait annoncé, la veille, que le gouvernement avait décidé de consacrer 1 milliard 300 millions de livres à la modernisation des forces britanniques classiques ?

D'autres voix, autrement plus sévères que celle de M. Rodgers, se sont élevées des bancs travaillistes pour qualifier d'« insulte à l'humanité » la décision gouvernementale. Donald Stewart, leader des députés nationalistes écossais, a accusé le cabinet d'agir à l'encontre des buts fondamentaux d'une société civilisée et de faire passer « les canons avant le beurre ». Quant aux libéraux, ils ont réaffirmé leur totale opposition au principe même de dissuasion nucléaire.

Le Daily Telegraph (conservateur) ajoute sa voix au chœur des députés travaillistes pour critiquer Mme Thatcher d'avoir donné « un autre exemple de son courage et de sa capacité à gouverner ». Le Guardian (libéral) estime, au contraire, que le choix du premier ministre « est mauvais, tant du point de vue du coût que des objectifs stratégiques ». En outre, le journal déplore l'absence de débat public sur la question. Le Times évite de prendre position, estimant que la preuve reste à faire de la supériorité de telle arme sur telle autre.

Il y a une semaine, le colonel Alford, de l'Institut international des études stratégiques (I.I.E.S.), avait plaidé la cause des missiles de croisière américains devant la commission de la défense de la chambre des Communes. L'I.I.E.S. considère, certes, que le « Drang nach Osten » de l'armée la plus apte à prendre la relève des Polaris, mais il craint que son coût ne mette en péril l'avenir des forces conventionnelles britanniques. — (Interim.)

Suisse

Les autorités semblent désorientées devant le mouvement de mécontentement des jeunes

De notre correspondant

Berne. — Zurich n'en finit pas de s'interroger sur les raisons profondes des manifestations de jeunes qui troublent depuis déjà six semaines son opulente quiétude. Policiers et manifestants se rejettent mutuellement la responsabilité des affrontements qui les ont opposés pendant douze heures dans la nuit du 12 au 13 juillet (le Monde du 15 juillet).

Ces heurts ont fait trois blessés parmi les protestataires, et ont donné lieu à cent trente arrestations. Plusieurs magasins et restaurants ont été mis à sac et dévalisés.

L'intransigeance de la police est généralement approuvée par la presse conservatrice, qui accuse notamment les autorités de s'être montrées trop complaisantes à l'égard des jeunes mécontents. En revanche, le quotidien indépendant Tager Anzeiger se demande pourquoi les autorités, qui avaient jusqu'ici laissé faire, ont soudain décidé de disperser la manifestation du samedi 12 juillet. La presse socialiste reproche au conseil municipal de jouer sur deux tableaux et d'avoir engagé des forces de police disproportionnées.

Tout avait commencé samedi après-midi quand quelque trois cents jeunes gens étaient descendus dans la rue pour réclamer une amnistie en faveur de deux cent soixante-dix de leurs camarades, et dont soixante étaient encore détenus, poursuivis à la suite des précédentes manifestations. Arrivés au centre de la ville, les manifestants se sont heurtés à un barrage d'environ trois cents policiers casqués et munis d'équipements antiriot. Après leur avoir donné une minute pour quitter les lieux, les forces de l'ordre ont chargé, faisant usage de lances à eau et de grenades lacrymogènes

nous voulons un centre de jeunes où nous puissions entrer et sortir, passer la nuit, fumer du « hash » et faire l'amour en toute liberté. Je sais que ça posera des problèmes pratiques. Pourvu que nous restions entre nous et que les mouvements politiques ne s'en mêlent pas. »

S'il n'a pas encore atteint la Suisse romande, le mouvement des jeunes Zurichois a éveillé des échos ailleurs en Suisse alémanique. Des manifestations analogues ont eu lieu à Bâle, et surtout à Berne. Le 28 juin, la police bernoise a fait plusieurs blessés en dispersant, sans ménagement, une manifestation de jeunes devant le théâtre de la ville. Le 5 juillet, une « fête des mécontents » organisée à Berne a tourné à la bataille avec des contre-manifestants. Auparavant, la police avait appréhendé une centaine de jeunes gens venus de Zurich qui voyageaient dans un wagon de première classe sans avoir de billet. Le train avait été arrêté dans une petite gare de la banlieue de Berne puis pris d'assaut par une soixantaine de gardes mobiles.

A Berne aussi, les jeunes mécontents demandent que des locaux soient mis à leur disposition. En tout cas, le conseil municipal a jugé la situation assez sérieuse pour charger une commission de travail d'étudier, sans plus tarder, les revendications de la jeunesse. Devant ce phénomène de société qui les prend au dépourvu, les autorités semblent quelque peu dépassées, tiraillées entre une volonté de dialogue et les pressions de ceux qui estiment nécessaire de maintenir l'ordre à tout prix.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Chypre

LES POURPARLERS INTERCOMMUNAUTAIRES VONT REPRENDRE A TRIPOLI

Nicosie (A.F.P., Reuters). — MM. Spyros Kyprianou et Rauf Denktaş, respectivement présidents de la République de Chypre et de l'Eilat fédéré turc, ont accepté de se rencontrer à nouveau, à une date qui doit être précisée ultérieurement, pour tenter de trouver une solution négociée à la situation créée par le débarquement turc de juin 1974 dans le nord de Chypre. Cette rencontre aura lieu à Tripoli à l'invitation du colonel Kadhafi, et sous le contrôle de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies.

D'autre part, un incident grec-turc en Méditerranée le 15 juillet dans le port de Rhodes, nous signale notre correspondant à Ankara. Le premier bateau turc qui rouvrait la ligne régulière entre le port turc de Marmaris et l'île grecque de Rhodes, a été arrêté par des forces de manifestants entendant protester contre la présence de l'armée d'Ankara dans tout le nord de Chypre. À la suite d'un échange de tirs, l'ambassadeur de Turquie à Athènes, le ministre grec des Affaires étrangères, M. Mitsotakis, a exprimé ses regrets et a assuré que des instructions avaient été données pour que de tels incidents, qui compromettent le rétablissement des liaisons entre les deux pays, ne se reproduisent pas.

● **Liaisons aériennes entre la Turquie et la Grèce.** — Interrompues en 1974 au moment de la crise chypriote, les liaisons aériennes entre la Grèce et la Turquie ont été rétablies le 14 juillet. La levée des interdictions de survol de la mer Égée permet de programmer désormais un vol Istanbul-Athènes aller et retour, tous les lundis, mercredis et vendredis. — (Reuters.)

Turquie

UN DÉPUTÉ DU PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE EST ASSASSINÉ A ISTANBUL

(De notre correspondant.)

Ankara. — M. Abdurrahman Koksaloğlu, député du parti républicain du peuple d'Istanbul, a été tué mardi 15 juillet en fin d'après-midi par deux jeunes inconnus alors qu'il se trouvait au siège de son entreprise commerciale située en plein centre de la ville. C'est la première fois qu'un parlementaire est victime de la vague de violence que connaît actuellement la Turquie.

Le ministre de l'Intérieur, M. Gulcigil, a condamné l'attentat et regretté une fois de plus l'escalade de la violence, ajoutant cependant qu'il n'était pas encore établi de manière certaine s'il s'agissait d'un crime politique. Mais l'entreprise de M. Koksaloğlu, personnalité relativement peu connue du grand public, avait été placée il y a sept mois, et son gendre, lui aussi membre actif du P.R.P., avait été blessé à la jambe lors d'un attentat en juin dernier.

Quel que soit le véritable mobile du meurtre, il est évident que l'immunité relative dont semblaient jouir jusqu'à présent les parlementaires touche à sa fin. Tandis que les forces de l'ordre déclenchent une vaste opération à Istanbul pour tenter de retrouver les coupables, M. Koksaloğlu, chef du P.R.P., a déclaré que le meurtre du député démontre « la gravité du danger auquel se trouve confrontée la démocratie parlementaire dans le pays ».

A. U.

Le Monde

Servies des Abonnements
5, rue des Halles
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4387-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE, B.A.L. - T.O.M.
281 F 331 F 401 F 481 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
361 F 461 F 531 F 631 F

RETRAIRES
(par l'éditeur)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
231 F 331 F 401 F 481 F

II. — SUISSE - TURQUIE
231 F 331 F 401 F 481 F

Par voie aérienne
T.O.M. sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou par mandat) ont
droit bien entendu à un rabais de 10 %

Changements d'adresse écono-
miques ou professionnels (deux
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à nous adresser leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez adresser l'abonnement de
référence tous les deux ans en
capital d'abonnement.

LE GUIDE
du FRANÇAIS
à L'ÉTRANGER

Une mine de renseignements
pratiques

Guide édité annuellement par
Études Éditions
11, rue de la Ville-Nevée
75002 Paris, France
Tél. : 266.91.34/77

au prix de 55 F + frais de port 6 F

Bon de commande

NOM _____
Adresse _____

Joindre 55 F +
mandat CC PA 4130 09 D

Prix frais d'envoi par chèque

« A tout niveau d'études, une solution... »

Secrétariat - Gestion - Comptabilité

Préparation : C.A.P., B.E.P., Bac G, B.T.S., D.E.C.S.

ISEEC Institut des Sciences et des Etudes Economiques
et Commerciales du Cours Naudou
Ecole technique PRIVEE

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707.13.38 et 337.71.16 +

Prenez un vol Air Lanka jusqu'aux Iles Maldives



...et savourez, en route, un goût du Paradis.

Partez avec nous de Paris à Colombo, tous les mardis
et les samedis. Profitez de l'escalade à Sri Lanka. Puis
poursuivez votre voyage avec nous jusqu'aux Iles
magnifiques des Maldives, tous les mercredis,
vendredis, samedis et dimanches. Durant le vol, vous
serez choqués dans le style chaleureux et privilégié que
vous pouvez attendre de la compagnie aérienne
d'un pays considéré, par les voyageurs de tous
temps, comme un Paradis. AIR LANKA

Un avant-goût du Paradis.

Pour toute réservation et tout
renseignement complémentaire,
veuillez appeler l'Agent général de
l'Air Lanka, Singapour Airlines
35 rue de l'Opéra, Paris 75002.
Tél. 261.5302.

AL56

AFRIQUE

Algérie

Le remaniement du gouvernement

Suite de la première page.)

Atx dix-sept ministres qui gardent leurs fonctions, on peut en ajouter deux, qui étaient déjà membres du gouvernement, mais qui voient leurs attributions modifiées : M. Boualem Bachi, ancien ministre des affaires religieuses, passe à la justice, et M. Ahmed Ali Ghazali, ancien ministre des travaux publics, qui se voit confier la construction, secteur particulièrement important, puisque les autorités envisagent à deux millions le nombre de logements à construire d'ici la fin de la décennie, pour revenir à une situation qualitativement comparable à celle de 1966.

Farmi les éléments de continuité, on peut également noter le retour au gouvernement de M. Ahmed Taleb Ibrahim : il retrouve le poste de ministre conseiller du chef de l'Etat, qu'il occupait déjà sous la présidence de Boumedienne, puis sous celle de M. Chadli, et qui lui avait été retiré lors du remaniement partiel de mars 1979, en même temps qu'il avait quitté la présidence de la Cour des comptes, qui est confiée à M. Mohamed Amir, ancien membre du bureau politique.

Six ministres seulement s'en vont : MM. Lahcene Souli (Justice), Abdelghani Akli (Commerce), qui est proche du premier ministre, Cherif Messadia (Anciens combattants), Mohamed Zerguini (Postes et télécommunications), Abdelmadjid Aouchiche (Construction) et Abdelhamid Mehri (Culture et information). Exception faite pour M. Messadia, ancien coordinateur du parti F.I.N., ces départs étaient attendus. A ces six sortants, il convient d'ajouter MM. Houat, secrétaire d'Etat aux pêches, démissionnaire depuis déjà plusieurs mois, Smail Hamdani, secrétaire général du gouvernement, remplacé par un haut fonctionnaire, député de Billa, M. Mohamed Tayeb.

Les nouveaux

Six personnalités nouvelles font leur entrée au gouvernement : MM. Boualem Bessalah (Information et culture), Bakhti Nemmiche (Anciens combattants), Abdelaziz Khelaf (Commerce), Abdelkader Belkha (P.T.T.), Mohamed Kortbi (Travaux publics) et Abderrahmane Chibani (Affaires religieuses). Ce dernier, âgé de soixante-deux ans, a été professeur d'arabe à l'université Ben-Bachja de Constantine et a fait partie de l'équipe dirigeante des oulémas avant l'indépendance.

MM. Bessalah et Nemmiche sont tous deux d'anciens collaborateurs de M. Boumedienne aux affaires étrangères. Le premier, âgé de cinquante ans, a une longue et brillante carrière de militant d'abord, de diplomate ensuite. Professeur de lettres, originaire de Saida, officier de l'A.I.N. et membre du Conseil national de la révolution algérienne (C.N.R.A.), il a été plusieurs fois ambassadeur après l'indépendance et a assuré le secrétariat général du ministère des affaires étrangères, de 1971 à 1974.

République Sud-Africaine

M. Oppenheimer se prononce pour l'élimination rapide de la discrimination raciale

Alors que les mouvements de protestation contre l'apartheid se multiplient en République Sud-Africaine, M. Oppenheimer, président de la multinationale Anglo-American, considéré comme l'un des plus puissants hommes d'affaires sud-africains, s'est prononcé, mardi 15 juillet, pour l'élimination rapide de la discrimination raciale dans son pays. « La discrimination raciale et la libre entreprise sont fondamentalement incompatibles ; si la première n'est pas éliminée, elle entravera la disparition de la seconde », écrit-il notamment dans le rapport annuel de l'Anglo-American Corporation.

Entretemps, à l'usine Sasol-3, de Secunda, dix-huit mille employés ont repris le travail après vingt-quatre heures d'interruption à la demande de la direction, à la suite des incidents qui se sont produits lundi (le Monde du 16 juillet). A l'université noire de Fort-Hare, qui a rouvert ses portes mardi après sept semaines d'une fermeture ordonnée par le gouvernement, les étudiants ont repris la grève des cours. En revanche, des milliers de lycéens ont repris leurs cours à leur retour de vacances, suivant ainsi les consignes provisoires du Comité des quatre-vingt-un, qui avait coordonné leur mouvement de grève en mai. — (A.F.P., Reuters.)

Depuis plusieurs années, M. Oppenheimer fait campagne en faveur d'une élimination progressive de l'apartheid, afin de favoriser la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, dont la pénurie constitue, selon son dernier rapport, « un élément inflationniste qui menace de précéder des proportions alarmantes par ses répercussions sur les coûts ». Les présidents de l'Anglo-American Corporation s'en alarme d'autant plus aujourd'hui que, selon son

analyse, « la population blanche, même si on lui ajoute les métis et les Indiens, ne peut pas faire face à la demande de plus de cent mille emplois qualifiés ». « La pénurie de travailleurs qualifiés, ajoute-t-il, entraîne le chômage non-qualifié et il faut donc d'urgence former des Noirs ».

Mais, dans les circonstances actuelles, l'appel de M. Oppenheimer prend d'autant plus de relief que l'infatigable militant s'efforce de convaincre les dirigeants du gouvernement de M. Botha en faveur d'un aménagement de l'apartheid. M. Oppenheimer a-t-il jugé opportun, au moment où la protestation contre le « développement séparé » crée de nouveaux troubles en Afrique du Sud — les plus graves depuis la flambée de Soweto, en 1976 — de prendre ses distances à l'égard de Pretoria en lui adressant un avertissement ?

J.-C. P.

Le premier ministre sénégalais fait une « visite de travail » à Paris

De notre correspondant

Dakar. — Le premier ministre sénégalais, M. Abdou Diouf, arrive ce mercredi 16 juillet à Paris « en visite de travail ». Il rencontrera notamment M. Raymond Barre, ainsi que MM. François Poncet, Galley et Monory. Il sera reçu vendredi par M. Giscard d'Estaing.

L'objet principal de cette visite est la mise au point des modalités de l'octroi de l'aide financière exceptionnelle que le Sénégal a sollicitée de la France pour l'aider à faire face aux difficultés qu'il connaît depuis quelques mois (le Monde du 16 avril et du 21 juin). Acquis dans son principe, cette aide, comme celles également promises par le Fonds monétaire international, la Banque mon-

étaire internationale, la Banque mondiale nationale. Quatre des nouveaux membres du gouvernement, MM. Nemmiche, Benfreh, Mohamed Nahi et Mohamed Tayeb, sont députés. En revanche, on ne compte sur les douze nouveaux venus qu'un seul officier supérieur, M. Abdennour Bekka, ancien directeur du sport militaire.

Les militaires, il est vrai, ont d'autres sujets de satisfaction puisque le chef de l'Etat a annoncé également, mardi soir, une vaste réorganisation du commandement supérieur de l'armée. Le chef de l'Etat, qui demeure ministre de la défense, a nommé deux vice-ministres, le colonel Abdallah Belhouche, membre du bureau politique, qui reste chargé de l'inspection générale de l'armée, et le colonel Kadi Merbah, ancien chef de la sécurité militaire, qui trouve dans cette promotion une belle compensation à son élection au bureau politique. Le colonel Merbah se voit remplacé au poste de secrétaire général du ministère de la défense qu'il détenait précédemment par le colonel Mustapha Belouche, quarante et un ans, originaire comme le chef de l'Etat de la région d'Annaba, et qui a été longtemps responsable de la direction du personnel au ministère. De surcroît, M. Chadli Bendjedid a annoncé qu'il avait signé un décret créant un état-major de l'A.N.P. Celui-ci avait été supprimé par Boumedienne en 1969 après la tentative de coup d'Etat du colonel Zbiri. En rétablissant le chef de l'Etat, satisfait d'une revendication essentielle des officiers supérieurs, l'armée sort ainsi au grand jour de la tutelle dans laquelle l'avait maintenu Boumedienne et reprend sous les attributs de sa puissance.

DANIEL JUNQUA.

LA COMPOSITION DU CABINET

Premier ministre : M. Mohamed Ben Ahmed Abdelghani (*).
Ministre conseiller de la présidence : docteur Ahmed Taleb Ibrahim (*).
Lecteur : M. Boualem Bessalah (*).
Affaires étrangères : M. Mohamed Seddik Benyahya (*).
Finances : M. Mohamed Hadi Yala (*).
Planification : M. Abdelhamid Ibrahim (*).
Energie et industries pétrochimiques : M. Bessalah (*).
Industrie légère : M. Said Ali Messoudine (*).
Agriculture : M. Slim Saadi (*).
Construction : M. Ahmed Ali Ghazali (*).
Hydraulique : M. Brahim Brahim (*).
Tourisme : M. Abdelmadjid Allahoum (*).
Jeunesse et sports : M. Djamel Houhou (*).
Santé : M. Abderrahmane Bouchra (*).
Transports : M. Salah Goudji (*).
Justice : M. Boualem Baki (*).
Travail : M. Mouloud Oumelkani (*).
Enseignement fondamental : M. Mohamed Cherif Kharrouch (*).
Enseignement supérieur : M. Abdelhak Benchi (*).
Moulins : M. Bakhti Nemmiche (*).
Information et culture : M. Boualem Bessalah (*).
Commerce : M. Abdelaziz Khelaf (*).
Postes et télécommunications : M. Abdennour Bekka (*).
Travaux publics : M. Mohamed Kortbi (*).
Affaires religieuses : M. Abderrahmane Chibani (*).
Secrétaires d'Etat :
Forêts et mise en valeur des terres : M. Mohamed Bouhigui (*).
Agriculture : M. Abdennour Bekka (*).
Culture et arts populaires : M. Mohamed Lari Ould Khelifa (*).
Enseignement secondaire et technique : M. Said Slimane Charif (*).
Formations professionnelles : M. Mohamed Nahi (*).
Commerce extérieur : M. Ali Ouzoum (*).
Secrétariat général du gouvernement : M. Mohamed Tayeb (*).

(* Occupaient le même poste dans le précédent gouvernement.
(*) Membre du présent gouvernement changeant de fonction.

diatale et la Communauté économique européenne (au titre du STABEX) tarde en effet quelque peu à se concrétiser, pour diverses raisons administratives et techniques, alors que les besoins des entreprises, des banques et des pouvoirs publics sénégalais sont de plus en plus pressants.

Au-delà de la recherche de solutions rapides à ces graves problèmes immédiats, la visite du premier ministre sénégalais à Paris, comme celle qu'il avait déjà rendue en France en mars 1979, ne peut que consolider sa position de successeur implétement désigné du président Senghor.

PIERRE BARNES.

PROCHE-ORIENT

Liban

L'Etat pourrait opposer l'armée aux milices phalangistes

De notre correspondant

Beyrouth. — Le prochain adversaire des milices phalangistes de M. Bachir Gemayel risque, de plus en plus, d'être l'armée libanaise. Cette confrontation pourrait se produire assez rapidement. M. Gemayel nous ayant déclaré être déterminé à ne plus « perdre » de territoires au bénéfice de l'armée. Il considère, en effet, que les secteurs où celle-ci impose son autorité, sont des « territoires perdus », et qu'il en a été ainsi, estime-t-il, par la faute du P.N.L. (Parti national libéral), qui a créé des incidents qui ont entraîné le recours à l'armée.

A priori, l'Etat n'a pas l'intention d'envoyer le déploiement des militaires, dans les conditions actuelles, ni en secteur chrétien ni ailleurs. Ce dont, au demeurant, le patriarche maronite lui a fait grief avec véhémence. Mais les données de la situation pourraient changer radicalement. M. Gemayel n'est pas le seul adversaire d'une entrée en scène effective de l'armée. Les Palestiniens le sont tout autant, et la Syrie n'est pas non plus favorable. Ces deux oppositions devraient donc être neutralisées simultanément pour que l'opération devienne possible.

En attendant que la situation se décaisse, le chef du P.N.L., M. Camille Chamoun, négocie avec les phalangistes la structure des rapports entre les deux parties, donnant l'impression de l'ouïr et de chercher à gagner du temps. Tandis qu'il paraît aller dans le sens souhaité par les phalangistes, soulignant la nécessité d'effacer les séquelles des affrontements du 7 juillet et acceptant de ramener le P.N.L. aux dimensions d'un parti politique sans force paramilitaire — ce qui a conduit M. Bachir Gemayel à lui rendre un vibrant hommage, tantôt il dénonce les « massacres » et réclame le retour du statu quo ante, y compris le droit pour son parti de disposer d'une milice de mille hommes, cela est hors de question.

Le chef des milices phalangistes — assurance des forces libanaises — dont il est également le commandant et qui, théoriquement, comprend la milice du P.N.L. — nous a expliqué que l'opération d'assai-

nissement, dont les combattants du P.N.L. ont fait les frais, était devenue inévitable. Il a rappelé que, en un an, les divers affrontements entre phalangistes et P.N.L. avaient fait de cent trente à cent quarante morts, et a estimé qu'il aurait pu y en avoir trois fois plus au cours des douze prochains mois au rythme croissant des incidents, s'il n'avait tranché dans le vif. Au prix, il est vrai, a-t-il affirmé, de soixante-dix morts environ, dont onze phalangistes, dix ou sept civils et une cinquantaine de P.N.L.

Les chiffres cités par M. Chamoun, plus ou moins corroborés officiellement, sont de plus de deux cents morts ; son fils, M. Dany Chamoun, parle, quant à lui, de cinq cent cinquante morts. De multiples rumeurs circulent sur des atrocités et des mutilations, et la famille de M. Chamoun affirme avoir assisté à quelques-unes d'entre elles. M. Bachir Gemayel reconnaît que trois miliciens ont commis des excès au village d'Amchit, mais il souligne qu'il les a traduits devant un conseil militaire.

C'est au nom de l'ordre public et de l'unité des rangs du camp chrétien que le chef des milices phalangistes a agi : « Il n'y avait plus à hésiter : ou nous tombions dans l'anarchie et c'en était fait de notre cause, ou nous éliminions les repaires de contrebandiers, de voleurs et de racketteurs qui terrorisaient la population et la tanaient à leur merci en s'abritant derrière le P.N.L. » Etant donc passé à l'action, M. Bachir Gemayel est décidé à aller jusqu'au bout dans l'unification des forces armées chrétiennes : « Pluralité des partis, bien sûr, et c'est notre doctrine, mais unité militaire », nous a-t-il déclaré. L'intention qu'on lui prête de créer une garde nationale de quarante mille hommes (actuellement les milices phalangistes sont de l'ordre de quatre mille hommes) incluant les professionnels, les semi-professionnels et les occasionnels entraînés et encadrés ne lui paraît pas hors de propos. Pour financer

ses forces et les autres services publics, dont son parti s'est instauré le pourvoyeur, il a besoin de fonds qu'il entend tirer d'une taxation des ressources du secteur chrétien « qui sera établie, souligne-t-il, en accord avec les organismes économiques, aussi bien pour les ports que pour les autres activités ». Il ajoute : « Je n'ai pas les centaines de millions de dollars que reçoit l'O.L.P., sinon, j'évitais, bien entendu, de tels procédés ».

M. Dany Chamoun ne l'entend pas, cependant, ainsi. Naguère frère d'arme de M. Bachir Gemayel contre des ennemis communs — les Palestiniens, les progressistes, les Syriens — il est aujourd'hui, à coté de lui, le pire ennemi des phalangistes — M. Soileiman Frangieh, qui a un compte à régler avec eux depuis l'assassinat de son fils, le 13 juin 1978, — ainsi que le chef du gouvernement, M. Hoss, qui symbolise l'axe musulmans d'une structure étatique considérée aujourd'hui par les phalangistes comme périmée. M. Dany Chamoun a mis sa famille à l'abri chez son vieil oncle, le roi Hussein de Jordanie, et se propose de mener la lutte contre la prétention qu'il prête à M. Bachir Gemayel de vouloir créer un « parti unique » en secteur chrétien.

En revanche, il a ostensiblement rendu visite au frère de ce dernier, M. Amine Gemayel, et a pris contact, dans le camp adverse, avec M. Walid Joumblatt, qui se montre ces jours-ci coopératif pour restaurer l'autorité de l'Etat, y compris dans le secteur islam-progressiste, même si cela ne devait pas plaire aux Palestiniens.

Le chef de l'O.L.P., M. Arafat, a commis la maladresse de proclamer qu'il est déterminé à barrer la voie à M. Gemayel, ce qui a été mal accueilli — bien que la population ait été choquée par l'ampleur de la tragédie du 7 juillet, — par l'opinion publique, musulmane encore plus que chrétienne, estime que ce n'était pas au chef palestinien de prendre position sur une affaire libanaise.

LUCIEN GEORGE.

Iran

LA FERMETURE DES FRONTIÈRES

Suite de la première page.)

L'un des otages américains, M. Thomas Ahern, qui aurait disparu, appartenait à la C.I.A. et a été en cause pour sa part quatre personnalités iraniennes qui, à ses dires, lui fournissent régulièrement des renseignements militaires. L'un de ces personnalités est M. Amir Khatami, ancien ambassadeur dans les pays scandinaves ; une autre, M. Khorram Qasbi, chef de la tribu portant le même nom, est en fuite depuis qu'il a été accusé de collaboration avec la révolution. L'autre, M. Madani, lui aussi impliqué par M. Ahern, a récemment annoncé qu'il ne siégerait plus au Parlement. Au cours d'une conférence de presse tenue mardi, il a indiqué qu'il avait « abandonné l'idée de créer un parti avec l'autorisation de l'imam Khomeiny », et qu'il consacrerait désormais ses efforts « à un front de toutes les tendances qui croient en l'Iran et en la révolution islamique ».

Saisie des groupes pharmaceutiques étrangers

Par ailleurs, les autorités ont pris des mesures d'« iranisation » à l'encontre de toutes les firmes étrangères pharmaceutiques installées dans le pays qui n'avaient pas encore été saisies, comme l'avaient été il y a plusieurs mois les sociétés américaines.

Les groupes concernés sont principalement allemands : Bayer, Hoechst, Schering, Boehringer, Grunenthal et Merck (1). Mais le groupe français Rhône-Poulenc est lui aussi touché, dont le capital de la filiale Tehran Chemie (33 % Spécia) est détenu à parts égales par Boehringer et Grunenthal. La seule société à avoir échappé à ces mesures est Tehran Pharma, filiale de distribution contrôlée à 100 % par Tehran Chemie.

Ces mesures d'« iranisation » se sont traduites au début du mois de juillet par le remplacement de tous les dirigeants étrangers de ces filiales par des membres de comités révolutionnaires. Un porte-parole du ministère de l'économie d'Allemagne fédérale a précisé que le gouvernement de Bonn avait ouvert une enquête sur cette affaire.

De son côté, Rhône-Poulenc a effectué une démarche auprès des ministères français des affaires étrangères et de l'industrie. On ignore toutefois si le gouvernement français envisage de protester auprès des autorités de Téhéran.

(1) La firme allemande Merck n'a aucun lien juridique avec le groupe américain Merck.

LES NEGOCIATIONS SUR L'AUTONOMIE PALESTINIENNE

Egyptiens et Israéliens se sont séparés sans avoir obtenu de résultats

Le Caire. — Les travaux du comité juridique marquant la reprise des négociations sur l'autonomie palestinienne ont pris fin, mardi 15 juillet, au Caire, sans que le moindre rapprochement entre Egyptiens et Israéliens ait été enregistré.

La question de Jérusalem a failli transformer la conférence de presse commune donnée à l'issue des travaux en joute oratoire entre MM. Tamir et Boutros-Ghali, respectivement ministre israélien de la justice et ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères. Le premier affirmait que la Ville sainte était la « capitale réunie et éternelle d'Israël », alors que le second demandait le retrait israélien de Jérusalem-est, « partie intégrante de la Cisjordanie », conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Les positions demeurent inchangées en ce qui concerne le concept de sécurité en Cisjordanie et à Gaza. Pour l'Egypte, la définition de la sécurité sur la table des négociations est essentielle pour l'avenir de l'autonomie, afin que l'Etat hébreu n'en use pas pour limiter les pouvoirs de l'autorité émise. M. Tamir a réaffirmé, à ce sujet, que « cette question ne concernait qu'Israël, qui avait déjà fait une concession majeure en acceptant qu'elle soit abordée lors de la session plénière, le 4 août prochain, à Alexandrie ».

Toutefois, un ordre du jour a été établi au niveau des experts qui se réuniront, le 27 juillet, à Alexandrie pour discuter au niveau technique des pouvoirs de l'autorité émise et de la promulgation des législations et

règlements de l'autonomie. MM. Tamir et Boutros-Ghali se réuniront le 30 juillet en Israël, afin de tenter de mettre au point un ordre du jour pour les questions litigieuses.

Résumant l'esprit avec lequel Egyptiens, Américains et Israéliens ont repris les négociations suspendues durant deux mois, M. Boutros-Ghali a déclaré : « L'important est que le processus continue, même si les progrès réalisés sont minimes ».

Israël

UN PHYSICIEN RELANCE LA POLÉMIQUE SUR LA LIVRAISON PAR LA FRANCE D'URANIUM A L'IRAK

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Alors que la presse israélienne continue de dénoncer avec force la fourniture par la France d'équipements à la défense de l'Irak, la commission des affaires étrangères et de la défense à la Knesset devait avoir, ce mercredi 16 juillet, un débat à ce sujet. Pour sa part, le professeur Yoram Neuman, physicien et dirigeant du parti d'extrême droite Renaissance, a affirmé que l'uranium enrichi livré à Bagdad pour le réacteur de recherche de Osseir ne pouvait servir qu'à la fabrication de bombes atomiques. Il a fait part de cette conviction le 15 juillet, au cours d'un entretien avec un représentant de l'ambassade de France en Israël, M. Jacques Simon, attaché scientifique.

Le professeur Neuman a déclaré que si officiellement un réacteur nucléaire français est fourni à Bagdad à des fins de recherche, « la seule véritable signification de cette affaire est d'ordre militaire, car l'Irak n'a aucun moyen de faire de la recherche dans le domaine nucléaire ». Il a précisé que, à sa connaissance, il n'y a qu'un seul physicien israélien en Irak et que celui-ci, qui n'est pas un chercheur, est actuellement en prison après avoir fait l'objet d'une condamnation à mort. Il a indiqué qu'en moins d'un an l'Irak pourra fabriquer huit bombes avec l'uranium enrichi reçu de France et que, pour cela, il n'y avait pas besoin d'employer le réacteur, car la commande de ce dernier n'avait pour but que d'obtenir la livraison de combustible. — P. C.

مكتبة الامم المتحدة

LES REMOUS AU R.P.R.

M. Maurice Papon, ministre du budget réaffirme sa solidarité avec le gouvernement

M. Maurice Papon, ministre du budget, ancien député R.P.R. du Cher, a réaffirmé mardi 15 juillet dans un communiqué « sa totale solidarité à l'égard de la politique gouvernementale qu'il aide avec ardeur à concevoir et à appliquer ».

Le ministre poursuit : « En tant que gaulliste, je ne peux accepter que soit mis systématiquement en procès l'ensemble de la puissance économique de la France. En tant que gaulliste, je ne peux davantage accepter un retour sous quelque prétexte que ce soit au régime des partis qu'il menacerait l'unité de la majorité et même d'affronter les difficultés et d'assumer notre avenir ».

Cette déclaration a entraîné, mercredi 16 juillet, le commentaire suivant de la Lettre de la Nation, organe du R.P.R. : « Que M. Papon affirme sa totale solidarité gouvernementale est le moins qu'on puisse attendre d'un ministre du budget. Il est même étrange qu'il éprouve le besoin de l'affirmer, car, à son poste, on ne peut être que solidaire ou démissionnaire. En revanche, il n'est pas possible de lui donner raison quand il dit : « En tant que gaulliste, je ne puis accepter que soit systématiquement mis en procès l'ensemble de la puissance économique de la France. » Le ministre du budget n'a peut-être pas eu le temps de lire les pages du Figaro reproduisant celles du 16 juillet 1980. Il y aurait trouvé les mêmes arguments que ceux qu'il utilise aujourd'hui. Il fallait se rassurer sur Papon, comme on s'assure d'hui sur Giscard d'Estaing. Et

LES COMITÉS DE SOUTIEN AU SEIN DU R.P.R.

Divers comités d'appel à la candidature de M. Jacques Chirac à l'élection présidentielle continuent de se constituer.

En Loire-Atlantique, MM. Benoit Maquet, ancien député, président du comité départemental R.P.R., et Jean-Pierre Babin, secrétaire départemental, ont constitué un comité, 79, qualifié la Poste, à Nantes.

Dans l'Aisne, M. Jacques Bracconier, sénateur R.P.R., a lancé un appel en faveur de M. Chirac, comme l'ont fait dans l'Aveyron M. Jacques Godfrain, député, et dans le Var, MM. Laurin et Bayle, anciens députés. Dans les Hauts-de-Seine, M. Lambert, ancien député, a constitué un comité à Sèvres. Le comité de Défense des Dévalorisés, que préside M. Daniel Comby (1, rue Duvergier, 75019 Paris), a lancé un appel à M. Chirac pour qu'il se présente.

Dans la région Languedoc-Roussillon, Mme Jacqueline Caille, élue sur la liste DIFP à l'Assemblée des Communautés européennes, maître-assistant à l'université Paul-Valéry de Montpellier, regrette la « précipitation » avec laquelle a été constitué un comité en faveur de M. Chirac par des responsables R.P.R. de cette région. Elle apporte son soutien à la candidature de M. Michel Debré.

● L'Association nationale pour la fidélité au général de Gaulle, que préside M. Pierre Lefranc, indique dans son bulletin de juin qu'elle n'interviendra dans la campagne électorale que « lorsque les candidats auront fait clairement connaître leurs intentions ».

● A Colombey-les-Deux-Églises la Boissière, ancienne résidence du général de Gaulle, sera fermée au public du lundi 18 août au soir au dimanche 24 août inclus.

● Une proposition de loi visant à assurer « la transparence de l'activité des hommes politiques durant la seconde guerre mondiale et les guerres coloniales » a été déposée par le groupe communiste de l'Assemblée nationale.

IRLANDE
PARIS-DUBLIN aller-retour
790F
Départs garantis d'Orly tous les vendredis du 13 juin au 12 sept. 1980 par la compagnie AEROTOUR
+ 180 F prestations terrestres obligatoires
Mac Bride Voyages
122, rue d'Assas, Paris-6
633.28.72 - 30.58 - 325.02.90
the irlandais à Paris...

La crise des Nouvelles-Hébrides
Les deux émissaires vont rendre compte de leur mission

Les deux membres de la mission franco-britannique chargés de négocier un compromis politique qui puisse permettre de dénouer la crise des Nouvelles-Hébrides, MM. Jean Aribaud et Alan Donald, ont quitté Port-Vila le mardi 15 juillet. Ils vont rendre compte des conclusions de leur tentative de médiation à leur ministre de tutelle respectif, MM. Paul Dijoud et Peter Blaker, qui doivent se rencontrer prochainement à Paris. Ce nouvel échange de vues entre le secrétaire d'État aux DOM-TOM et son homologue britannique, qui était prévu pour le jeudi 17 juillet, pourrait être reporté de deux ou trois jours pour des raisons de calendrier, indique-on mercredi matin dans l'entourage de M. Dijoud.

Au terme des travaux du Forum des États du Pacifique sud (1), M. Walter Lini, premier ministre du gouvernement néo-hébridaï, a indiqué qu'il demanderait à la Grande-Bretagne le maintien aux Nouvelles-Hébrides de ses deux cents navires marins « au moins jusqu'à la fin de l'année et peut-être plus ». Il serait imprudent de les renvoyer aussitôt après la proclamation de l'indépendance, le 30 juillet, a-t-il ajouté. M. Lini a précisé que les marines de Grande-Bretagne, France, Australie et Nouvelle-Zélande seront représentés par plusieurs bâtiments dans le port de l'île de l'indépendance, à Port-Vila. La Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Fidji y délégueront des observateurs.

A Nouméa, un cabotier qui s'apprêtait à appareiller pour regagner l'île d'Espiritu-Santo, contrôlée par les séparatistes de

M. Jimmy Stevens, n'a pas reçu, mercredi 16 juillet, l'autorisation de quitter le port. Ce bateau, chargé de marchandises, devait ramener à Luganville certains dirigeants du mouvement sécessionniste qui étaient venus plaider leur cause en Nouvelle-Calédonie. Il a été placé sous la surveillance des douaniers et d'une vedette de la gendarmerie maritime, à la demande de Paris, afin d'indiquer-on de sources officielles, de ne pas entraver les négociations en cours entre Paris, Londres et Port-Vila.

Après le 14 Juillet
FÉLICITATIONS DE M. GISCARD D'ESTAING AU MINISTRE DE LA DÉFENSE

M. Valéry Giscard d'Estaing a, selon la tradition, adressé à M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, une lettre pour le féliciter de l'excellente présentation des troupes lors de la revue du 14 juillet, centenaire de notre fête nationale. Le chef de l'État ajoute : « Malgré les mauvais temps, les différentes formations de nos trois armées et de la gendarmerie ont fait une présentation brillante, témoignant de leur niveau d'entraînement et de leur cohésion ».

En conclusion, M. Giscard d'Estaing estime que les troupes ont participé aux cérémonies avec « une image digne des traditions militaires de la France et démontré que les Français pouvaient avoir confiance en tous ceux qui veillent sur sa sécurité ».

En Guadeloupe
Le G.I.A. revendique un nouvel attentat

De notre correspondant

Fort-de-France. — Le Groupe de libération armée (G.I.A.) a revendiqué, mardi 15 juillet, un attentat dont a été victime, le jeudi 10 juillet, en Guadeloupe, le directeur d'un grand magasin situé sur le territoire de la commune des Abymes, M. Yves Juhandou, d'origine métropolitaine, qui a été blessé par une balle alors qu'il dînait en famille sur la terrasse de son appartement. M. Juhandou a été atteint à la mâchoire et sa vie n'a pas été mise en danger, mais il a été placé « au secret » par la police, qui s'efforce de déterminer si le projectile qui a frappé le directeur des Nouvelles Galeries provient de la même arme que celle qui avait été utilisée lors de l'attentat perpétré, le 6 mars dernier, à Pointe-à-Pitre, contre M. Raymond Vivès (mod. mail), conseiller général. Cette tâche se révèle difficile dans la mesure où la balle qui a atteint M. Juhandou s'est aplatie contre un barreau en fer forgé.

La victime avait été confrontée, ces derniers jours, à une grève de ses employés qui s'est terminée sans que ceux-ci aient obtenu satisfaction sur l'essentiel de leurs revendications.

Outre l'attentat contre M. Vivès, le G.I.A. avait également revendiqué l'incendie d'origine criminelle qui avait détruit, dans la nuit du 13 au 14 avril, le studio radio de la station FR-3 de Pointe-à-Pitre (le Monde du 16 avril). Il avait également diffusé, en mars dernier, un tract invitant les métropolitains à quitter le département de la Guadeloupe avant le 31 décembre 1980, sous peine d'être considérés comme « ennemis du peuple guadeloupéen ».

● M. François Mitterrand se rendra au début d'octobre dans l'île de la Réunion, indique-on dans l'entourage du premier secrétaire du parti socialiste. D'autres déplacements dans les DOM-TOM sont envisagés par M. Mitterrand, mais les dates n'en sont pas encore fixées.

Certains services officiels font état de la création récente d'une Organisation de défense des Guadeloupéens contre les menaces indépendantistes, qui se serait manifestée en écrivant à Paris qu'« il n'y a pas de la Guadeloupe de politiciens dignes de ce nom » et qu'« il est urgent d'en faire venir de métropole ».

FIRMIN RENEVILLE

Accusés de vols d'explosifs et d'attentats

QUATRE MILITANTS INDÉPENDANTISTES GUYANAIS SONT TRANSFÉRÉS ET INCARCÉRÉS À PARIS

Quatre militants indépendantistes guyanais ont été arrêtés à la suite des interpellations auxquelles la police avait procédé, la semaine dernière à Cayenne, au cours de l'enquête ouverte après des vols d'explosifs et deux attentats (le Monde du 12 juillet). Il s'agit de MM. Raymond Charlotte, Antoine Aouegui, dit « Le morille », Eddy Ho-A-Ornck et Eric Blanchard, qui ont été transférés, mardi 15 juillet, à Paris, où ils pourrissent être détenus devant la Cour de sûreté de l'État (1). A la suite de ces interpellations, un incident a eu lieu, le 14 juillet, à Cayenne, à l'occasion de la libération des locaux. Les forces de police ont utilisé des grenades lacrymogènes pour rétablir l'ordre.

(1) M. Raymond Charlotte, journaliste, avait été incarcéré, en décembre 1979, en compagnie de sept autres personnes accusées, comme lui, d'avoir préparé différents attentats pour la nuit de Noël. Les huit personnes écrouées avaient été libérées après un mois de détention à la prison de la Santé.

CORRESPONDANCE

M. Elieinstein et les Éditions sociales

La rupture par les Éditions sociales du contrat qui les liait à M. Jean Elieinstein pour la coordination et la rédaction partielle de l'histoire de la France contemporaine (le Monde des 17 et 21 juin) a amené l'un de nos lecteurs, M. Bernard Michon, de Paris-19, souscripteur de cette collection, à nous communiquer la lettre qu'il a adressée au directeur de la Librairie du Diderot. Nous en retranscrivons les passages suivants :

Comme ces milliers de personnes, j'ai commandé l'histoire de la France contemporaine, et, chaque mois, je verse ce que je dois au Livre-Club Diderot, conformément à mon contrat. Lorsque j'ai décidé d'acheter la collection, je connaissais, grâce à un démarcheur du Livre-Club Diderot, le plan de la collection et les noms des auteurs. Connaissant bien Jean Elieinstein pour avoir été son étudiant pendant trois ans, j'avais pu apprécier ses qualités d'historien et la valeur scientifique de ses travaux. Professeur d'histoire moi-même, je lui dois beaucoup en ce qui concerne ma formation.

On m'a incité à acheter une œuvre en se servant d'Elieinstein comme argument publicitaire, et je ne pourrais même pas le dire, alors que c'est pour lui que j'avais fait la commande. Que dirait un automobiliste commandant une 504 si on lui livrait une 305 ? Que penserait un acheteur commandant une symphonie par Karajan s'il recevait cette œuvre par un autre chef ?

Cette affaire est scandaleuse. J'en arrive à me demander s'il n'y a pas purement et simplement rupture de contrat. (...) Mais déjà, ce qui me semble évident, c'est la malhonnêteté intellectuelle de ceux qui sont responsables de cette scandaleuse affaire (E.S. et L.C.D.). Quel mépris pour le lecteur ! Quelle tromperie insupportable ! Quel abus de confiance !

M. Marc Martin, maître-assistant d'histoire à l'université Paris-X (Nanterre), juge « affligeant » l'argumentation par laquelle M. Lucien Sève, directeur des Éditions sociales, avait répondu aux propos de M. Elieinstein (le Monde du 21 juin). Il nous écrit notamment :

Si nous suivons M. Sève, la maison d'édition du parti communiste détermine désormais ses rapports avec les auteurs suivant le principe unique de l'efficacité commerciale. Peu importe la personnalité des collaborateurs, leurs qualités d'écrivains d'historiens, leurs thèmes ou leur réputation. Le meilleur est celui qui livre son manuscrit à la date. Les Éditions sociales n'ont pas de lecteurs, elles n'ont que des souscripteurs. Satisfaction de la clientèle, efficacité gestionnaire, et pourquoi pas ? rentabilité et compétitivité, jointes à la fiabilité du produit, voilà une façon de parler qui, dans la France giscardienne, n'est pas le propre d'un dirigeant communiste. Autant on trouve enfin une base idéologique, à ce « consensus » dont on nous parle tant ? moins que les arguments de Lucien Sève ne soient qu'un rideau de fumée et que la fin (l'éviction d'Elieinstein) ne justifie les moyens.

Mais ce n'est pas tout, il y a quelque chose d'autre, et c'est l'insistance à citer des montants de droits d'auteur, dont on voit bien qu'elle n'est pas inspirée du seul souci démocratique de faire connaître le livre à tous. Les Éditions sociales, c'est peut-être un biais pour déconcrétiser un collaborateur qui est aussi « un communiste critique » (le Monde du 17 juin), mais l'arme est à double tranchant, car ce que l'on dit de celui qu'on élimine, on peut le penser de ceux qui restent ou qui le remplacent : tous doivent l'attaque portée par Lucien Sève et bien dans la ligne ouvriériste tracée par Georges Marchais quand, pour attaquer Louis Althusser, il s'en était aux traitements des universitaires. (...) On peut trouver un fondement à cette opinion dans la « Lettre ouverte » de Jean Elieinstein à M. Sève, dans laquelle le directeur des Éditions de Paris (10), Mme Mireille Gérard, Mme Gérard écrit notamment :

« J'avez-vous manifesté pour la défense de la Sécurité sociale, pour le droit au travail, contre l'implantation des fusées américaines en Europe ? Non ! Vous n'êtes pas communiste, vous n'avez rien à voir avec les travailleurs ».

Que faites-vous donc de tout l'argent que vous tirez de vos péroraisons dans le Monde, mais parlez et pour tous ; pour les Palestiniens, les Sud-Coréens, les Noirs de Soweto et ceux de Floride, pour les athlètes américains ?

Quand défilerez-vous pour tous ceux-là, monsieur Elieinstein ? J'appelle tous les communistes parisiens à vous écrire leur indignation. Vous êtes déjà tout seul, monsieur. Ne vous faites pas d'illusions. Économisez ! Quand ils n'auront plus besoin de vous, vous serez largué par le camp que vous avez choisi !

Je ne vous salue pas !

Édité par la S.A.B.I. le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie : C.A. Monve - 5, rue d'Italie - PARIS-13 - 1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 57437.

« L'Occident et les pays en voie de développement sont remplis de citoyens qui, en fonction des postes qu'ils occupent, sont capables de promouvoir l'influence soviétique et ses objectifs expansionnistes »
André SAKHAROV

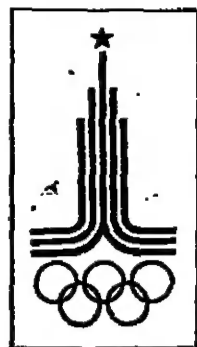
The Spike n° 1 des best-sellers aux États-Unis

Arnaud de Borchgrave & Robert Moss

L'ICEBERG
ROMAN

« Ce roman est le seul ouvrage qui révèle ce qu'est la désinformation soviétique en Occident. Georges Sufferit »
« Tellement vrai que ça fait peur ». Philippe Labro
« Un livre clef pour notre temps ». Guy Lagorce (Le Figaro)
« Un grand roman de politique fiction avec, en prime, tout le sel du roman à clefs. Jérôme Dumoulin (L'Express) »
« L'Iceberg se dévore comme un roman d'espionnage. Mais, plus qu'un ouvrage de fiction, ce livre est un grand reportage. Mieux ; un dossier. Philippe Vasseur (Les Échos) »

J.-C. Lattès/Tallandier



Les J.O. de Moscou

Une « vitrine » contestée

II. — La politique oui, mais la bonne

De notre correspondant DANIEL VERNET

Interdite aux Soviétiques, étrangers à la capitale occupée par des milliers de policiers qui redoutent un acte de terrorisme, Moscou présentera pendant les Jeux olympiques un visage inhabituel aux visiteurs sans que tous les aspects de la vie quotidienne en Union soviétique soient gommés pour autant. Même si en raison du boycottage tout ne se passe pas comme prévu, ces Jeux restent pour les dirigeants soviétiques l'occasion de montrer la justesse de leur politique. (« Le Monde » du 16 juillet.)

Moscou. — « La mot d'ordre : le sport en dehors de la politique, à l'honneur en Occident, n'est pas soutenu en U.R.S.S. Ce mot d'ordre est inacceptable pour nous (...). Il n'est pas sérieux d'affirmer que le sport n'a rien à voir avec la sphère des relations politiques. » Publiée avant que le président Carter ne lance sa campagne de boycottage des Jeux olympiques de Moscou, la brochure de l'agence Novosti, le Sport soviétique, questions et réponses, n'hésitait pas à étaler la doctrine officielle. Après le boycottage américain, pour amadouer les gouvernements et les comités olympiques nationaux hésitants, les Soviétiques ont mis une sourdine à leur profession de foi. Il n'en est pas moins vrai que les Jeux olympiques sont d'abord une affaire politique. Si

tout s'était passé comme prévu, ils auraient été présentés comme une reconnaissance par le monde entier de la supériorité de la société socialiste, de la justesse de la politique étrangère soviétique, de la conformité parfaite des idéaux olympiques et du socialisme. Sur ce thème, la littérature est abondante. Après le choix de Moscou, les champions olympiques soviétiques ont remercié le C.I.O. « parce que les Jeux olympiques sont une inoubliable fête de l'amitié des peuples, de la beauté et de la santé de l'homme, le triomphe des idéaux de la paix et du progrès que tout cela correspond aux aspirations des Soviétiques ».

Un membre du comité d'organisation des Jeux de Moscou déclare : « La politique extérieure de l'U.R.S.S. visant à la consolidation de la paix et à la réalisation de la détente est entièrement conforme aux idéaux sur lesquels se fonde le mouvement olympique contemporain. En organisant les Jeux olympiques à Moscou, l'U.R.S.S. manifeste son aspiration sincère aux contacts entre les hommes, à l'échange des idées et des informations, sa fidélité à l'esprit d'Heilbrunn ». La logomachie soviétique s'ajoute à la mythologie du mouvement sportif et olympique pour donner ce morosisme de bruyante que ne représentent certainement pas à leur compte tous les sportifs présents à Moscou et qui n'en interpréteront pas moins toutes les paroles des K.K.X. Jeux olympiques.

« L'Etat soviétique est toujours

intervenu en faveur des forces et des mouvements sociaux dont l'activité consolide la compréhension mutuelle et la paix entre les peuples », dit encore la brochure de Novosti. Et que l'on n'évoque pas l'Afghanistan comme une objection imparabie, parce que c'est justement au nom de ces idéaux « de compréhension mutuelle et de paix entre les peuples » que l'U.R.S.S. a accepté d'envoyer, à la demande du gou-

vernement afghan, un contingent limité de ses troupes. Car les Soviétiques ne reprochent pas tant au président Carter d'avoir mêlé le sport à la politique en général que d'avoir mis le sport au service d'une mauvaise politique visant à l'escalade des tensions et au retour à la guerre froide. La politique dans le sport, oui, mais la bonne politique, celle de l'U.R.S.S. et du camp socialiste.

Bilan

Nul doute que cette idée force sera rebattue au cours des prochaines semaines. Toutefois, un des effets du boycottage à demi raté, à demi réussi, est d'empêcher les autorités soviétiques de tirer tout le bénéfice politique qu'elles attendaient des Jeux olympiques. Il leur faut ménager les susceptibilités des comités olympiques, qui ont décidé de faire le voyage de Moscou après bien des hésitations et qui, tels les comités d'Europe occidentale, ont décidé de « dépolitiser » leur participation. Même les gigantesques portraits de M. Leonid Brejnev, qui, d'ordinaire, ornent les avenues de Moscou, ont disparu pour laisser la place à des affiches plus anodines de la flamme olympique.

Finalement, pour les Soviétiques, le bilan n'est pas mauvais. Le nombre des Etats participants est presque le même qu'aux Jeux

précédents. Sur les dix pays qui, à Montréal, ont remporté le plus de médailles, trois seulement boycottent : les Etats-Unis, la R.F.A. et le Japon. Mais les Soviétiques reviennent de loin. Début mai, ils étaient très inquiets. Ils craignaient que le mouvement d'abstention ne fasse bouillir de neige.

Il n'y a guère de doute que la décision française a arrêté le mouvement et sauvé les Jeux de Moscou. Sans l'attitude prailienne du gouvernement français, qui, tout bien pesé, souhaitait plutôt une « non-participation », et sans la position ferme du C.N.O.S.F. trop heureux de profiter de l'indépendance qu'on lui reconnaissait bruyamment, tous les pays d'Europe occidentale auraient été vraisemblablement absents des Jeux, entraînant derrière eux d'autres défections. Les Jeux olympiques de Moscou n'auraient été que des Spar-

takiades (simples confrontations entre athlètes des pays de l'Est), et il aurait même été difficile au C.I.O. de leur maintenir son haut patronage. Toujours est-il que nombre d'ambassadeurs occidentaux, même ceux des pays ne

boycottant pas les Jeux olympiques (dont l'ambassadeur de France), auront quitté Moscou avant la cérémonie d'ouverture et que ceux qui seront présents en U.R.S.S. n'assisteront pas aux réceptions officielles.

« La vie continue »

Un boycottage plus ample aurait-il eu l'effet politique recherché ? Aurait-il amené les citoyens soviétiques à réfléchir sur les causes profondes de la tension internationale, voire à demander des comptes à leurs dirigeants ? Aurait-il détourné l'attention de la « mauvaise politique du méchant Carter » ? Ce n'est pas certain. Mais, comme le pense l'académicien Sakharov, exilé à Gorki, le boycottage aurait cédé à la réflexion, sinon les Soviétiques, du moins les Occidentaux.

Toutefois, il ne faut pas surestimer la signification politique des Jeux olympiques pour les dirigeants du Kremlin. Certes, ils attendaient une consécration et ils ont soigné, dans ce but, la « vitrine » du socialisme. Mais M. Gromyko l'a dit : « Les Jeux olympiques passent, la vie continue. » Dans la situation internationale tendue de ces derniers mois, les J.O. sont pas leur principale préoccupation. La meilleure preuve en est leur attitude à l'égard de la R.F.A., qui n'a nullement été « punie » pour sa position en faveur du boycottage et dont le chancelier vient même d'être reçu à Moscou avec les honneurs dus à un interlocuteur apprécié.

A contrario, il était illusoire de penser que la proximité des Jeux olympiques pouvait entraîner une modération de la politique extérieure soviétique ou que le souci d'un déroulement sûr des Jeux olympiques pouvait pousser le Kremlin à renoncer à ses objectifs stratégiques en Afghanistan en particulier. Pour imposables que soient les Jeux dans la vie de l'U.R.S.S., ils ne sont pas déterminants.

Moscou n'a pas hésité à risquer une annulation pure et simple quand l'agence rouge est intervenue à Kaboul. Maintenant que les Jeux sont sauvés, il s'agit pour les organisateurs de s'en tirer au meilleur compte et de montrer l'image la plus favorable de leur pays. Aussi ont-ils pris des mesures draconiennes et pour éliminer les impondérables et les éléments perturbateurs susceptibles de déranger le bel ordonnancement des cérémonies. Le mythe de la rencontre entre les peuples et la jeunesse du monde en prend un coup, mais la réussite est à ce prix. Non seulement les dissidents ont été éloignés de la capitale par diverses mesures coercitives, mais tous les indésirables ont été priés de quitter la ville (1). Même Malva

Land, animatrice du Mouvement pour les droits de l'homme, qui purge une peine de rélegation de cinq ans dans le Kazakhstan, à 3 000 kilomètres de Moscou, a reçu un avertissement du K.G.B. local : elle sera tenue pour responsable de tous les actes terroristes qui pourraient être commis pendant les Jeux.

La célébration de la grande amitié entre les peuples ne va pas sans une chasse implacable

QUATRE-VINGTS NATIONS PARTICIPENT

Quatre-vingt-cinq comités nationaux olympiques avaient accepté, le 24 mai, date officielle de la clôture des inscriptions l'invitation du comité d'organisation des Jeux de Moscou. Cinq d'entre eux se sont retirés : le Gabon, la Haute-Volta, R.S. Maurice, le Niger et le Suriname. Dix-huit seront représentés sans hymne et sans drapeau nationaux : Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Danemark, Saint-Domingue, Equateur, Espagne, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Porto-Rico, Saint-Martin, Saïde et Suisse.

aux espions. Une émission de télévision intitulée : Le mensonge et la haine, vient de mettre en garde les Soviétiques contre les Occidentaux qui viendront aux Jeux olympiques déguisés en paisibles touristes mais qui seront en fait de dangereux agents subversifs (« Le Monde » du 15 juillet). La méfiance doit être la règle. Au cours d'une réunion du personnel du magazine, les rédacteurs ont été prévenus qu'ils ne doivent accepter aucun cadeau, aucun souvenir des clients étrangers. Malgré tout, si ceux-ci insistent et abandonnent quelques menus présents, le personnel est invité à les prendre délicatement, si possible avec un papier ou un mouchoir, et à les porter au poste de police le plus proche. Les responsables de la douane ont annoncé à plusieurs reprises que les touristes ne devaient pas s'attarder à un relâchement des contrôles à la frontière : les douaniers iraquiens, comme d'habitude, outre les blus-jeans qui peuvent être une appréciable source de revenu, la littérature anticomuniste dissimulée dans le double fond des valises.

Préparation idéologique

De nombreuses réunions de la direction du P.C. de Moscou ont été consacrées à la préparation idéologique des Moscovites qui seront en contact avec les étrangers. Les risques de contamination sont minimes dans la mesure où les Occidentaux auront peu de relations avec des citoyens soviétiques qui ne soient pas en service négatif. Mais il ne faut rien négliger. Ainsi les jeunes du Komsomol qui vendraient le Pepsi-Cola dans les kiosques bleus, blancs, rouges, les glaces dans les stands et les sauteuses dans les cafétérias ont appris à répondre aux questions-pièges des étrangers dans une brochure qu'il leur est interdit de sortir du local des Jeunes communistes. Sur les queues devant les magasins, l'exil de Sakharov, l'aide à l'Afghanistan, les jeunes doivent éviter des réponses stéréotypées qui donneraient une image monolithique de la société socialiste. Ils doivent émettre des doutes, faire état de discussions, voire de désaccords, sans se laisser pour autant entraîner dans une remise en cause du régime que recherchent les questionneurs mal intentionnés. Toutes les précautions ont été prises (les journalistes ont été également chapitrés par Iord Killianin : ils doivent rendre compte objectivement des compétitions sportives). Un point c'est tout. Il ne devrait pas se trouver beaucoup de visiteurs nourrissant des doutes sur les réalisations du socialisme développé, l'unité de la société soviétique, l'alliance indéfectible du peuple et du parti. L'U.R.S.S. doit présenter une image libérale, sans être permissive, une façade lisse où les lézards auraient été, sinon bouchés,

du moins masqués. Si, en outre, l'équipe soviétique collectionne les médailles d'or — et elle s'y est bien préparée — toutes les conditions seront réunies pour faire des Jeux de la vingt-deuxième olympiade une réussite brillante. Les sportifs, les accompagnateurs et les touristes n'auront en accès qu'à un univers artificiel. Le rideau tombé, la représentation terminée, il restera aux citoyens soviétiques à se coller avec une réalité qu'ils n'auront, eux, jamais quittée.

Prochain article :

LE MYTHE BRISÉ

AUTOMOBILISME

JODY SCHECKTER PRENDRA SA RETRAITE A LA FIN DE LA SAISON

Le pilote sud-africain Jody Scheckter a annoncé mardi 15 juillet, à Rome, sa décision de renoncer à la compétition à la fin de la saison 1980. Champion du monde en 1970, vainqueur de dix Grand Prix, Scheckter, qui est âgé de trente ans, avait fait ses débuts en Formule 1 en 1972. Il a successivement conduit pour Mac Laren, Tyrrell, Wolf et enfin Ferrari, constructeur avec lequel il a remporté le titre mondial en 1979. Jody Scheckter a déclaré « qu'il n'était plus assez motivé pour continuer ». Le jeune François Alain Prost pourrait le remplacer chez Ferrari.

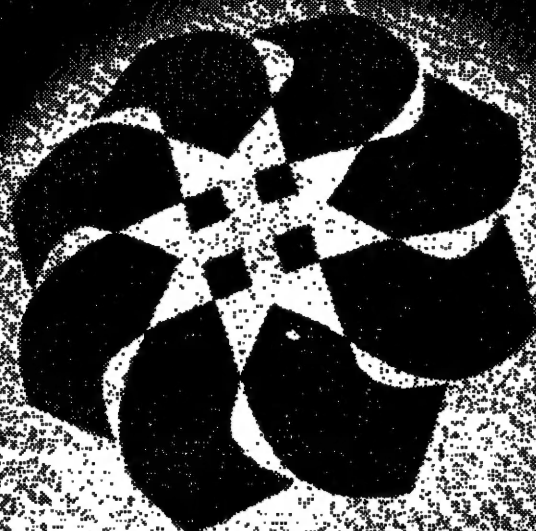
Le conseil du Fonds national pour le développement du sport a accordé, mardi 15 juillet, une subvention de 42 500 000 francs aux associations sportives et aux communes. En 1980, le montant des subventions pour le sport de masse, compte tenu des aides précédentes, débloquées depuis le début de l'année, est de 180 millions de francs.

Pour de Nouvelles Affaires... Rendez-vous à Thessalonique

à la 45ème Foire Internationale de Thessalonique - Grèce 7-21 Septembre 1980

Nous vous invitons au rendez-vous annuel des hommes d'affaires du monde entier qui souhaitent développer leurs activités. Nous vous invitons à la Foire Internationale de Thessalonique, au carrefour de l'Europe, du Moyen Orient et de l'Afrique. A la Foire Internationale de Thessalonique vous pourrez vous informer des plus récentes réalisations

du commerce mondial, avoir des contacts étroits avec la technologie avancée et profiter des nombreuses possibilités que vous offre l'économie dynamique de la Grèce. Nous vous donnons donc rendez-vous à Thessalonique, ville pleine de beauté et de soleil. De nouvelles affaires et l'hospitalité traditionnelle grecque vous y attendent.



ORGANISATION - INFORMATIONS
Foire Internationale de Thessalonique - HELEXPO - GRECE
Thessalonique, Egnatia 154, Tel. 031-222.377, 031-229.221, Telex 412291
Cables FOIRINT, Athens: FOIRINT - Mikropoleos 1
Tel. 01-323.8051, Telex 0215614



هكذا من الأصل

Un voyage en Océanie

(Suite de la première page).

Rompre, lâcher les amarres... Dans la cohue du périphérique-nord, avec le secours fortuit d'un taxi qui poste contre les grévistes de l'E.D.F., l'idée m'est venue que ce départ en service commandé avait un sens imprévu. Jamais depuis longtemps la France n'avait paru aussi lasse, étouffante, assaillie par l'ennui. Assez lugubre depuis des mois, pour qu'on retrouve, en fonçant vers l'aéroport, la joie un peu trahissante de ceux qui décampent hier sans tourner la tête. Certains jours, l'Europe aux la fatigue, « sauve qui peut ». Me voilà en dissidence et en mal d'Amérique. C'est un sentiment que je crois désormais très partagé.

L'important est de fixer bien net l'instant du démarrage, ce moment où le monde brouillier trop vite les horizons changeants, les trottoirs lointains, les foules différenciées. On oublie d'ordinaire à la première escale d'où l'on vient et pour qui l'on écrit. Pour y voir clair, il faudra tout mesurer bientôt à l'aune de cette journée primitive en se ressouvenant sans cesse des colères, dégoûts ou mélancolies qui vous habitaient à l'embarquement. J'ai l'impression que ces tâches sentimentales, presque toujours inavouées, font encore écho à ceux qui présidaient jadis aux exodes vers l'ouest; qu'ils animent toujours en profondeur les rapports entre le Nouveau Monde et l'ancien. Comme si un malentendu original demeurerait entre ceux qui parlent dangereusement entre eux heures noires, et nous, Français de France, Européens d'Europe, dont les ancêtres restèrent, décidément, sur les quais de Saint-Malo, Marseille ou Hambourg quand apparurent les voiliers. Nous sommes les héritiers lointains de la prudence sédentaire ou du privilège. Ils ont tout fondé, eux, sur le refus et la rupture. Comment aller vers eux, tenter de les rejoindre sans confesser d'abord cette différence ?

Hier, donc, j'ai marché dans Paris. Longtemps. C'est juré, les rues sentaient la débâcle; on y flânait des relents de molle capitulation et d'hédonisme peureux. Sur les boulevards, aux portes des grands magasins, on avait installé les braderies de tissus imprimés, maillots de bain et caoutchouc divers qui sont la logique des grandes vacances. Celles-là, à l'été 1980, s'annonçaient presque comme une dernière aubaine, une « surboum » panique à la veille de gros déastres pressentis. J'ai flâné derrière l'Opéra. En plus de cette hâte

démisionnaire, on respirait sur les trottoirs le ne sais quelle fraîcheur un peu raide; une vie quotidienne toute remplie de crispations menues. Tensions sur les visages, sourcils froncés et méfiance du voisin; l'Europe, après tant de siècles et de violence, n'a toujours pas conquis ce bonheur minimum qui est celui de la distance circospecte. Nous demeurons, je crois, prisonniers d'une sorte de tragique quotidien, nous inclinons sans arrêt vers la solennel et la métaphysique. Pire encore : la fin des empires et des colonies nous a ramenés de force vers un périmètre rétréci qu'aucun projet nouveau n'a su venir dilater, mais que, pensons-nous, le reste du monde assigé. Et menacé. Comment s'étonner alors si transpire de nos rues une impression d'enfermement râleur. On y étouffe parfois.

J'ai croisé vers la Madeleine des cortèges et des banderoles syndicales. A quelques choses d'indéfinissables, ces défilés et ces alogans martelés m'ont semblé moins habituels qu'on ne pourrait croire. Ils exprimaient, involontairement peut-être, une inquiétude nouvelle plongée dans un pays déshabitué brusquement de la croissance et des progrès arithmétiques, pris de vertige devant son abondance menacée, tout nu, soudain, face aux raretés prévisibles et si mal réparties. De vagues colères hantent ainsi les villes, mais empoisonnées par l'insolite, ravagées au fond des gorges. Ces craintes sourdes, ces cris bloqués au bord des lèvres, répandent dans les rues comme des nappes de gaz explosif. Divisée par les injustices, mais réunie par la peur de manquer, la France, plus bloquée que jamais, ne sent pas très bon en ce début d'été 1980. Quel dessin ? Quel ressort ? Quelle parole vraie ?

J'ai lu une dernière fois les magazines et flâné un peu de politique. J'y ai trouvé ce que chacun sait mais que peu confessaient crûment : un gouffre vide, une empoignée d'ambitions insuffisantes; un concours de petites impostures bavardes. A-t-on connu, au fait, depuis longtemps pareil ensablement ? Nous voilà coincés sur ce terrain-là entre le pouvoir mondial bientôt réélu, les dérives archaïques stalinienne et le flou radical-socialiste. Nous sommes voués depuis trop de mois aux discours redondants, mal divertis chaque semaine par les pichenettes de tendances et les stratégies de congrès. A l'extérieur, notre nouvelle vocation paraît être celle des agenouillements flagor-

neurs, des temporisations à tout prix et des quêtes de malices premières. Tout cela ne fait même plus — et depuis longtemps — une vraie communauté rassemblée. Oh ! partir...

Le cynisme goguenard qui flotte sur l'Europe et qu'on fait mine — quotidiennement — de partager vous assaille certains matins. C'est celui des peuples à qui on ne la fait plus. Ils ont derrière eux trop de rois morts, empires déchus, républiques renversées, révolutions transmises en tyrannies, pour s'abandonner encore ouvertement à je ne sais quel besoin d'espérance. Il leur reste l'humour méchant et cette pratique de la dérision fine que nous fait dépositaires universels de l'intelligence politique. Cette planète froide, on le sait bien en secret, est un exil qui peut vous faire rêver brusquement aux puérilités californiennes ou à la conquête du Manitoba. Courons clandestinement aux antipodes pour y être naïfs. C'est un privilège qu'on nous a confisqué.

En revenant vers le carrefour des Gobelins, au bas de la rue Monge, j'ai buté sur une « manif » et la hâte compacte, brune et casquée des défenseurs de l'ordre. Sur les trottoirs au pied des stores cadenassées, les Parisiens observaient en silence le cérémonial convenu qui prélude aux bagarres. Résurrection mal initiée d'un printemps fameux — douze ans déjà — mais spectaculairement vide de sens. Autonomes et gardes mobiles prenaient cette fois la pose pour des tableaux symboliques. Voyez, ici, ce qui ne pourra durer toujours : ces magnas de désespoirs inarticulés; mais voyez aussi que cette révolte est vaine quand nul projet, nulle idée, ne l'organisent. Une colère primaire en somme qui fuse ce jour-là du côté de Jussieu, juste assez fort pour témoigner de la gravité des pressions souterraines et réveiller à point nommé les troupes bien-pensantes. Nous étions nombreux, badauds tritonnés, à deviner le sens du spectacle. Il n'y a pour l'instant dans l'Hexagone — provisoirement peut-être mais assurément — aucun futur acceptable. L'histoire a connu déjà de ces vilaines parenthèses. Justement. Elles justifiaient pour certains de mettre le cap à l'ouest et d'avancer sur l'Atlantique. Partons...

Il restait à choisir quelques livres : la route est longue vers Nouméa. Difficile... Sur ce terrain aussi une manière de lassitude exténuée a marqué l'année 1980. Comme si des voix s'élevaient tues sans être rem-

placées; comme si aux grands effondrements des années 70 succédait encore le flou d'une attente. Quelle voix écouter ? Le gros des efforts dans ma petite république des lettres demeure consacré aux funérailles du passé, à des liquidations longuettes. De Clavel à Barthes, à Sartre... L'heure n'est plus à ces paroles un peu fortes qu'on voit se faire une à une. Il nous reste pour l'instant les habiles et les grandiloquents. Les premiers savent gérer leurs reniements et font durer, de livre en livre, le bruit envahissant de leurs contritions. Combien sont-ils encore, tout occupés à ressasser devant les micros la ruine des philosophies mêmes qui les faisaient vivre ? Gagnants pensent-ils sur les deux tableaux : aussi péremptores dans leurs aveux qu'ils l'étaient, hier, dans leurs condescendances certitudes. Les autres, mieux renseignés, ont sauté juste à temps dans une chaloupe qu'ils voudraient valsesse au vent. Au port-voix et à la télévision, ils articulent leur nouvelle foi avec une vigueur suspecte et battent surtout le rappel de la clientèle. Mais peut-on suivre sérieusement, quand l'heure est sombre, ces monothéistes de la dernière heure, ces nouveaux commissaires de la repentance, affairés autour de l'Afghanistan. Filons...

Le tableau est-il trop sombre, les ombres un peu forcées ? Je ne sais pas. J'ai seulement retenu, pour m'en souvenir demain, un petit morceau de l'esprit du temps. J'ai voulu cueillir dans mon quartier et avant d'embarquer ces impressions diffuses d'un moment de l'Europe dont je fais partie. Les cueillir et les poser bien à plat sur ma valise. Elles commanderont demain, que je le veuille ou non, le regard que je posai sur les highways de Los Angeles ou les villages canaques de l'île des Pins. Aucun regard n'est innocent. Et puis quand le départ est si gal dans son urgence, il n'est pas mauvais de savoir au juste ce qui nourrit votre jubilation. C'est avoué. Je quitte aujourd'hui une très vieille péninsule envahie par le doute, gagnée par de fades langueurs. Comme n'importe qui à ma place, je m'abandonne pour une fois sans regret à la joie de l'espace qui, tout d'un coup, va s'ouvrir en grand sous le nez du Boeing.

Jugeaient-ils ainsi autrefois ? Partageaient-ils la même allégresse des voiles qu'on hisse, ces découvreurs et ces colons dont je suivrai bientôt les empreintes sur la mer ? J'ai relu, des semaines durant, leurs anciens

cartes de route, épluché les récits oubliés d'Hernan Cortés ou de La Pérouse, du capitaine Wallis, de James Cook ou de Bougainville. J'y ai trouvé, certes, la même désir de fuir l'ennui d'une époque, la même fringale conquérante. Mais une assurance au moins les animait que nous avons perdues : celle d'emporter dans les cales de leurs goélettes une civilisation indiscutable. La conviction — souvent funeste — qu'ils incarnaient la vérité et l'avenir du monde. C'est en son nom qu'ils ont massacré les Aztèques et converti les Maoris, percé des routes au Canada, installé des prêtres en Terre de Feu ou, plus tard, des instituteurs républicains aux îles Marquises.

Or c'est de cette occidentale certitude que peu à peu nous nous affranchissons. Avec difficulté. C'est encore elle qui, remaquillée de léninisme, hériée de chars d'assaut, est à l'œuvre à Kaboul. C'est elle qui, imprimé sur les dollars yankees, régit si durement sur Téhéran. C'est elle, enfin, qui vacille un peu partout dans le tiers-monde où mérisse contre nous des révoltes inattendues. L'impavide dédain de la modernité en marche... En naviguant vers l'Ouest, je pars — première escale — vers un Nouveau Monde que l'Europe fonda quand elle ne doutait pas d'elle-même. Et je sais déjà que ce malentendu perpétué m'attend à chaque arrivée. Plus loin, l'Océanie est aussi grande que notre nostalgie. Voilà deux siècles — depuis Diderot et la *Supplément au voyage de Bougainville* — que nous lui avons hypocritement assigné le rôle ingrat de paradis perdu. Paradis trop embrassé et mal étreint, pollué, toujours par nos entreprises. Qu'en reste-t-il aujourd'hui, maintenant que s'effrite tout ce qui les justifiait ?

L'esprit un peu plus net, je donne mon bagage au comptoir de Roissy, grimpe vers mon siège en ne prenant qu'une seule — mais grosse — résolution. Tâcher de ne pas céder à la routine voyageuse ou à l'esprit de sérieux. Je n'oublie pas d'ailleurs, en somme, de la couleur du ciel ou des regards. Voilà d'ailleurs sous les ailes — déjà — ces incroyables « frisés » de terre et de glace à l'approche de Terre-Neuve...

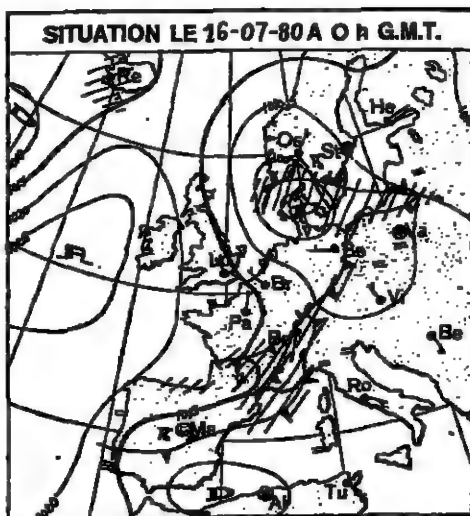
JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

Demain :

MONTRÉAL :
SALUT LA PARENTÉ !

Faits
et jugements

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 16-07-80 A 00 G.M.T.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 16 juillet à 8 heures et le dimanche 17 juillet à 24 heures :

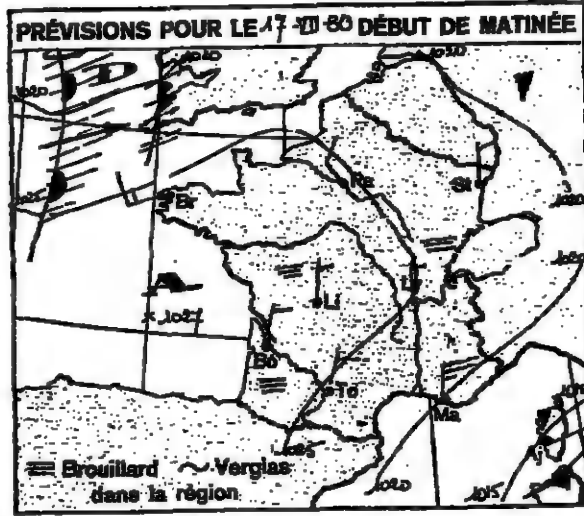
La vigoureuse perturbation qui nous a affectés s'éloigne vers l'Europe centrale et la Méditerranée. Les hautes pressions qui se sont reconstruites sur la proche océan se déplaceront vers le sud-est et apporteront une assésion sur une grande partie de la France et relevant le courant perturbé plus au nord. Cependant, la bordure méditerranéenne de ce dernier affectera progressivement nos régions les plus septentrionales.

Jendredi, après des éclaircies matinales et quelques formations brumeuses, le ciel deviendra très nuageux par l'ouest sur les régions s'étendant de la Bretagne aux Flandres avec quelques faibles pluies surtout localisées près des côtes de la Manche. Sur ces régions, les vents tourneront au secteur ouest et deviendront modérés. Les températures seront en légère hausse.

Sur le reste de la France, le temps sera souvent brumeux au lever du jour, soit avec des brouillards, soit avec des nuages à aspect brumeux. Après leur dissipation dans le courant de la matinée, le temps sera ensoleillé avec quelques nuages passagers. Les vents faibliront sauf près de la Méditerranée où les vents de nord resteront assez forts. Le début de la matinée sera un peu frais mais les températures maximales marqueront une hausse parfois assez sensible.

Le mercredi 18 juillet, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1018,7 millibars, soit 764,1 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 juillet; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Alençon, 27 et 14 degrés; Biarritz, 22 et 12; Bordeaux, 20 et 12; Bourges, 23 et 13; Brest,

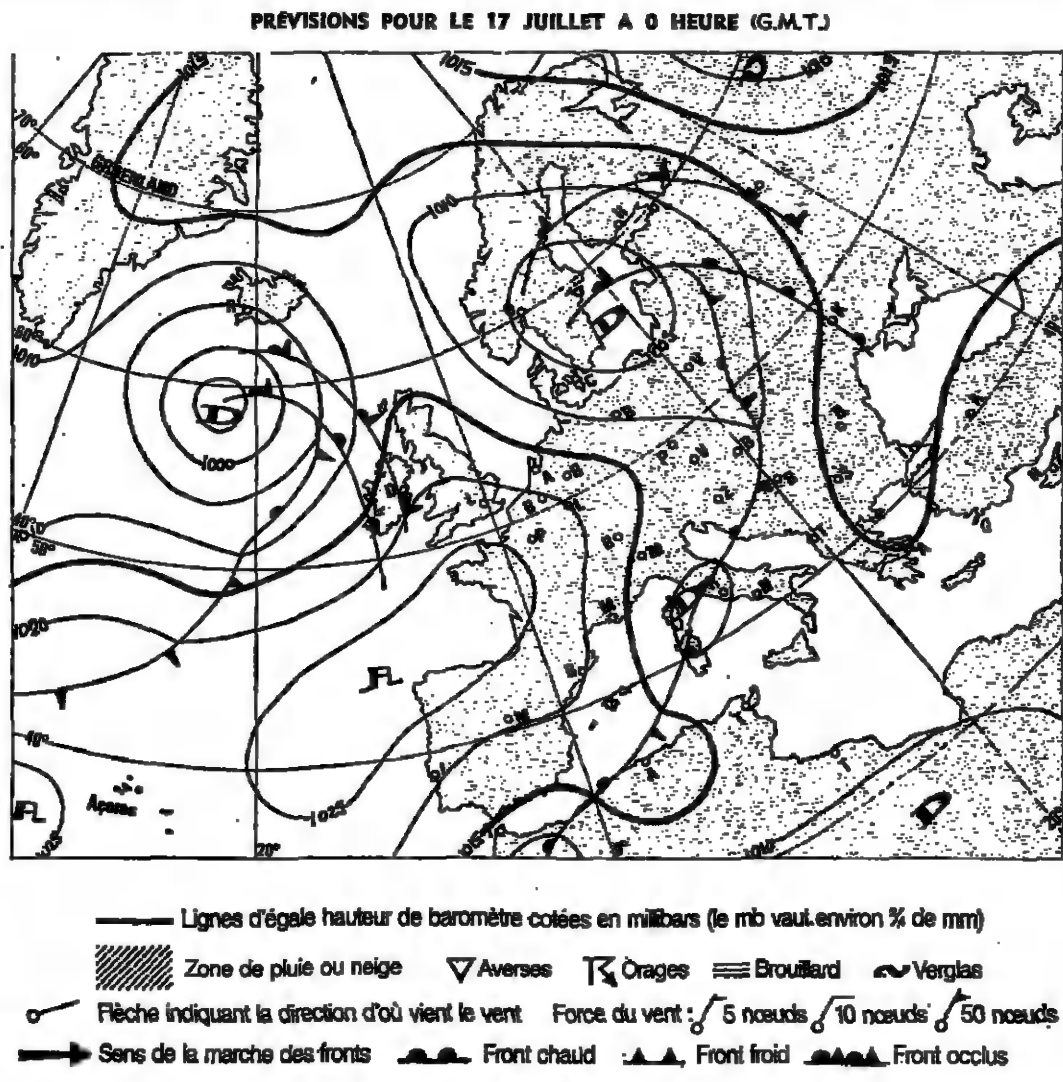


PRÉVISIONS POUR LE 17-07-80 DÉBUT DE MATINÉE

17 et 9 : Caen, 14 et 10; Cherbourg, 15 et 11; Clermont-Ferrand, 24 et 13; Dijon, 18 et 13; Grenoble, 19 et 15; Lille, 17 et 8; Lyon, 21 et 13; Marseille, 20 et 18; Nancy, 16 et 11; Nantes, 17 et 8; Nice, 22 et 18; Paris-Le Bourget, 17 et 10; Pau, 22 et 13; Perpignan, 22 et 16; Rennes, 17 et 8; Strasbourg, 19 et 13; Toulon, 19 et 12; Toulouse, 23 et 11; Poitiers-Pin, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 12; Athènes, 25 et 25; Berlin, 22 et 13; Bonn, 17 et 11; Bruxelles, 17 et 10; Le Caire, 32 et 21; Casablanca, 18 et 20; Copenhague, 20 et 13; Genève, 16 et 13; Lisbonne, 26 et 18; Londres, 17 et 10; Madrid, 23 et 18; New-York, 22 et 24; Palma-de-Majorque, 26 et 18; Rome, 26 et 23 et 19; Moscou, 18 et 12; Nairobi, 18; Stockholm, 21 et 10; Téhéran, 32 et 24.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)



Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

LE RAPPORT DE M. J.-M. BLOCH-LAINÉ SUR L'HABITAT EN FRANCE

Écouter pour construire

« La maison s'orne de quatre bévues avec une devinette pour entrée. »

PAUL ELIARD.

« L'IDEE qu'il est possible et souhaitable de façonner des individus nouveaux par le moyen de projets urbains nouveaux est à ranger au musée des conceptions mortes. » Voici venu le temps du doute, de la modestie, le temps des hommes de bonne volonté. Jean-Michel Bloch-Lainé est de ceux-là. Après deux ans de consultation des Français sur leur habitat, il recense dans son rapport (1) les erreurs commises, la prétention des administrateurs, des architectes à régenter l'homme, le mépris des goûts profonds des habitants qui ont dominé la construction depuis trente ans.

Ménée dans neuf villes de France (une nouvelle tournée de candidatures est prévue), la consultation a été une tentative de dialogue entre ceux qui font la ville et ceux qui la vivent. Il n'est pas certain que les habitants aient tous pu s'exprimer : la vanité des réunions de quartier, des débats sans queue ni tête, où ne viennent que les professionnels de la concertation, les militants de la participation, est soulignée dans le rapport Bloch-Lainé. Tout en affirmant qu'il faut maintenant donner la parole aux habitants, si l'on veut éviter une « révolution », l'auteur fait incidemment le constat de la difficulté d'entendre le discours profond, sincère, de personnes qui manient moins bien la parole que ceux d'en face.

Jean-Michel Bloch-Lainé pose un regard triste sur ce qui a été fait depuis la guerre, par ses pères, les administrateurs qui pensaient faire le bien des gens, enfermer une part de bonheur

(1) « Un espace pour la vie », Jean-Michel Bloch-Lainé, Documentation française, juin 1980.
(2) « L'innovation architecturale dans la production du logement social », Christian Mollet, Flammarion, mai 1979.

dans les règlements. Il analyse l'arrivée brutale et massive des architectes dans le secteur de l'habitat (ignoré par les Beaux-Arts jusqu'en 1968), occasion de changements d'échelle, d'erreurs à grande échelle.

Préparés à construire une œuvre visible, différente, « nouvelle », ils ont voulu donner au logement, cet alvéole modeste, aux caractères constants sinon conservateurs dans la réverie des hommes, une ampleur qui ne lui convenait pas. Ils ont étudié des villes nomades des palais, et dessinés les plans d'ensemble de ces nouvelles ruches, divisées en cellules (l'horrible mot, si misérablement juste parfois). Ils ont souvent oublié les détails qui

font la vie douce. La monotonie, la répétition, l'ennui, sont nés de l'emphase, de l'enfure.

La pénurie — faire vite beaucoup de logements — n'excuse pas tout. A d'autres époques, pas plus calmes, pas plus riches, on a mieux construit, pour des catégories tout aussi déshéritées. La recherche menée par une équipe d'architectes et d'urbanistes (Michel Cantal-Dupart, Roland Castro, Antoine Stinco) à l'occasion de la consultation, envergure du travail, matière de la réflexion offerte aux Français, architectes ou habitants, le montre bien.

Pas de formule-miracle. Pas de

choix manichéen entre l'individuel et le collectif comme on a voulu nous l'imposer ensuite. A Nantes, à Suresnes, à la Butte-Rouge de Châtigny-Malabry, dans les « villas » parisiennes, on trouve, en y regardant de près, une encyclopédie des petits secrets qui aident la ville à vieillir.

Pas de ce « fonctionnalisme poussé jusqu'à l'extrême qui interdit toute remise en cause, même marginale, toute évolution imprimée par les habitants », comme le note J.-M. Bloch-Lainé. « La référence des architectes français contemporains au passé est une marque de réalisme : il n'y a pas d'imagination sans mémoire... L'habitat n'est

pas libre de son passé... L'espace n'est plus à défricher : il est à déchiffrer. »

Par les excès de la réglementation, par la volonté de faire à tout prix entrer la construction dans l'âge industriel, on a tenté d'enfermer l'habitat dans des impasses financières. Les modes ont été immédiatement transcrits en modèles. Sous toutes ses formes, selon l'auteur, le mépris des habitants. Car ce que voulait l'habitant était simple comme bonjour.

Il suffit de regarder, explique l'auteur, les maisons, les appartements des privilégiés. Les autres voudraient la même chose. Un lieu assez grand pour qu'on puisse à la fois y réunir

une famille ou des amis, et s'y isoler : des pièces assez calmes, mais un contact avec la vie de la cité ; un contact avec l'extérieur, avec la nature ; une cave, un grenier. Si l'habitat de tous les jours ressemblait plus à la maison décrite par Bachstelz, si l'on pouvait s'y cacher et s'y montrer, s'y isoler et recevoir, s'enraciner un peu, il y aurait moins de monde sur les routes le vendredi soir.

Depuis que le marché du logement tend vers la « liberté », la maison individuelle connaît un succès sans entrave. Pourtant, bien des « maisons » vantées, vendues par la publicité ne sont qu'un médiocre appartement étiqueté, posé sur une butte, sur une pauvre pelouse. Tricherie, supercherie.

De côté de l'habitat qui pense, du côté de l'innovation architecturale, on a recensé, depuis dix ans, les rêves contradictoires, la satisfaction des habitants dans ces logements nouveaux que les constructeurs sociaux ont promus mieux que d'autres et plus courageusement. Les enquêtes et les plans ne manquent pas (2).

Ainsi, un rapport de plus ! Pour étudier, proposer, quand on aurait pu, depuis longtemps, commencer. Le grain de sel du délégué à l'architecture changera-t-il quel que ce soit ? Il propose deux nouvelles pistes, deux clés : la parole des habitants, qu'il put solliciter, entendre et écouter.

Et sa propre écoute : ce que disent les gens tourne autour de l'idée de durée. Le dur désir de durer, disait Eliard. Les faux retours au passé, le goût des signes de l'ancien, des cheminées, chaudières, ne sont pas des caprices. Nos contemporains veulent prendre racine quelque part, voir passer le temps, la couleur du ciel et le rythme des saisons. Vivre, mais aussi mourir chez eux. Ils veulent un logement qui se bonifie avec le temps, comme ces vêtements qui épousent la forme du corps qui les habite.

MICHEL CHAMPENOIS.

Un bruit sur la planète du silence

DANS les faits, rien vraiment ne change. Les systèmes, les structures humaines, d'ordre public ou d'ordre privé, les hommes eux-mêmes qui se sont installés, consolidés, solidifiés, fossilisés, pour régenter la construction française, et pour faire, de l'architecture, le malheur, sont toujours là, puissamment actifs.

L'immobilier a été et reste la plus formidable source de scandales du pays, prévue parfois mais plus souvent oubliée par les lois et règlements, connus par exception, mais plus fréquemment ignorés du public. L'immobilier, formidable source de profits, lieu d'admirables amitiés entre élus, fonctionnaires, banquiers, promoteurs et architectes, l'immobilier, planète du silence, poursuit ses jongleries médiocres. On serait tenté d'ajouter, comme cela se fait beaucoup, dans le cadre de l'année du patrimoine, et le seul regard qu'avait le ministère de la culture sur la construction contemporaine, la direction de l'architecture, la toute petite direction de l'architecture, ne lui avait été retiré voici maintenant deux ans, pour être confié au très solide ministère de l'environnement et du cadre de vie,

fiel, comme on sait, des ingénieurs, gens pragmatiques, gens de chiffres et de méthodes, infatigables assurément. (Quel environnement, grands dieux, et quel cadre de vie !)

Si, dans les faits, rien n'a changé, les projets les plus exempts de qualité, les plus destructeurs, les plus brutaux ou les plus ternes restent à l'honneur, une voix vient de s'élever, une voix paradoxale, investie de la confiance du gouvernement, une voix d'exception, celle du ministre de l'environnement, discrète, mais nette et précise, pour dire, mieux : pour tenter d'expliquer pourquoi l'architecture en France est si pauvre, les architectes généralement si médiocres. C'est celle du délégué à l'architecture, Jean-Michel Bloch-Lainé. L'une de ses conclusions : réinjecter la culture dans l'architecture. Et cette autre, sur la nécessité d'un échange réel entre habitants et bâtisseurs, mais qui voudrait en bien d'autres domaines : « C'est grâce à un tel échange que disparaît la pratique d'un trop fréquent double langage : celui de la démagogie et du paternalisme d'un côté ; celui du

cynisme et de la suffisance d'un autre côté. »

Un tel rapport, venu seul, n'aurait eu que le poids des mots, ce qui est peu à côté des faits précédemment évoqués. Des mots, il y en a déjà eu. En même temps que le rapport de Jean-Michel Bloch-Lainé, la Documentation française, a donc publié le travail de l'équipe du délégué à l'architecture, la Ville à l'œuvre. Roland Castro, Michel Cantal-Dupart et Antoine Stinco, aidés de quelques autres y présentent par l'image et par un texte, toujours simple et didactique qui, contrairement à beaucoup d'ouvrages, ne présuppose pas une culture architecturale du lecteur, vingt-neuf exemples d'ensembles résidentiels, construits entre 1900 et 1971 en France. Du pavillon à la « barre ». De la ville nouvelle au plus modeste immeuble.

Vingt-neuf exemples et un langage clair, critique, enfin utile, ce qui n'est pas aisé à faire. L'ouvrage est celui, par exemple, de l'exposition « Construire en quartiers anciens ».

La critique, ici, s'est voulue relative, soulignant des qualités, relevant des défauts, et ne proposant jamais de modèles. Et sur ce plan, elle s'est faite abso-

lue, condamnant, exemples à l'appui, les modèles théoriques, les résultats d'un urbanisme effectivement « cynique » ou « suffisant ». La Ville à l'œuvre est bien un livre, un manuel, précieux, quand il montre, et explique les erreurs commises. Il est plus encore de proposer, a contrario, des exemples de réussites, exemples qui se raréfient, hélas ! au fur et à mesure qu'on s'approche des années 70. Réussites là encore relatives : les architectes n'y trouveront ni l'inspiration sacrée ni le génie qui restent bizarrement les moteurs mythiques de leur profession, au moins de bonnes et simples règles dont ils ne se sont pas encombrés à l'école. Les habitants n'y trouveront pas un catalogue, mais les moyens, si tant est qu'on leur laisse, de se défendre. Après cinquante années d'indivisibilité, d'intolérance, de « vivre et la mort », le rapport de Jean-Michel Bloch-Lainé, sont peut-être les « actes » de l'évitement et de la tolérance.

FREDERIC EDELMANN.

★ « La question du logement », Techniques d'Architecture, numéro 311 et 312, octobre-novembre et décembre 1978.

UNE SELECTION

cinéma

LE TROUPEAU D'YLMIAZ GUNNEY ET ZEKI OKTEN

Un grand voyage, en train, d'une famille et d'un troupeau de moutons à travers la Turquie. L'espace devient le temps, deux mondes s'affrontent, l'un se perd dans l'autre. Sans le malheur. REPRISSE. — Chabroux, de Roman Polanski : comment un film récent peut procurer les mêmes délices qu'un retour à un chef-d'œuvre ancien et classique. Jules et Jim, de François Truffaut : un trio universel, la grâce des interprètes et la musique de Georges Delerue. Le Comtesse aux pieds nus, de Joseph Mankiewicz : tout un flash-back dans la vie d'une femme, intelligence et beauté saluées par Truffaut en 1955.

All that jazz, de Bob Fosse : prodiges de la comédie musicale nourrie par la réflexion, les désirs et les malheurs d'un homme. The Rose, de Mark Rydell : le destin d'une chanteuse, avec Bette Midler qui emporte tout.

théâtre

CAEN, LE QUÉBEC, JEAN-PIERRE MIQUEL AU FESTIVAL D'AVIGNON

C'est le 17 juillet que Jean-Pierre Miquel crée, à la cour d'honneur, la Mésalliance — celle des Afrides, — qui se joue ensuite en alternance avec le Conte d'hiver, dans la mise en scène de Jorge Lavelli. La

Comédie de Caen vient, avec plusieurs aspects de son travail, ce mercredi 16 juillet, au théâtre municipal, avec le Nouveau Menoza, de Lenx, et des « Pratiques d'écriture », jusqu'au 20. Le Théâtre-école de Montreuil continue à jouer Henri VI, plus, à partir du 18, à 17 heures, le Mace chez les petits bourgeois, tandis que Michel Garneau et ses comédiens — qui avaient découvert le public du festival au temps du Théâtre Ouvert — tiennent, salle Benoît XII, les Sept Paroles du Québec, jusqu'au 20. A la cour de l'Oratoire, Philippe Faure présente la Mésalliance, en alternance avec du théâtre musical. André Benedetto arrive de Caracassonne avec la Bataille de Montebello, et Gérard Gelas poursuit, au Chêne noir, les représentations de son Oreste.

LE MAGIC CIRCUS ET JACQUES VILLERET AU FESTIVAL DE LA CÔTE D'OPALE

Sur la Côte d'Opale, le théâtre tient moins de place que le cinéma, les concerts, la danse, le jazz. Mais le 18 juillet est faste puisque Jacques Villeret installe le comique de sa tournée à Étaples et que, le même soir, à Calais, vient le Magic Circus avec son superbe spectacle la Méthode du malheur, poésie, tendresse, joie bryannia garantie.

musique

ORANGE A CARPENTRAS Nouvelles fusées dans le ciel des festivals de Provence : à Orange, miraculeusement sauvées, les Chorégies proposent la « 8^e Symphonie » de Mahler, cette apothéose

panthéiste de la nature, avec l'Orchestre national et Mira Zakai, sous la direction du « nouveau Bernstein ». M. Tison Thomas (le 18, à 22 h.), et un superbe « Rigoleto » avec Barbara Hendricks, Renée Brunon et surtout le fameux Alfredo Kraus sous la direction de L. Gardelli (le 19, à 22 h.). Lyrique aussi à Carpentras, où Pierre Dervaux dirige « la Patroche » d'Offenbach (les 23, 28 juillet, 2 et 5 août), en attendant « l'Inédit de la déesse », un Haydn qu'il ne faudra pas manquer (du 4 au 7 août). A noter aussi « le Messie » de Handel par l'université d'Heidelberg (le 20).

FESTIVAL D'ALBI

Pour la septième fois, J.-P. Waller organise à Albi un festival parallèlement à une académie d'été de haute valeur. On notera la présence de l'Ensemble orchestral de Paris, de l'Ensemble instrumental de Grenoble, de M. André (le 29), G. Tacchino, J.-P. Rampel, A. Lagorce, B. Riquito, etc. (du 22 juillet au 10 août).

SAISON BRITANNIQUE A GENEVE

On évite le nom de festival à Genève, mais les concerts dans la cour du vieux hôtel de ville le mériteraient bien : donnés avec l'Orchestre de la Suisse romande (huit fois), le Quatuor Gabriel, le London Sinfonietta, J. Bowman, H. Lester, etc., ils feront en particulier un panorama très complet de la musique d'Irlande et d'aujourd'hui en Grande-Bretagne (jusqu'au 27 août).

Nouvelle compagnie de chant populaire de Naples (Villeneuve-les-Avignon, le 17) ; Clemencio Consort (Royaumont, le 17) ; Golden Gate Quartet (Narbonne, le 17) ; Delalande et Charpentier, dir. : M. Corboz (Saint-Mert, le 17) ; J.-V. Thibaudet (La Castellet, Var, le 17) ; Intégrale des sonates de Bach, par J.-P. Broeze.

J.-P. Waller et F. Lodéon (Saint-Bertrand-de-Comminges, les 18 et 19) ; Ch. Ferras et P. Barbot (la Grande-Motte, le 18) ; Symposium Musicum de Prague (station Aubert du R.E.R., le 18, à 18 h. 30) ; Trio de Trieste (Grand-Hôtel, Paris, le 18, à 18 h. 30) ; Brahms, par le Chœur des instituteurs moraves et l'Orchestre de Lormain, dir. : M. Tabachnik (Faculté de droit, Paris, le 18) ; le Jeu de l'étoile, par la Schola de Cambréige (Senanque, le 18 et Villeneuve-les-Avignon, le 19) ; « Attitudes », spectacle d'Elise Rosa, musique de Ph. Boumans (Avignon, les 19, 21, 23 et 25) ; Beethoven, Ravel, Schubert, par le Trio Delta (Scaux, le 19, à 17 h. 30) ; The Star of Faith of Black Nativity (Saintes-Maries-de-la-Mer, le 20) ; Saint-Cyprien, le 21 ; Cap d'Agde, le 23 ; Port-Barcarès, le 29) ; Messe en si mineur de Bach, dir. : Ch. Mackerras (Alzou-Provence, le 20, à 17 h. et le 21, à 21 h.) ; Berlioz, par l'Orchestre de Lille, dir. : J.-C. Cassadeus, avec J. Rhodes (Vallon-la-Romaine, le 20) ; Hopkinson Smith, luth (Saint-Julien-le-Pauvre, Paris, les 20, à 20 h. 30 ; 21, à 18 h. 30 et 22 h. 30) ; Chapelle royale Saint-Georges de Windsor (Saint-Séverin, le 21) ; Chants liturgiques juifs (Senanque, le 22 et Villeneuve-les-Avignon, le 23) ; Ensemble Tudor de Montréal (Saint-Etienne-du-Mont, le 22, à 18 h. 30 et 20 h. 30) ; Œuvres religieuses de Lully et Handel, par le NOP et le Monteverdi Choir, dir. : J.-E. Gardiner (Saint-Germain-des-Près, le 23).

expositions

GROMAIRE AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

La première rétrospective, avec près de cinq cents numéros, tableaux, dessins, projets de tra-

vaux décoratifs, d'un peintre de la tradition française. Le musée, qui possède une importante collection d'œuvres de Gromaire, due à un legs Girardin, évoque, avec beaucoup d'attention, l'art de ce peintre doublaient lié au cubisme et au réalisme, qui avait connu ses plus beaux moments dans les années 30.

NIKI DE SAINT-PHALLE AU CENTRE GEORGES-POPIDOU

Lorsque, à vingt ans, elle avait commencé à peindre, Niki de Saint-Phalle n'imaginait pas avoir un jour une rétrospective dans un musée. Voilà qui est fait grâce à Beaubourg. La naïveté des premières toiles, l'agressivité des suivantes, tirées au fusil, façon « néo-réaliste », le dédramatisant merveilleux des « Nanas » peints à l'aide de la sculpture de jardins monumentales... C'est la trajectoire illogique d'apparence, mais cohérente, d'une femme qui a pris le parti de peindre sa vie.

GEORGES BRAQUE A FONDATION MAEGHT

Un hommage à Georges Braque, l'autre inventeur du cubisme, avec cent cinquante œuvres prêtées par des musées et collectionneurs du monde entier.

ESPRITS ET DIEUX D'AFRIQUE AU MUSÉE CHAGALL DE NICE

Après Rembrandt et la sculpture romaine, des statues d'Afrique provenant des collections nationales et de prêts étrangers. Qua-

tre-vingt-dix objets choisis pour leur pouvoir à figurer et à évoquer les esprits, les génies et les dieux, mais aussi pour les qualités plastiques d'un art qui, aux premières années du siècle, avait, par son influence, permis le renouvellement de la peinture moderne.

CEFS-D'ŒUVRE IMPRESSIONNISTES DE CHICAGO A ALBI

On s'étonne de voir à Albi, alors que les prêts entre musées deviennent de plus en plus difficiles, un tel ensemble de chefs-d'œuvre impressionnistes appartenant à la fameuse collection de l'Art Institute de Chicago. Politisme en retour : supervisant le Musée d'Albi avait envoyé ses Toulouse-Lautrec à Chicago ! Exposition à voir, surtout si on ne prévoit pas d'aller du côté du Michigan...

variétés

RICHARD GOTAINER ET COLUCHE AU CAFÉ DE LA GARE

Un drôle d'énergumène qui chante pour la première fois en public, et puis Coluche, son éternelle salopette, et ce qu'il continue à dire, qui fait rire, mais il n'y a pas de quoi, en fait. L'image qu'il renvoie des Français (toujours la même) n'est pas exactement flatteuse. Un spectacle un peu paresseux, mais une soirée hors du commun.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Rétrospective Apelles Fenosa au musée Rodin

UN SCULPTEUR CATALAN

par JEAN THIBAUDEAU (*)

NAISSANCE d'Apelles Fenosa à Barcelone en 1899. Les parents, d'origine paysanne, sont des anarchistes « verts » : ils ne mangent pas de viande. D'ailleurs, après avoir tenu une fabrique de jouets pour ses enfants, deux garçons et une fille.

A quatorze ans, Fenosa entre dans l'atelier du sculpteur Casanova. Une vocation ? Ce serait beaucoup dire. Chez Casanova, l'enfant écoute de menus travaux, et il a beaucoup de temps libre, c'est ce qui compte le plus. Il apprend le métier, mais surtout il garde la nostalgie de l'école où il était entré à dix ans, une petite école comme il en existait alors beaucoup, à Barcelone. Nous parlerons aujourd'hui de « pédagogie nouvelle », mais Fenosa voit son instituteur, qui vit toujours, plus que centenaire, comme un disciple d'Horace. On apprend en s'amusant. Filles et garçons étaient ensemble, dans la même classe. Et il y avait, dans cette école, des ténors, des plâtres d'antiques.

Ce premier maître aura été plus important que Casanova. Et de même, plutôt que le fer blanc ou les jouets palmiers, c'est l'ascétisme végétarien qui l'aura marqué. Adolescent, il ne songe pas à vivre de sa sculpture. Et il oublie de manger. Il marche dans Barcelone, portant sous son bras Ainsi parlait Zarathoustra, tout habillé d'une sorte de sentiment de supé-

riorité, et le ventre vide. C'est un mauvais souvenir.

Il vient en France en 1920. Pourquoi ? En bien, pour une histoire stupide, pour échapper à l'armée espagnole. Il était « insoumis ». Avant lui, son frère avait réussi à se faire réformer en avalant une quantité énorme de cachets de caféine. Lui-même n'avait en principe rien à craindre. Depuis l'âge de cinq ans, ses mains tremblaient. Ce qu'on appelle un « tremblement de l'écriture », pour cause d'« anodine phlébotomie ». Mais on ne sait jamais. Il ne s'était pas présenté au conseil de révision. Enfin, un jour, un ami, le sculpteur Graner, l'entraîne dans la caserne où il pourra régulariser sa situation. Malheureusement, on ne prend pas au sérieux ce tremblement des mains, venant après les palpitations de cœur du frère. Fenosa est incorporé. Il s'enfuit aussitôt, parce qu'il ne peut pas supporter l'odeur des cuisines.

Il se retrouve d'abord à Toulouse, dans une petite usine de figurines religieuses, puis il est à Paris, où il confectionne des portraits en bronze de la bonne société. Mais Casanova l'encourage à poursuivre sa chimère. Un jour de grande déprime, pour le consoler, il compare tout à tout, à son intention, tous les arts et la littérature à des femmes, et conclut à la gloire absolue de la sculpture : « Il faut tourner autour, c'est la femme ». Et surtout, Picasso l'oblige à travailler, sans qu'il s'en rende compte.

Un sentiment musical

Vie de bohème à Paris et à Barcelone. Les charmants patrons de l'Hôtel de l'Alsace, rue des Canettes, ne sont autres que Cécilia et Odilon Albarat, qui avait servi Marcel Proust, mais notre Catalan ne l'apprendra que plus tard, après avoir une fois de plus démissionné.

En 1922, Fenosa va exposer à Barcelone. Il restera dix ans en Espagne. Pourquoi ? En bien, c'est la stupide histoire de 1920 qui recommence. L'« insoumis » est devenu « déserteur ». Chaque passage de la frontière, absolument clandestin, est une aventure.

Et puis, en 1932, en Espagne, on proclame la République. Amnistie. Cependant, Fenosa demeure au sud des Pyrénées. Trop de choses se passent en Espagne qui le concernent.

La guerre civile. A Barcelone, Fenosa s'empêche à dissuader les anarchistes « rouges » de détruire les édifices chrétiens. Après quoi, la Généralité de Catalogne l'envoie au front, chargé de préserver de toute destruction églises et monastères. Il dispose d'une automobile, d'un chauffeur et de gardes du corps. Une révélation désagréable : les volontaires républicains, entre eux bien fraternels, aiment aussi la guerre pour la guerre.

Retour en France en 1939. L'occupation. Chez Picasso en 1942, quand des Grands-Augustins, Picasso modèle une tête de Fenosa, et

Fenosa une tête de Picasso. Toutes deux sont perdues. Spectateur d'une de ces séances, Eluard s'efforce de convaincre Picasso d'adhérer au parti communiste. Fenosa suggère que la révolution soviétique est la première des révolutions, à s'affirmer « contre la liberté ». A la séance du lendemain, Picasso : « Eluard a dit que tu avais raison. »

1944. Fenosa entreprend un monument à la mémoire des martyrs d'Oradour. Achevé, la sculpture, une femme nue, de plus de 3 mètres de haut, entourée de flammes, et qui aurait dû être placée sur une colonne de pierre, commande du Comité de la Résistance de Limoges, est dénoncée par l'évêque.

Fenosa a traversé le temps pour sa chimère, ou plutôt l'accompagnement. Il est seul, à l'écart. Entouré de cubistes ou de surréalistes, il n'est pas surréaliste ou cubiste, comme, dit-il, Cocotou étant son ami, il n'est pas pédestre.

Il n'imita pas non plus Picasso. « Picasso aime la beauté. Il n'était pas le diable. » Ainsi existait-il un Picasso fenosien, celui qui chaque matin offrait à son fils Paul un nouveau jouet, qu'il avait fabriqué dans la nuit. Fenosa évoque encore des pigeons de terre cuite, « d'une tendresse merveilleuse ».

Ou cette anecdote : comment Picasso dansa de joie, Picasso qui n'est plus un jeune homme, quand ces jeunes gens venus de Barce-

lone, le peintre Pedro Pruna et Fenosa, lui donnent à penser qu'ils aiment vraiment la très grande toile, qui était retournée contre un mur, qu'il leur montre, des femmes au trait blanc, sur fond noir. Et par exemple Fenosa aime de Picasso, en sculpture, la Tête de faune (1943), qui est faite d'une selle et d'un guidon de vélo, « c'est de la poésie ». Et n'aime pas la Guenon et son petit (1952), avec sa tête constituée d'une auto miniature : « c'est du mot d'esprit, du calembour » (1).

Portrait de Fenosa, par Eluard : Fenosa est ami / Que l'appelle mon fils / Tremblant comme une balance

Des preuves d'immortalité

Le chemin étroit de Fenosa, ignorant des avant-gardes, trace une voie royale de la poésie. Et rien de plus juste. A dix-sept ans, l'adolescent allait voir Gaudí pour entendre dire qu'il avait raison de quitter une maison familiale qui avait raison de le retenir, mais c'est à sa propre idée qu'il doit de confondre l'homme et l'animal, le végétal et le minéral, dans son image de la femme. Il est moins intéressé par ce qu'il peut voir de sculpture, de peinture ou d'architecture, que par ce qu'il peut lire de poésie. Dante, où il apprend l'italien, et par-dessus tout, la Vita nuova, dont il possède à présent, comme un trésor, un exemplaire de l'édition originale, qu'il n'a pas besoin d'ouvrir, pour en réclamer par cœur :

Donne d'avante intellect d'amore / l'vo' con voi de la mia donna dire, / non perché ora sus lauda finire, / ma ragionar per lofogar la mente.

Depuis le milieu des années 50, Fenosa partage ses jours entre son atelier de Montparnasse et sa belle maison en Catalogne, à Vendrell, la patrie de Pablo Casals.

Il est très persuadé que la Catalogne est en train de revivre. Il faudra, dit-il, une génération. Déjà, les enfants des « immigrés » espagnols sont de vrais Catalans.

Quant à Fenosa, il aura obstinément affirmé le génie méditerranéen de son pays, par son amour de la musique, de la danse, et de la poésie, et son opiniâtreté à transmettre la matière en esprit. Ses grandes œuvres, après la femme d'Oradour, en témoignent : un Polyphème (1948), un Roland furieux (1971), le Monument à Pablo Casals (1975), qu'il a offert à Vendrell. Comme aussi la moindre de ses statuettes féminines. Et s'il lui fallait nommer un sculpteur, entre tous, ce serait Phidias, comme il met Dante au premier rang des poètes.

Combien de sculptures sont sorties de ses mains ? Cinq mille, peut-être.

(1) Numéros 302 et 330 dans le catalogue Picasso. Œuvres regues en paiement des droits de succession, Grand-Palais, 1978-80.

Calmé comme une statue / Cecil, de Francis Ponge : / Il est certain que la lumière est aveugle ; une sorte de cyclope aveugle ; et qu'il faut donc la guider.

C'est ce que fait le sculpteur, / avec sa spatule. / Mais la sculpture, aussi, pourrait être un art d'aveugle.

Elle n'a pas absolument besoin de la lumière pour être sensible. / On peut en faire l'expérience avec certaines statuettes de Fenosa, parcourues de la main, / (en fermant les yeux. / Une sorte d'écriture Braille. / Ou bien, dès 1924, Max Jacob : / « Un sentiment musical... et beaucoup de dignité. »



COLETTE, par FENOSA (1946).

Les métamorphoses d'Apel.

C'EST une revue à grand spectacle, avec ses bouquets neigeux de palmiers et de palmes, qui vous attend dans la vaste salle d'exposition du musée Rodin, avant même de chercher à identifier les sculptures qui la peuplent. Pourquoi insister sur la fêrte de ce premier contact, sur cette mise en scène réglée par Mme Monique Laurent, et d'autant plus séduisante qu'elle se déploie dans un décor nu et inondé de lumière ? Parce qu'elle s'accorde à merveille avec la luxuriance néo-baroque d'Apelles Fenosa, que le groupe Le beau temps (follement empenché) pourchassant la tempête domine et symbolise.

La plupart des autres pièces monumentales sont à l'extérieur. Mais la centaine de figurines rassemblées par la plus importante rétrospective de Fenosa qui ait été présentée en France n'ont nul besoin d'agrandissements pour emporter notre adhésion. Au contraire.

Elles retracent le processus morphologique à double sens qui préside à l'évolution du sculpteur, et dans son déroulement, et dans ses motivations profondes. Comme si l'adventure humaine, au lieu d'aboutir au type achevé de notre orgueilleuse espèce, partait des formes « classiques » des premières années parisiennes — une Tête de 1923, un Guitariste anecdotique de 1925, le buste en marbre de Pilar Superolleta de 1927 — pour se fonder

dans le règne végétal. Ce transformisme à rebours a passé par beaucoup d'antépassants avant la série des années 60 où peu à peu le corps féminin, dont la vénusté hante la quasi-totalité de l'œuvre fenosienne, se mue en Madrepore (1962), puis en femme-feuille (Métamorphose 1962, Métamorphose 1963, où la tête a disparu), enfin en élégantes palmiers de dentier (Métamorphose 1964). Le mythe de Daphné est éternel.

Les autres mythes méditerranéens aussi. La fabuleuse antiquité, bouclée, annulée, née de la volute et de la coquille, resurgit dans ces petits bronzes : Ulysse apparaissant à Nausicaa et à ses servantes, Pénélope, Polyphème aveugle. Car Fenosa est nourri de poésie, homérique ou moderne. C'est Rimbaud qui a fait émerger Ophélie de l'onde calme et noire d'un très beau bas-relief. Et nombreux sont les poètes que notre sculpteur a fréquentés et dont il a modelé et respecté les traits. Voici donc une galerie de portraits documentés précieux à plus d'un titre. Au-delà des apparences, ils traquent une vérité qui sort de la bouche et de la plume de leurs modèles. Il fallait les écouter ou les lire.

Toute une carrière « mouvementée » — on fait seulement allusion au dynamisme de cette statuette — est ainsi condensée au musée Rodin.

JEAN-MARIE DUNOYER.

MARIGNY

SALLE GABRIEL
5 REPRESENTATIONS
EXCEPTIONNELLES
ROSINE FAVEY
Du 15 au 20 juillet

THEATRE EN ROND 357810

HUIS CLOS
JEAN-PAUL SARTRE

AIDE LIBRE MONTPARNASSE

3, impasse de la Gaîté, 75014 PARIS, tél. 322-70-78

LE CONCILE DES FOUS

D'après les contes d'EDGAR POE

Avec Diane Poliac

Mise en scène Philippe POLIAC

A 23 H.



maison rouge

théâtre de la politique

TRIAXION DU PARC DE BAGATELLE

BOIS DE BOULOGNE

L'ART DU COSTUME

DANS LES FILMS DE VISCONTI

Jusq. 2 Sept. - Entrée Gratuite. T.L.J. et Samedi de 11 h. à 17 h. 30

Musée National Message Biblique MARC CHAGALL

ESPRITS ET DIEUX D'AFRIQUE

jusqu'au 3 novembre

NICE (93) 81-75-75

Galerie Andrée RAYNAUD

10, rue Gaston-de-Saport

AIX-EN-PROVENCE

JACQUES GAUTIER

BIJOUX - SCULPTURES

12 juillet au 31 juillet 1980

UGC BIARRITZ VO • UGC OPERA VO • 14 JUILLET BASTILLE VO • 14 JUILLET PARNASSE VO • 14 JUILLET BEAUGRENELLE VO • RACINE VO

écrit par : **YILMAZ GÜNEY**

Le Troupeau

réalisé par : **ZEKI OKTEN**

Plus rien ne compte devant cette simplicité, cette vérité, cette beauté. (Télérama)

A voir absolument. (Le Point)

هكذا من الأمل

Troisième

Troisième

Troisième

Troisième

Troisième

Troisième

Troisième

Troisième

Troisième

Troisième

Métiers anonymes

Les travaux pratiques de l'expression orale

TOUT le monde sait parler, mais qui sait se faire entendre ? Le mal du siècle demeure l'incommunicabilité : drame des familles déchirées par le silence, drame de l'enseignant isolé derrière le mur d'ennui qu'il édifie jour après jour, de l'étudiant paralysé à l'oral, drame du bafoilleur à la recherche d'un emploi, du vendeur qui vante mal son produit.

« Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement », apprend tout écolier. Boileau s'était trompé. Connaître son texte, être persuadé de sa vérité ne suffit pas, encore faut-il transmettre sa conviction, laisser venir les mots et les regards qui vont avec, un rien tendres

— mais pas trop, attention au style dragueur. Respirer avec calme afin d'enchaîner harmonieusement les phrases — pas trop de volubilité, attention au style camelot. Moduler des inflexions vibrantes — mais retenues, attention à la familiarité. Ne pas se montrer trop enveloppant, ni timide. Ne pas crispier les poings dans les poches, ne pas nouer nerveusement les doigts ni agiter les mains, ne pas tenir le dos raide. Parler est aussi une question de comportement : aisance, souplesse, sourire des yeux, chaleur, franchise, complicité à fleur de visage, le corps se porte en même temps que la voix vers l'auditoire convaincu. C'est cela s'appelle l'expression orale.



En pleine lumière, ils savent se comporter comme s'ils étaient seuls, devant des centaines de regards exigeants fondus dans l'ombre. Ils ont appris à faire suivre des histoires, à faire comprendre des phrases inhabituelles, à rythmer de longues tirades, à écouter leur partenaire comme s'ils l'entendaient pour la première fois. C'est le b.a.ba du métier de comédien.

On envie leur aisance et leur éloquence, leur manière de capter l'attention, de convaincre, de séduire. La question qui leur est le plus souvent posée — à part : « Comment pouvez-vous rester tout ça ? » — est : « Vous n'avez pas le trac ? ». Si, ils ont le trac, mais ils ont dû apprendre à le dépasser. Alors, en secret, on leur demande de montrer comment, et ils deviennent professeurs, ils enseignent l'expression orale.

On fait alors appel à des spécialistes du comportement, les « mécanistes », à des « pay », à des comédiens qui ont appris, par expérience, à se débarrasser du trac. Ils sont encore minoritaires d'abord, parce que dans les films fondés — ou même à la surface — de l'inconscient collectif français, le comédien reste un bouffon, un bohème qu'il n'est pas bien raisonnable de mêler aux choses sérieuses de la vie.

D'autre part, si l'enseignement de l'expression orale utilise des

Cent vingt jours d'un comédien

L'enseignement de l'expression orale se pratique dans le cadre de la formation continue, d'une manière officielle donc, cependant anonyme. Contrairement à ce qui se passe dans les pays anglo-saxons, sous nos cieux latins on se sent humilié de devoir apprendre à énoncer clairement ce que l'on conçoit bien, humilié d'avouer que l'on n'est pas à l'aise en public.

On fait alors appel à des spécialistes du comportement, les « mécanistes », à des « pay », à des comédiens qui ont appris, par expérience, à se débarrasser du trac. Ils sont encore minoritaires d'abord, parce que dans les films fondés — ou même à la surface — de l'inconscient collectif français, le comédien reste un bouffon, un bohème qu'il n'est pas bien raisonnable de mêler aux choses sérieuses de la vie.

D'autre part, si l'enseignement de l'expression orale utilise des

techniques d'acteur, il ne peut pas se confondre avec la mise en scène, exige des qualités particulières, pédagogiques, bien entendu, et une maîtrise de la subjectivité qui n'empêche pas la disponibilité. Se trouver face à un groupe, généré d'être là, donc agressif, est éprouvant pour les nerfs. Il faut éviter de se montrer autoritaire, de se projeter, de se laisser aller à des interprétations hasardeuses, à des psychanalyses sauvages. Les stagiaires viennent pour s'entraîner à maîtriser leur parole — et aussi leur pensée, ce qui est moins évident. Le comédien n'est pas professeur ou metteur en scène, mais formateur. Seulement, la formation des formateurs n'existe pas. « Il ne faudrait pas croire que le métier puisse devenir un palliatif du chômage », dit Hugues Llesse.

Hugues Llesse a débuté à la radio à Strasbourg, puis est

entré dans la troupe de Guy Rétoré avant que le T.E.P. devienne théâtre national. Il y est resté dix ans et a participé à des animations. De plus en plus, il s'est intéressé à un type de contact qui n'est pas celui de maître à disciple qui n'est pas non plus le désir de plaire aux spectateurs, qui ressemble à la transmission d'une expérience plus qu'à celle d'un savoir. Quelque chose de paternel. Il connaissait Robert Marcy, comédien, homme de radio, qui a constitué une sorte de bureau spécialisé, et il l'a rejoint. Il fait partie de son équipe. Cent vingt jours par an, il anime des groupes à la demande des entreprises, pour qu'il s'agit de compenser les cloisonnements, de faciliter les relations humaines, la circulation entre les différents échelons hiérarchiques, de faire représenter dignement la maison dans les séminaires, les congrès, les interviews.

La clientèle est faite de « vendeurs au sens large », cadres commerciaux surtout, mais aussi avocats, présentateurs de télévision. Le monde agricole s'y met

quand il est question, par exemple, de préparer un « face à face ». Les leaders politiques y

ont également recours, mais en privé et top secret. Avec des gens de spectacle.

Le personnage attendu

Entre les mécanistes qui enseignent les techniques de comportement, qui partent de l'extérieur pour arriver à une maîtrise intérieure et les « pay » qui expliquent les processus de blocage pour arriver à les surmonter et à se conduire « naturellement », les comédiens organisent des travaux pratiques. Ils montrent comment se jouer soi-même dans une situation déterminée et — c'est l'essentiel — en étant regardé. Cela s'appelle l'entraînement à la parole, au dialogue, à la discussion, à la présence. Cela consiste à se déguiser en ce qu'on veut montrer de soi, à mettre en avant le personnage que les autres attendent.

Il faut correspondre à des schémas précis, reconnaissables et amener les autres, le supprime, faire voir le chef du problème comme si on la connaissait... Il faut que les spectateurs

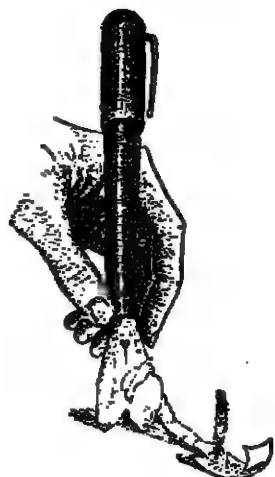
puissent identifier le personnage, s'identifier à lui, suivent son discours sans rêver et saisissent dans l'harmonie des mots la phrase importante, afin de savoir quoi penser et à quel moment répondre, si besoin est.

« J'y ai pris goût et c'est devenu mon occupation principale », dit Hugues Llesse. Je fais encore des têtes de temps en temps, mais comme je n'ai pas besoin de cachotter pour vivre... De toute façon, on ne peut pas exercer ce métier par simple nécessité financière, on y est trop impliqué. Parallèlement, je suis en psychanalyse. Ce n'est pas obligatoire, pour moi c'est le « conseil-tout-à-la-fois » indispensable. C'est dur à supporter les cent vingt jours.

Cent vingt pièces différentes à jouer, auxquelles manque le plaisir de la poésie.

COLETTE GODARD.

COURRIER



UNE LETTRE DE M. J.-P. LECAT

Après la publication d'un article de Frédéric Bédmann, « L'archéologie rétrospective » (le Monde daté 5-6 juin), dans lequel étaient évoquées deux informations de la « Lettre d'information bimensuelle » du ministère, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, nous écrit :

Il aurait été sans doute utile de préciser que cette lettre n'est pas destinée au grand public et est diffusée essentiellement auprès des moyens de communication pour les alerter sur des sujets susceptibles de retenir leur intérêt.

La pratique courante suivie par les journalistes est alors de demander communication du dossier complet de chaque affaire qui les intéresse.

1) Dans le dossier complet de l'aménagement du jardin des Tuileries, votre collaborateur aurait noté que les 10 millions de francs de travaux qui sont progressivement engagés vont conduire à une remise en état totale du jardin et de sa situation.

Il a été commencé par le plus urgent : les plantations. Les travaux des grillons et de certaines pièces de la statue sont en cours. Les lampadaires réalisés par la ville de Paris, sur un programme antérieur n'ayant aucun rapport avec le programme spécial seront intégrés dans le dispositif

d'éclairage général du jardin que, pour des raisons évidentes, on ne peut installer qu'à la fin des travaux.

2) En ce qui concerne le chantier de Rouen, il s'agit d'un petit chantier de sauvetage dont la clôture a été prononcée au moment où les études indispensables sur des éléments susceptibles d'être détruits par les travaux avaient été faites. Les objets mobiliers découverts ont été préservés. Ils seront, après étude, exposés dans un dépôt ouvert au public.

Universités des Tuileries et autres royaumes, associés contre nature dans cet article, n'ont, en fait, pas fait l'objet d'une demande de communication de dossier complet. Mais une telle demande était-elle utile ? Nous, aurions appris que les lampadaires n'ont pas été installés à la fin des travaux (c'est dans la Ville la coupable) seront éliminés, ce qui laisse supposer qu'ils seront conservés comme tels. Leur mise en cause reste donc, à notre sens, bienvenue. Nous y aurions encore appris que le sous-sol du pavillon, à Rouen, ne méritait qu'un « petit chantier » : l'intérêt de l'archéologie est chose bien relative. Il y a pourtant des pays, et même des villes françaises (Tours par exemple), où ce genre de travaux donne lieu à des dossiers plus « complets ». Cela dit, et pour revenir aux Tuileries, l'initiative du ministère est heureuse, qui consiste à redonner aux jardins leur fraîcheur (réverbères, sembla-t-il, exceptés), après 1973 et 1976, des fêtes officiellement acceptées les auront si spectaculairement défranchées. — F. B.]

LA MORT DE JORGE CEDRON

Le 1^{er} juin, le cinéaste argentin Jorge Cedron a été troué mort dans les locaux de la police judiciaire. Qui des Orfèvres, à la suite de quatre coups de couteau qu'il semble s'être donné lui-même dans la région du cœur. Jorge Cedron était interrogé comme témoin libre ainsi que son épouse Marta Montero au sujet de l'enlèvement de M. Sarmiento Montero Ruiz, père de la jeune femme, ancien maire de Buenos-Aires, importante personnalité du pays. De passage à Paris, M. Montero avait été enlevé le 31 mai. Les rumeurs assésaient pour le libérer une rançon de 100 000 dollars. M. Montero a été relâché le 3 juin, après la mort du cinéaste sans que la rançon exigée ait été versée (le Monde, daté 5-6 juin).

Jorge Cedron aurait-il subi des pressions ? Il était connu en tout cas pour son engagement contre le régime militaire. Il avait réalisé en particulier un film interdit en Argentine, Opé-

ration massacre, dont l'auteur, Rodolfo Walsh, et deux des participants, Julio Tzuc et Armando Imaz, ont disparu.

Julio Cortazar, Jean-Paul Sartre, Anatole Daumen, Pao Dumas, Jacqueline Lenoir, Antonio Seguí, nous ont fait parvenir la lettre suivante.

Jorge Cedron est mort. Sa mort est voilée d'un rideau de silence. Mais, comme le cinéma de Cedron s'est précisément attaché à percer les murs du silence, nous avons voulu apporter ici le témoignage de notre solidarité à sa vie comme à sa mort.

Il avait trente-huit ans, un passé de pauvreté et de combat politique, de popularité et de prestige. Il était, en présent d'exil.

Il avait réalisé deux courts métrages, La Vereda de enfrente et El otro lado, et quatre longs métrages : El Habilitado, Por los senderos del Libertador, Operación Masacre, Tango ; forcé de quitter l'Argentine en 1977, il laissa derrière lui un film inachevé, dispersé et probablement détruit. Il préparait le tournage d'Asile, un long métrage sur l'exil.

Avec El Habilitado, Cedron obtint, outre plusieurs invitations pour des festivals européens, le Prix de la critique argentine, mais ce film lui valut aussi la méfiance du monopole de distribution cinématographique de ce pays. Sans concessions pour les autorités officielles, Cedron créa une maison de production et de distribution marginale.

El 1^{er} juin, en 1971, Operación Masacre, reconstruction et analyse d'un massacre ordonné en 1966 par le général Aramburu. Film dont la réalisation, de par sa complexité, son coût, ses conditions de quasi-clandestinité, a représenté un véritable tour de force et dont la signification de résistance politique, humaine, populaire, défie, au-delà de ses représentants conjoncturels, la notion même de gouvernement militaire.

Four Rodolfo Walsh, auteur du livre et du scénario, écrivain et journaliste, aujourd'hui porté à disparu, a pour Julio Tzuc, protagoniste et survivant du massacre, qui tint dans le film son propre rôle, assassiné en octobre 1974 par l'Alliance anti-communiste argentine (des trois « A »), pour Armando Imaz, l'un des assistants-réalisateurs, assassiné par la junte en 1977, pour Jorge Cedron, surnommé « le Tigre », mort à Paris parce que les barreaux des cages de l'exil se sont pour lui, confondus avec ceux des prisons qui ont tué ses milliers de frères argentins. Operación Masacre, ce n'était pas seulement du cinéma. C'était le sang et la vérité de leur histoire et de leurs vies.

LES FRANÇAIS A LA BIENNALE DE VENISE

À la suite de l'article de Geneviève Brezette consacré à la Biennale de Venise (le Monde daté 15-16 juin), nous avons reçu de M. Gilles Flay, commissaire chargé de la sélection des artistes pour la pavillon français, une lettre dans laquelle il juge le paragraphe que notre collaboratrice consacra à cette sélection comme une manifestation d'humour qui eût pu lui avoir fermé les yeux autant que l'esprit ; et il explique son choix. En voici quelques extraits :

(Geneviève Brezette) ne semble pas avoir vu ce qui est présenté dans ce pavillon : quatre expositions, quatre artistes, quatre artistes : Kijno, Marguerite Monzy et Yoru, travaillant chacun dans une voie différente de la peinture, mettant chacun en œuvre une problématique originale. [...]

Elle s'interroge sur l'idée que j'ai eue de choisir ces quatre là : [...] pour montrer la persistance et la bonne santé de la peinture dans le monde actuel, de nouveaux moyens d'expression artistiques ; inviter des peintres qui n'appartiennent à aucune école, ne sont soutenus par aucune grande galerie, échappent à tout effet de mode ; choisir des œuvres qui témoignent d'une personnalité et d'un travail dans une cohérence plastique qui se fondent plus sur une expérience sensible que sur des principes théoriques. [...] Mon choix, bien sûr, n'était qu'une possibilité parmi d'autres, mais j'en assume l'entière responsabilité.

(Trouvant fort regrettable le parti de la sélection française, j'aurais préféré ne pas développer un propos qui, selon moi, pouvait faire du tort aux quatre artistes présentés, dont l'homogénéité n'est d'ailleurs du travail ne sont en cause, mais, puisque Gilles Flay n'y tenait, je dirai simplement :

— que son choix ne me semble pas représentatif de ce qui s'est passé en France dans les années 70. C'était tout de même le thème général de la Biennale, et les commissaires nationaux étaient invités à le traiter.

— qu'il a rendu un très mauvais service aux artistes en question en les montrant dans une manifestation internationale dont on est en droit d'attendre sinon la révélation de personnalités hors pair, au moins d'hommes à la sensibilité de situer au mieux la création dans un pays à un moment donné. Gilles Flay n'est pas le seul à avoir commis cette erreur. Ce n'est pas une excuse. — G. B.]

CHORÉGIES D'ORANGE

THÉÂTRE ANTIQUE NATIONAL

18 JUILLET

MAHLER

« 3^e SYMPHONIE »

soliste : MIRA ZAKAI

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Direction : MICHAEL TILSON THOMAS

27 JUILLET 1980 (22 h.)

MOZART

« GRAND-MESSE EN UT »

Direction : VITTORIO NEGRI

Pour ces deux concerts réservation : Orange tél. (16) (90) 34-24-24 16 (90) 34-15-52

CLASSIQUE, JAZZ, ROCK, FOLK : TOUS LES FESTIVALS D'ÉTÉ, LES DELIOPHONES, RICCARDO MUTI, BORIS GODOUNOV, LES NUITS DE VENISE, LONDRES ET NEW YORK, LES DISQUES ECONOMIQUES

Au sommaire du numéro 25 du Monde de la Musique, le panorama le plus complet des festivals de l'été avec une vaste sélection commentée, les programmes et les adresses.

Conseillez-vous, par exemple, la pianiste, le marocain, ou le chœur d'enfants : voici rassemblés les plus beaux événements depuis des siècles : incroyables.

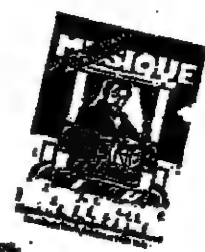
Riccardo Muti : comment ce chef de répertoire immense est-il venu à la direction d'orchestre ? Comment dirige-t-il un opéra ?

Opéra : vous pourrez voir et entendre « Boris Godounov » sur Antenne 2 au mois d'août. Nous avons enquêté à l'Opéra de Paris : voici comment on « monte » un opéra.

Egalement dans ce numéro, trois grands reportages : que sont devenus les orchestres qui ont fait la gloire des grands hôtels parisiens ? Quel rock incube dans les caves de Londres ? Dans quelles boîtes de jazz faut-il aller à New York ? La suite de notre enquête sur les pirates du disque, les hymnes nationaux, Jean-Paul Ferré, les portables HIFI, les autographes de musiciens, le quatuor à cordes et, bien sûr, les disques du mois et les disques économiques.

LE MONDE DE LA MUSIQUE

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.



هكذا من الأمل

Cinemas

[illegible]

SANT GERMAIN - EN-LAYE, C. L. (45-94-11) : Charlie Bravo (*) ; Charlie Bravo (*) ;

VELLEY, C.C. (948-34-30) : Comtesse pervers (***) ; Caligula (*) ; Charlie Bravo (*) ;

VERSAILLES, Cyrano (908-96-46) : Comtesse pervers (*) ; Charlie Bravo (*) ; Caligula (*) ; Les semences de vacances : le Shérif et les Extra-terrestres, vol. 2, ann. 24 b ; Little Big Man : C. L. (850-55-35) ; Charlie Bravo (*) ;

ESSONNE (31)

BOURSY - SAINT - ANTOINE, Bury (908-54-10) : La mission de la validé des lieux ; Nimlitz ; Les Loups de haute mer ; le Shérif et les Extra-terrestres, vol. 2, ann. 24 b ;

BURES - OREAY, les Olls (707-34-14) : L'Immortale ; Collège sans l'École des Sous-doués ; Soins Salers de Rumorie ;

COISEL, Arcel (68-05-44) : Le Col- lège sans l'École des Sous-doués ; Dr No ; Nimlitz ;

FRAMPES, Fédit Théâtre (484-34-10) ;

EVREY, Gaumont (70-06-23) : La Nuit des morts-vivants (*) ; les Soins du Remet ; Nimlitz ; le Shérif et les extra-terrestres ;

GIS - AUE - VERVY, Central Ciné (908-54-10) ;

LES - ORANGIS, Cinéochs (708-72-7) ; Saint l'artiste ; le Guerre des bou- tons ;

du 22 au

COMEDIE

RUY

TRICENT

Location:

(1897-36) : Piérot, le fou.
 (1901-36) : La Reine (1897-70) ;
 Charlie Bravo (1898) ; le Grand-
 panton de Barbe-Nour ; le
 chapeau des Actes-Serrettes ;
 Chitavrouz.

VILLENEUVE - SAINT - GÉORGES,
 Arlet (368-21-31) Contes per-
 verses ; le Malin ; le Grand-
 valet des rois ; Bons baisers
 de Russie.

VAL-D'OPPE (95)

ARGENTUEUX, Alpha (361-00-07) :
 Charlie Bravo (70) ; la Malédiction
 de la Reine ; le Grand-valet
 prince des ténébrs ; l'Immortale ;
 le Collège en folie ; On continue
 l'immortelle ; le Malin ; le Grand-
 valet des rois ; le Grand-valet
 (181-00-03) ; Nimitz, Mitomine
 Express (70) ; le Shérif est en
 prison ; le Shérif.

BEZONS, Théâtre (362-30-38) : Des
 Insectes de feu.

BOURVILLE, Bourvil (369-
 48-50) ; Nimitz ; l'Immortale ; Cal-
 galls (70) ; le Fantôme de Barbe-
 Nour.

ENGHIEN, Français (417-04-40)
 Calgalls (70) ; les Sous-Dou-
 ces Contes perses (70) ; les Héritiers ;
 le Grand-valet ; les Actes-Serrettes ;
 Nimitz ; le Crapaud.

FRANCOVILLE, Océ H-Langlois
 (417-04-40) ; Nimitz ; le Grand-
 valet des rois ; le Grand-valet ;
 l'Immortale ; Nimitz ; Bons baisers
 de Russie ; la Horde sauvage ;
 le Shérif est en prison.

31 juillet
FRANÇAISE
1800
BLAS
JOURNAL
96-10-20

CARNET

Marriages

M. et Mme Francis Moloney,
M. et Mme François Le Sannier
et leur fille,
Mlle Roselyne Conge,
M. et Mme François Pascood et
leurs enfants,
M. et Mme Raymond Deshieux,
M. et Mme Henri Bot,
M. et Mme Frédéric Darin,
M. et Mme Julien Carstien,
Mme Charles Darin,
M. Henri Notal,
font part du décès du
vice-amiral MIRAUD
grand officier
de la Légion d'honneur,
né à Paris, le 14 mai 1864, grand-père
deux fois, beau-père, survenu le 5 juillet
1986, dans sa quatre-vingt-troisième
année.
Les obsèques ont été célébrées dans la
plus stricte intimité au l'écueil
Saint-Jou de Sète, suivies de l'inhumation
dans le caveau de famille au
cimetière marin.
Les familles ont le plaisir de faire-part
à l'avenue d'Assas, Montpellier.
Le 22 février 1988 à 5 ans (Hérault).
M. et Mme Jean-Louis Baudouin
l'École navale, Enseigne de vaisseau au

**LÉGION
D'HONNEUR**

Sont promus officiers :
M.M. Alain Fara, inspecteur général, directeur régional des postes à Lyon; Michel May, secrétaire général de l'Association nationale des Postes; Jean Michaudent, directeur général de la caisse nationale des télécommunications; André Laffont, inspecteur général au service de l'inspection générale.

Sont nommés cheffiers :
Dont le directeur, inspecteur général à l'administration centrale; Pierre Denis, conseiller technique du directeur général de télédiffusion de France; Maurice Laffont, directeur, directeur départemental adjoint à l'administration centrale; Michel Laffont, directeur départemental à l'administration centrale; Georges Godofroy, directeur départemental principal des postes à Toulon; R. J. Gilbert Hie, secrétaire permanent de Sotefol; Jean Lamy de la Chapelle, directeur départemental des télécommunications du réseau national; Jean Ward, chef de service à

● **RECTIFICATIF.** — Une erreur s'est glissée dans la liste des personnes nommées chevaliers de la Légion d'honneur au titre du ministère de l'Industrie que nous avons publiée dans le *Monde* du 15 juillet. Il fallait lire au bas de la cinquième colonne : « Mme Jacqueline Durand, chef de service dans un groupe d'industries d'électricité, d'électrochimie et d'électronique ».

— On nous prie d'annoncer la mort du
comte Paul d'ARMERES,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,
agent général honoraire
des Messageries maritimes.
rapporté vivien, le 5 juillet 1900.
Les obsèques auront lieu le ven-
dredi 12 juillet, à 8 h. 30, en l'église
Sainte-Eustachie de Versailles.
De la part de :
Le comte Paul d'Armères, son
épouse,
ses enfants et petits-enfants,
Mlle Christiane d'Armères,
Le docteur Eugène Guillard,
Florence, Anne et Nathalie,
M. et Mme Etienne Vendroux,
Jean, Sophie, Caroline et Pierre,
M. et Mme Clémence d'Armères,
Maurice, Augustin, Thomas et
Francine,
Monsieur Roger Bonicianni, sa veuve,
Et toute sa famille.
On se réunira à 7 heures de faire-part
27, rue La Fayette, 75000 Versailles.

**POUR CEUX QUI LIRENT
RÉGULIÈREMENT A LEURS
NOTRE QUOTIDIEN
PROPOSE DES
AUX CONDITIONS
FRANCE :**

Quinze jours ..	75 F
Trois semaines ..	100 F
Un mois et demi ..	125 F
Deux mois ..	150 F
Deux mois et demi ..	175 F
Trois mois ..	200 F

ETRANGER (vols normaux) :

Quinze jours ..	75 F
Trois semaines ..	100 F
Un mois ..	125 F
Un mois et demi ..	150 F
Deux mois ..	175 F
Deux mois et demi ..	200 F
Trois mois ..	225 F

Dans ces tarifs sont compris le port et l'affranchissement. Pour faciliter, nous prions nos lecteurs de nous adresser leurs commandes accompagnées du règlement par chèque ou par mandat postal. Les commandes en espèces par mandat postal ou en lettres recommandées.

Le Monde SERVICE
5, RUE DES ITALIENS -

ma famille remercie toutes les personnes qui se sont associées à sa peine.

Tour, Strasbourg.

Messes anniversaires

— Pour le trépassé anniversaire du rappel à Dieu de
Jean SALUSSE,
maître des requêtes au
Conseil d'Etat,
décédé tragiquement le 23 juillet 1971, une messe sera célébrée à son domicile le 19 juillet, à 18 heures, en l'église Saint-Louis, sa paroisse à Tour.

Dieu pleure pensée et demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé et qui continueront fidèles à son souvenir.

« L'Adrian Tomic »
le SCHWEPPE qui vous étonne.
Ritter
et le SCHWEPPE qui vous ravive.

EMENTS NCES

RESIDENT RECEVOIR
ADRESSE DE VACANCES
N Le Monde
ABONNEMENTS
NS SUIVANTES :

.....	66 F
.....	58 F
.....	77 F
.....	100 F
.....	140 F
.....	171 F
.....	202 F

EUROPE (vriion) :

Quinze jours	50 F
Trois semaines	125 F
Un mois	160 F
Deux mois	241 F
Deux mois et demi	316 F
Trois mois	407 F

*montant des numéros demandés
indiquer l'inscription des abon-
nés de bien vouloir nous les
renvoyer correspondant des jours
et rédiger les noms et adresse*

CE DE LA PRESSE
ABONNEMENTS
75427 PARIS CEDEX 09.

[illegible]

	La ligne	La ligne T.A.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,48
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSÉES	La ligne	T.A.
OFFRES D'EMPLOI	39,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

THOMSON-CSF

Recherche pour sa filiale
THOMSON-CSF COOPERATION
chargée de la formation des clients étrangers du Groupe Thomson.

ingénieurs et techniciens

SPECIALISES DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DES ADULTES

capables de former, d'animer et de coordonner dans les spécialités suivantes :

- traitement de l'information : • radars • électrotechnique • hydraulique
- électronique générale.

Formation préalable assurée par l'entreprise.

Anglais souhaité. Paris, Moyen-Orient.

Envoyer C.V. photo au Service du Personnel
147, rue Yves le Coz 75006 Paris 16.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
recherche pour son Bureau d'Etudes et pour ses chantiers

INGENIEURS GRANDES ECOLES

spécialisés en pipe-line
on-shore et off-shore

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. et photo s/réf. 537 à M. Laporte - 1, rue
José Giner - 93220 Gagny - Réponse et discrétion assurées.

- Nous sommes une grande entreprise internationale du BTP.
- Nous construisons un barrage en ALGERIE
- Nous recherchons pour ce chantier

UN CHEF DE LABORATOIRE T.P.

De très haute qualification, le candidat aura une bonne expérience du chantier et sera rompu aux contacts avec les personnels, l'encadrement, le Maître d'Ouvrage, l'Administration.

Il choisira les sites d'extraction de matériaux, effectuera les essais et contrôles de mise en œuvre pour la digue (corps et filtres).

Il établira les formules de béton et contrôlera la fabrication. Il attachera un soin particulier au béton projeté en galerie.

Envoyer C.V. photo, prêt., sous réf. 3619 à
P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris
cédex 02 qui transmettra.

Pour la réalisation d'un port
AU GUATEMALA

UN INGENIEUR TRAVAUX A LA MER

(parlant espagnol, 10 ans d'expérience)

- Sous la responsabilité du Directeur du chantier il construira les digues en mer (2 millions de T. de matériaux et approvisionnement sur site).
- Avec 5 conducteurs de travaux, 10 Chefs de chantier, 5 grues et 17 gros engins de terrassement.

Envoyer C.V. photo et prêt. sous réf. 3610 à
P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02
qui transmettra.



DRAGAGES ET
TRAVAUX
PUBLICS

Génie Civil - Travaux Maritimes
Ouvrages d'Art - Travaux souterrains
Bâtiments - Routes
Spécialisés depuis 1/2 siècle dans les
travaux outre-mer - Présents actuellement
dans 23 Pays
recherchent
pour leurs exploitations

Jeunes Ingénieurs

X. Centrale, Ponts, Mines, T.P.

débuts ou 2 ou 3 ans d'expérience.

Futurs responsables de chantiers en
FRANCE et OUTRE-MER après formation en
Bureau d'Etudes (calculs, méthode, prix).

Anglais nécessaire.

Motiles - Libres immédiatement ou dans 6 mois
(service militaire).

Adresser C.V. photo et prétentions
sous référence 80 M. à
DRAGAGES ET TRAVAUX PUBLICS
Tour Eve - La Défense
92806 PUTEAUX CEDEX



emplois régionaux

Responsable d'unité à Strasbourg

Société de Services aux entreprises, nous bénéficions dans la région
Strasbourgeoise d'une excellente image de marque.
Cette réputation de sérieux et de qualité est à l'origine de notre réussite commerciale. Elle ne va pas sans le concours de tous nos collaborateurs.
Vous-même êtes chef de vente. Depuis déjà plusieurs années (5-7 ans), vous formez et animez des vendeurs, contribuez à la prospection, assurez la majorité des contacts à haut niveau.

Tel est - précisément - le profil que nous avons défini pour notre responsable d'unité à Strasbourg.
Nous lui demanderons, en plus, de réelles qualités de novateur. Ce sont elles qui lui permettront de faire avancer son équipe et d'évoluer personnellement. Innovateur : dans la création de nouveaux secteurs d'activité, dans la recherche de nouveaux services, etc...

Si ce poste vous intéresse, adressez votre CV (accompagné d'une photo et de vos
prétentions) à Pierre PETIT - RSC Strasbourg - 3, avenue des Voies -
67000 STRASBOURG qui transmettra.

Une collaboratrice

POUR NOTRE CENTRE DE ROUEN

L'idée de changer vous séduit.

Le nouveau job que nous vous proposons va vous permettre de
valoriser votre première expérience commerciale et d'exploiter votre
bonne connaissance de l'entreprise.

Vous allez recruter du personnel administratif et comptable intérimaire, le placer chez nos clients, vous occuper du suivi administratif (contrats de travail, salaires...).

Le poste exige par conséquent, diplomatie, sens commercial, goût de l'organisation, voire du commandement, des compétences techniques aussi. Cela va de soi. Et la prospection ne vous fait pas peur, vous allez trouver de nouveaux clients.

Un niveau BTS secrétariat, constitue un atout supplémentaire pour mener à bien cette mission.

Adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et
prétentions à : J.F. GUITTON - 9, rue Jacques Bingen - 75017 -
PARIS.

MANPOWER

RÉPARTITEUR PHARMACEUTIQUE

850 M.F. de C.A. - 100 personnes - 200 km de Paris
recherche pour son siège social un

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Dépendant du Directeur administratif et financier,
il anime une équipe de 14 personnes et sera
chargé de la tenue de la comptabilité générale,
de l'établissement des bilans et situations périodiques,
de la mise en place de procédures de contrôle interne
et d'un contrôle budgétaire.
Formation supérieure comptable demandée, DECS
ou équivalent. Age souhaité : 30 ans minimum,
le candidat doit avoir une expérience confirmée
de la fonction, de préférence dans la distribution.

Env. C.V. et photo s/réf. 3680 à « Le Monde » Pub.
5, rue des Italiens, 75437 PARIS CEDEX 08, q. 10.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Le Groupement Industriel des
Armements Terrestres recherche pour
la Sous-Direction Etudes de l'Etablissement
d'Etudes et de Fabrications d'Armement
de Bourges - 18

INGENIEUR ELECTRONICIEN

pour réaliser des études d'automatismes.

Il sera chargé de la conception, du développement
et de l'évaluation de dispositifs de contrôle et de
commande de systèmes d'armes.

Ce poste nécessite une connaissance de base en
électronique analogique, logique et microinformatique
et si possible une expérience des systèmes
de commandes.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo
et rémunération souhaitée à
M. le Directeur de l'EPAB
6, route de Gerny BP 705 et 713
18015 BOURGES CEDEX

Société de promotion immobilière Filiale groupe national

recherche

CHEFS DE PROGRAMMES

Ayant large expérience dans montage d'opérations
immobilières.

Pour Alpes-Maritimes et Bouches-du-Rhône.

Adresser C.V. avec photo et prétentions
et département choisi à VIEP,
21, rue Montreuil, 92009 Neuilly-sur-Seine, qui tr.

LILLE
Notre commettant, une importante Société
de construction mécanique,
recherche un :

ingénieur bureau d'études

Le poste sera confié à un Ingénieur diplômé
(ENSA - ECP - AM - IDN...), expérimenté
dans la construction de matériel chaudronné
ou mécanique de petite série, qui
porte intérêt ou connaît le génie chimique
et la thermique.

L'importance de la Société permet d'envoyer
une évolution de carrière rapide
pour un candidat de valeur.

Ecrire avec CV à G. STIKER,
sous la référence 32191 A,
qui peut vous recevoir en Juillet, à

BOSSARD SELECTION
Centre Vaubans 201 rue Colbert
59800 - LILLE - Tél (20) 54.06.37.

CIT-ALCATEL

recherche pour son Centre Technique
de LANNION

INGENIEURS SYSTEME TELECOMMUNICATIONS ET INGENIEURS ELECTRONICIENS

Grande Ecole ou équivalent
Diplômés et/ou 3-5 ans d'expérience

- Définition et conception de matériel télécommunication intégrant les nouveaux services télématiques.
- Liaisons directes avec les fabricants de circuits intégrés (analogiques et digitaux).

Anglais indispensable.

Envoyer C.V. n° 66345 CONTESSE Publicité,
20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DU SUD-OUEST

recherche

AIDE ACHETEUR

EN FRUITS ET LEGUMES
pour son entrepôt

Envoyer C.V. manuscrit détaillé et photo sous le
numéro 8.685 à : « Le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75437 PARIS CEDEX 08, qui tr.

ABONNEMENTS VACANCES

Le Monde

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour son **BUREAU D'ÉTUDES EN CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES ET OFF SHORE**

INGÉNIEUR SOUDEUR
4784A

pour études de structures **OFF SHORE**. Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé de l'ESSA, débutant ou possédant une petite expérience dans cette branche.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
4784B

Le candidat retenu aura acquis une expérience de 2 à 4 ans dans un Bureau d'Études structures métalliques et si possible structures off shore. Pour ces deux fonctions, une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Adresser votre dossier de candidature avec C.V. photo et prêt, en précisant la réf., à S.C.S. Jonction 9, rue des Halles Paris 75001 qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.



RESPONSABLE GESTION ET ADMINISTRATION

150.000 F

Une entreprise performante du secteur du second-cœur du bâtiment, affiliée à un groupe international est en recherche de personnel dans sa spécialité, recherche, pour secondement la Direction Générale et la Direction Marketing. Il prendra en charge l'ensemble des problèmes comptables et financiers (gestion comptable, établissement des budgets, contrôle de gestion, reporting mensuel, services généraux...). Par ailleurs, il assurera la gestion des transports (déplacements avec les transporteurs, factures de transport, gestion des stocks et entrepôt). Ce poste essentiel à la vie de l'entreprise, ne peut convenir qu'à une personne énergique et rigoureuse, maîtrisant les procédures anglo-saxonnes et apte à faire face à la polyvalence des missions d'un Responsable Gestion et Administration dans une entreprise dynamique qui restera, à dessein, de taille humaine, avec des effectifs en nombre limité mais très performants. Le candidat, âgé de 27 ans au moins, sera de formation supérieure (ESCAE + DECS ou équivalent) et possèdera une première expérience professionnelle dans une fonction similaire. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2948M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS - Codes 16 - Tél. 595.14.30

Amsterdam - Barcelone - Brême - Copenhague - Cologne - Francfort - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Stockholm - Stuttgart - Zurich

Programmation de la production

Votre expérience professionnelle acquise dans le contrôle de production, les approvisionnements ou dans la prévision de ventes pendant environ 2 à 5 ans, ainsi que votre formation technique vous amènent à rechercher une évolution de carrière.

Basé dans notre usine de production située à 80 Km au nord de Paris, vous serez chargé de préparer les programmes de fabrication en fonction des besoins exprimés par le marketing et des impératifs de production. Vous aurez à votre disposition des outils informatiques perfectionnés : votre expérience de l'utilisation de l'informatique sera un atout supplémentaire.

Votre connaissance de l'anglais vous sera utile pour les relations avec nos services export. Vous pourrez évoluer au sein de notre société, filiale d'un groupe multinational, important constructeur de mécanique lourde.

RSC et G Carrières est chargé de réunir les candidatures. Adresser-lui un CV (avec photo et prétentions) sous référence 6095 M, 64 rue la Boétie, 75008 - PARIS.



emploi régionaux

CHEF DES VENTES

Société leader dans son marché (jardins amateurs), recherche Chef des Ventes pour sa marque nationale positionnée en circuit de distribution spécialisé et traditionnel.

Fonctions : Participera avec le Directeur des Ventes à l'élaboration et à l'application de la politique commerciale, assurera avec délégation la maîtrise de la force de vente sur la moitié du territoire national, contrôlera et formera cette force de vente, contactera courtoisement, pourra éventuellement intervenir selon les résultats et les aptitudes du candidat.

Profil : Âge : 30 ans minimum, très bonne expérience de la vente et des techniques du merchandising, qualités de vendeur et négociateur confirmées, aptitude au travail d'équipe, disponible très rapidement. Lieu de résidence : AVIGNON.

Envoyer en adressant curriculum vitae photo et prétentions à : M. HARRADA-TAYLOR, Directeur des Recrutements Humains, Société de Production Gratia, 8, avenue des Sources - 84028 AVIGNON.

ENTREPRISE LYONNAISE

P.A.E. ENGINEERING TRAITEMENT DES EAUX

recherche

PARTENAIRE

ou

COLLABORATEUR

TECHNIQUE

COMMERCIAL

PROFIL : Technicien, ingénieur ou sous-officier, ingénieur ou sous-officier, gestion appréciée.

Env. C.V. à P. LICHOU S.A., sous référence 1204.

4, rue Paul-Chenavard, 69001 LYON, qui transmettra.

REGION RHÔNE-ALPES

INGÉNIEUR RECHERCHE-DEVELOPPEMENTS

Expérience minimum 2 ans en mécanique

comme ingénieur de fabrication

Formation ingénieur mécanique et électrique.

Minimum 27 ans, mpt, l'emploi

120.000 +

Ad. C.V. détaillé sous réf. 292

à CHEP, 11, rue d'Uzès,

75002 PARIS qui trans.

Société Produits Aluminium recherche

TECHNIQUE COMMERCIAL

pour région Nord et Est

M. Baccot, Connaissance

aluminium ou minoterie so-

ciété. Véhicule individuel

Lettre + C.V. adressés à M. de

S.P. 66 - 13075 Marseille Ced. 4

SOCIÉTÉ DE HAUT NIVEAU

recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

DE PROJETS

DE SYSTÈMES

Formation Grande École,

expérience électronique et

optique. Référence 285.

INGÉNIEUR DE BUREAU

D'ÉTUDES

Formation ingénieur mé-

canique. Expérience mé-

canique des matériaux. Référence 286.

INGÉNIEUR

AÉRODYNAMIQUE

Formation Grande École,

expérience dynamique des

gaz. Référence 287.

140.000 à 175.000

selon expérience.

Adresser C.V. détaillé à CHEP,

11, rue d'Uzès - 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ

FABRICATION VÊTEMENTS

recherche

RESPONSABLE

tenue de stock et planning

inversion.

Ecr. n° 1 2125 M, Régio-P.

3 bis, r. Daumesnil, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ GROUPE P.J.K.

recherche

1 ANALYSTE

PROGRAMMEUR

3 ans d'expérience

pratique minimum.

Connaissances et maîtrise du Cobol

sur moyen ou gros système.

Expérience de la maintenance.

Connaissance R.P.D. souhaitée.

Poste : responsabilité de la

IMPORTANT CONSTRUCTEUR

DE COMPRESSEURS

appartenant à l'un des premiers groupes

français de construction mécanique et

désirant développer particulièrement

la vente des compresseurs gaz,

recherche un :

ingénieur commercial
PARIS-REGION PARISIENNE

Il est chargé de :

- la prospection auprès des entreprises et

ingénieurs du secteur,

- la définition des problèmes du client,

- la détermination des devis jusqu'à la conclu-

sion des affaires.

Il travaille sur objectifs de C.A. et bénéficie

d'un service après-vente déjà en place.

Le poste sera confié à un candidat jeune, de

formation ingénieur (A.M. - CENTRALE)

ayant acquis, si possible, une première

expérience de la vente de produits in-

dustriels.

Ecrire avec C.V. à G. STIKER,

sous référence 32187 D, à

BOSSARD SELECTION

Centre Vaubano 201 rue Colbert

59800 - LILLE - Tél (20) 54.06.37

SERVICE PUBLIC recherche

pour couvrir ses besoins en

Région Parisienne

un Jeune Ingénieur

GRANDES ECOLES

Spécialité Mécanique et Automatismes.

Débutant dans le domaine de la manutention de

charges isolées en continu.

Les candidats éventuels pourront prendre contact

auprès de M. PATRON

Direction de l'Équipement et des Transports

Bureau D.3 - 67, avenue Lénine - 94112 Arcueil

dont le numéro d'appel est : 656.47.56 ou 47.57

sema conseil

recherche, un

expert de haut niveau en comptabilité

Sa première mission se situera auprès du responsable d'une agence comptable en Afrique. Il aura, dans ce cadre, à mettre en place la comptabilité générale, la comptabilité matières, le comptabilité analytique d'une importante société et à en surveiller le bon fonctionnement.

Les candidats doivent être titulaires d'un DECS et avoir une expérience de travail en agence comptable. La connaissance de l'Anglais serait appréciée, ainsi que des capacités d'adaptation, de négociation et de communication.

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite sous référence 10265/M à A. COFFIN - Sema-Selection - Centre Mètre - 16 - 18 rue Barbès - 92128 MONTROUGE.

sema selection

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

INGÉNIEURS AVIONIQUE
INGÉNIEURS ELECTRONICIENS
débutants et confirmés

La SFENA, importante société d'équipements aéronautiques, recherche, pour sa division pilotage et systèmes, des ingénieurs, formation grande école ou équivalent, intéressés par l'étude et la conception de calculateurs numériques pour des systèmes nouveaux d'aide au pilotage des avions, ou des systèmes électroniques de contrôle automatique de vol faisant largement appel aux techniques numériques les plus avancées (logiciel et matériel).

Large possibilité de développement de carrière.

Restaurant d'entreprise.

Transports assurés.

Adresser C.V. photo et prétentions à SFENA, Boîte Postale 59,

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.



هكذا من الأميل

SOLEIL A PARIS
Si vos soirées vous paraissent monotones, nous vous réunissons dans des restaurants.
Tél. : 720-51-21

La seule revue trimestrielle bilingue d'information sur le Japon d'aujourd'hui
LE JAPON
LE NUMERO: 8 francs
ABONNEMENT: 1 an 30F, 2 ans 60F.
Service client: 01 45 11 11 11
9, rue Victor Considérant, 75004 Paris
Tél. 633.11.65

CONJONCTURE

La fin de la préparation du VIII^e Plan

La première phase des travaux préparatoires du VIII^e Plan s'est achevée par la publication, au cours de la seconde semaine de juillet, du rapport de la commission du développement. Ce rapport est le fruit d'un dispositif de concertation mis en place et qui comportait quatorze commissions et comités dont les réunions

se sont déroulées entre octobre 1979 et juillet 1980.

Si le rapport de la commission du développement ne saurait constituer, à proprement parler, une synthèse des travaux des autres commissions, il y puise cependant une partie de sa substance. Son importance tient non seulement au

rôle de la commission, mais aussi au fait que le document final qui sera présenté à l'automne au Conseil économique et social et au Parlement s'inspirera largement de ses conclusions qui, contestées par les syndicats, ne s'écartent pas globalement de la politique actuellement en vigueur.

Continuer dans la même voie

Qui se souvient du premier rapport de la commission du développement, publié en avril 1979, ne sera pas surpris par celui de juillet 1980 : il s'agit toujours pour la France de s'adapter à un environnement international en profonde transformation. Se libérer des contraintes extérieures sans recourir à des mesures protectionnistes reste le seul moyen des experts de la Rue de Monnaie. Les économies d'énergie (le Monde du 11 juillet) et le développement soutenu de l'industrie (le Monde du 9 juillet) sont considérés comme les moyens essentiels de s'affranchir, à terme, de cette contrainte extérieure. Mais s'en tenir à ces seules préoccupations reviendrait à négliger un facteur primordial de l'économie, celui de l'emploi, qui a, en fait, conditionné l'ensemble des travaux préparatoires.

Sous la pression des représentants syndicaux, notamment, les groupes de travail ont cherché la voie royale par laquelle on pourrait tout à la fois réduire le chômage de façon significative et maintenir l'économie en état de compétitivité. L'idée qui s'est dégagée, et qui n'apparaît qu'en filigrane dans le rapport d'avril 1979, est qu'il fallait étudier un nouveau partage des revenus et du temps de travail. On connaît la conclusion : « La réduction du temps de travail est efficace pour améliorer l'emploi, à condition qu'elle s'accompagne d'une réduction de la progression des revenus ». Encore faut-il combiner ces conditions restrictives avec une stabilisation, voire une réduction des cotisations sociales à la charge des entreprises. Une « croissance équilibrée pour l'emploi », thème du dernier chapitre du rapport, nasse, nous dit-on, par l'investissement productif. Or, souligne-t-on, « une croissance équilibrée suppose une augmentation de la rentabilité des entreprises et une progression modérée du revenu des ménages durant la première partie du VIII^e Plan ». Pour compléter cette analyse, il faut se reporter au tout début du rapport, c'est-à-dire au cha-

pitre qui traite du « dilemme emploi-productivité du travail », un domaine où les investissements jouent un rôle éminent. Mais un domaine perturbé par les mutations technologiques, dont le prodigieux développement est particulièrement souligné, mais dont l'impact sur l'emploi peut être néfaste « s'il se manifeste de façon brutale et massive dans un contexte de croissance relative ». Les ambiguïtés des travaux de la commission ne découlent à travers l'attitude de ceux qui estiment que « les problèmes de l'économie française ne pourraient être résolus par un ralentissement de la productivité du travail », et les réserves des représentants des syndicats qui pensent que « le début sur la productivité ne peut élargir la question cruciale des conditions de travail ». Aussi bien, les rapporteurs s'accordent-ils à admettre que « l'accroissement de la productivité du travail doit être utilisé pour une réduction significative de la durée du travail et pour la création de nouveaux emplois dans le tertiaire et les activités non marchandes ».

Ce balancement constant entre les thèses opposées apparaît clairement dans le chapitre consacré à l'inflation, dont les causes elles-mêmes sont vivement discutées. Dès lors, il devient difficile de deviner vers quels remèdes vont les préférences de la commission, qui souligne que le débat à fait apparaître un clivage entre les défenseurs d'une politique « graduelle de désinflation » et les partisans d'une action ponctuelle d'austérité. On trouvera ce même sentiment d'hésitation dans le chapitre relatif aux finances publiques, chacun s'accordant cependant à reconnaître l'urgence de l'analyse de la situation qui y est faite.

Mais, partant de prémisses qui indiquent que la part des prélèvements obligatoires et des dépenses des administrations publiques ont augmenté l'une et l'autre de 10 % en vingt ans, les rapporteurs s'interrogent sur la marche à suivre. L'équilibre des finances publiques ou, à l'inverse, l'acceptation d'un déficit important, conduisent à des blocages, soit qu'il faille

augmenter les prélèvements obligatoires, soit que le financement du déficit aboutisse à la création monétaire, sinon à l'absorption d'une grande partie de l'épargne normalement destinée aux entreprises. D'où le recours à la voie médiane « fondée sur l'acceptation d'un déficit modéré des finances publiques, qui permettrait de soutenir la demande tout en évitant d'injecter trop gravement le commerce extérieur ».

Un choc pétrolier supporté par les ménages

Car, l'aurait-on oublié que le rapport nous le rappelle, en conclusion, cette analyse de la conjoncture ne peut se faire qu'en référence au contexte international, avec la menace croissante du choc pétrolier.

« Dans l'ensemble, note cependant le rapport, on peut espérer que les firmes pourront faire face de façon satisfaisante aux besoins de financement qu'entraînera un investissement probablement assez dynamique, au cours des prochaines années. En fait, ce seront sans doute les ménages qui, cette fois, supporteront l'essentiel du prélevement pétrolier. Le maintien du rythme de croissance de la consommation dépendra donc de la poursuite de la baisse du taux d'épargne ».

On a là un bon résumé des chapitres précédents. Toutefois, et il convient de noter, fait valoir la commission du développement, que la logique de ces hypothèses serait remise en cause par une véritable récession généralisée produisant ses effets en 1981.

« Les risques majeurs de dérapage », ajoute-t-elle, « résident à l'instabilité croissante des marchés ». Tout se tient, et, pour obtenir une croissance aussi élevée que possible « en déserrant la contrainte extérieure », la commission considère que deux voies sont possibles : « D'une part, agir sur le plan international pour que, en collaboration avec nos partenaires commerciaux, la croissance

de la demande mondiale soit plus soutenue ; d'autre part, recourir à l'endettement extérieur ». Encore cette dernière solution n'a-t-elle pas fait l'unanimité, notamment en ce qui concerne l'ampleur effective des marges de manœuvre disponibles.

Reste le maintien d'une monnaie forte, qui suppose que l'appareil productif « justifie une politique de change ambitieuse ». Sur ce point encore, le rapport de la commission du développement reconnaît que la conclusion n'a pas été unanime, mais il fait néanmoins apparaître qu'« une politique de stabilité du franc par rapport aux autres monnaies du S.M.E. pourrait constituer un objectif minimum durant la période du VIII^e Plan ». « Mais, conclut-il, cet objectif exige un effort continu d'adaptation de l'appareil productif qui implique une réorientation des circuits financiers en faveur de l'industrie et le renforcement de la lutte contre l'inflation ».

On pourrait en déduire que, si ce sont là ses grandes orientations, le VIII^e Plan vante le plan Barre. C'est ce que ne marque pas de faire la C.G.T., dont l'avis est amené au rapport de la commission du développement. La centrale ouvrière ne voit dans tout cela qu'« un discours destiné à fournir par avance le maximum de justification aux choix du gouvernement ». Pour elle, « l'examen d'ensemble du rapport justifie les craintes les plus graves sur l'avenir de la planification publique en France ».

Cette critique, s'ajoutant à celle de la C.F.D.T. (le Monde daté 13-14 juillet) et aux réserves de la C.F.T.C. jointes au rapport, laisse présager de nouveaux débats à la rentrée. Des débats qui auront lieu en pleine campagne présidentielle. Ce qui fait dire ici ou là que, l'ordre du jour du Parlement étant déjà bien chargé, il se pourrait qu'il n'ait pas à se prononcer sur le VIII^e Plan avant le printemps 1981.

FRANÇOIS SIMON.

smalto
SOLDE

du jeudi 17 au samedi 19 juillet
nocturne jeudi jusqu'à 23 h.

44, rue François-
5, place Victor-Hugo
Marseille, 38, rue Saint-Ferréol
Strasbourg, 22-24, place Kléber

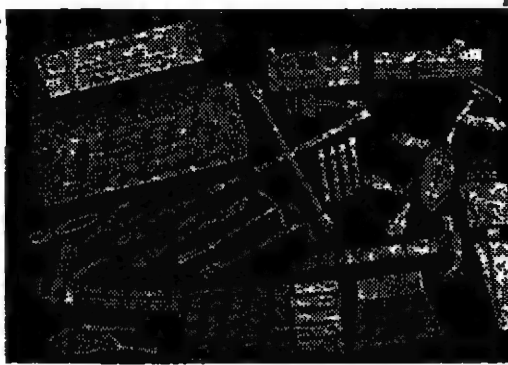
SOLDES POUR ELLES à la Boutique Smalto, 5, place Victor-Hugo (16^e)

(Publi-solde)

Pour tout travail manuel les outils de DALIAN

Les outils de marque « GOLDEN BIRD », « EAGLE » et « HAMMER » expertisés par notre corporation sont faits d'acier de première qualité, pour usage durable, avec emballage attrayant, la qualité est supérieure et le style élégant.

Tous renseignements ou commandes concernant ces produits de marque sont les bienvenus.



Exportateurs :

CHINA NATIONAL MACHINERY IMPORT & EXPORT CORP.

Succursale de Dalian

145 Seelin Road Dalian, Chine

Adresse télégraphique : « MACHIMPEX » Dalian

Anti-Gaspi 80

COMMENT REDUIRE JUSQU'À 15% LA CONSOMMATION DE VOTRE VOITURE.

1. Demandez la pochette Anti-Gaspi 80 dans l'une des 20.000 stations-service et garages adhérents à l'opération.

Dans plus de 20.000 stations-service et garages, l'Agence pour les Economies d'Énergie met gratuitement à votre disposition la pochette Anti-Gaspi 80.

Cette pochette contient en particulier une brochure sur les équipements économes de carburant, une brochure de conseils pour conduire à l'économie et une surprise pour vos enfants.

2. Équipez votre voiture d'équipements économes de carburant.

En liaison avec les constructeurs, l'Agence pour les Economies d'Énergie a sélectionné une gamme d'équipements qui permettent de réduire jusqu'à 15 % de la consommation de votre voiture. Vous trouverez une description de ces équipements dans la pochette Anti-Gaspi 80 et vous pourrez vous les procurer chez tous les concessionnaires et agents des constructeurs adhérents à l'opération.

3. Respectez les conseils de conduite économique.

Il est toujours possible de faire également des économies de carburant importantes en respectant quelques règles d'or. Prenez-en connaissance dans la pochette Anti-Gaspi 80 et mettez-les en application. Ce sont des économies qui ne coûtent rien et qui ne gâchent pas le plaisir de conduire.

4. Soyez un des 2000 gagnants du grand concours de l'été avec France-Inter.

Dans la pochette Anti-Gaspi 80, vous trouverez un autocollant. Apposez-le sur la vitre arrière de votre voiture. Des animateurs de France-Inter pourront vous interroger et vous faire gagner de nombreux équipements économes de carburant.

Agence pour les Economies d'Énergie



LA BAGAGERIE®

PROMOTION

2 VALISES

une grande et une petite

795 F

la valise

55 cm 395 F • 65 cm 495 F

70 cm 550 F • 75 cm 595 F

Paris : 13, rue Tronchet • 41, rue du Four
74, rue de Passy • Tour Maine-Montparnasse
Lyon : La Part Dieu

Envoi contre remboursement 13, rue Tronchet - 75008 Paris.



**WINDSOR
ARLAY**
Chausseur

...s'attaque résolument à la
HAUSSE DES PRIX.

Nous proposons
une vaste collection « homme »
valeur actuelle 450 F

prix anti-hausse
350 F

ENTRÉE LIBRE

38, AVENUE DE L'OPERA - 75002 PARIS

9, BOULEVARD DES ITALIENS - 75002 PARIS

هكذا من الأصل

SOCIAL

La C.G.T. accentue ses attaques contre la C.F.D.T. et confirme son alignement sur le P.C.F.

Le débat interne qui s'était instauré au sein du comité confédéral national de la C.G.T. depuis le début de l'année s'est achevé, le 16 juin, par l'adoption d'un document sur l'unité d'action, que vient de publier « le Peuple », organe confédéral, du mois de juillet.

Ce texte reprend la condamnation du « recentrage » de la C.F.D.T. jugée comme une régression exécutée sous la pression du pouvoir et du patronat, et d'une façon plus générale, de l'impérialisme. La C.G.T. revendique le développement récent des luttes ouvrières et exprime nettement la volonté de tenir le leadership de l'action revendicative. Tandis que la bourgeoisie ne peut supporter l'idée d'une alternative de gauche, les « forces de progrès » tiennent en respect l'impérialisme. Les « forces de libération nationale » en lutte pour l'indépendance marquent de nouveaux succès.

C'est la seule illusion voilée à l'Afghanistan, alors que l'alignement de la C.G.T. sur le P.C.F. et l'U.R.S.S. lors du « coup de Kaboul » avait suscité les remous qui allaient conduire au débat interne sur l'unité.

Les quelques militants socialistes qui siègent à la commission exécutive ont adopté une attitude — constatée aujourd'hui que l'appareil de la C.G.T. n'a rien abandonné d'une analyse de la crise mondiale — empruntée au

P.C.F. « ni d'un « sectarisme qui place les cégétistes dans un isolement manichéen ».

Le document a été adopté par les membres présents du comité confédéral. Mais les contestataires socialistes, qui sont membres de la commission exécutive (ou du bureau) ne votent pas dans cette instance. Ils ont fait savoir qu'ils auraient rejeté le texte (1). Ces derniers et d'autres dirigeants signataires de l'appel « Union pour les luttes » n'ont guère qu'une satisfaction : cette pétition n'est pas citée — sinon en filigrane — dans le document, alors que les éléments les plus traditionnels de la C.G.T. avaient, un moment, voulu la condamner.

Est-ce le glas de l'accord unitaire signé le 24 juin 1974 entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ? Il n'est même pas mentionné dans le document, qui déclare-t-on à la C.F.D.T., confirme combien la C.G.T. se range sur la ligne du P.C.F. et de l'U.R.S.S.

Toutefois, il semble que le discours prononcé par M. Séguin avant la clôture du C.C.N. du 16 juin est susceptible d'atténuer la brutale intransigence du document adopté. Selon le secrétaire général de la C.G.T., en effet, ce texte serait « conjoncturel », contrairement à l'avis de la vieille garde cégétiste, qui, elle, affecte ce qualificatif au quarantième congrès tenu à Grenoble, placé sous le signe de la démocratisation et de l'ouverture. JOANINE ROY.

Le document sur l'unité d'action

Devant le « développement intense » des luttes sociales, estime le document de seize pages, le pouvoir et le patronat multiplient manœuvres et pressions pour déjouer les salariés. Pour cela, ils tentent de constituer un « front réformiste ». Cette entreprise trouve des soutiens dans toutes les couches sociales que la C.G.T. « son but principal est d'entraîner la C.F.D.T. qui s'y prête ». Il faut donc « clarifier la nature des obstacles rencontrés » par les travailleurs pour donner la riposte, en s'appuyant sur les positions fondamentales de la C.G.T. ; la réalisation d'une véritable unité d'action implique une lutte résolue contre les idées et les pratiques de la collaboration de classe.

C'est ce qu'a confirmé une fois de plus le quarantième congrès de la C.G.T., qui a mis en évidence les dangers du « recentrage » engagé par la direction de la C.F.D.T., confirmé depuis par le congrès de cette dernière à Brest.

« Fondamentalement, la lutte des classes à l'échelle mondiale, qui détermine la situation internationale » est caractérisée par l'affrontement qui oppose les « forces de progrès, la classe ouvrière des différents pays, contre l'impérialisme, le socialisme tel qu'il existe, les mouvements de libération nationale et l'impérialisme ». Dans les pays capitalistes, la résistance des travailleurs à la politique d'austérité se fait de plus en plus vive.

Les différents pays capitalistes se placent sous la protection du plus puissant d'entre eux, « l'impérialisme américain, qui n'hésite pas à aller jusqu'à la guerre mondiale pour maintenir sa domination, et l'évolution des forces de progrès ne se tenait en respect ».

L'impérialisme se bat de toutes ses forces pour entraver ce pro-

cessus d'affaiblissement. Il cherche à créer une atmosphère de guerre froide. Il développe « une pression idéologique d'un niveau inégal, tant en direction des travailleurs des pays capitalistes que des mouvements de libération nationale, caractérisée notamment par une campagne de discrédit systématique des pays socialistes ».

« L'idée d'une alternative de gauche en France, dont la classe ouvrière serait l'élément moteur et passerait de tout son poids avec l'ensemble des travailleurs pour de véritables changements, mettant en cause la domination des monopoles, est proprement insupportable pour toutes les composantes de la bourgeoisie internationale et nationale ».

Mais les travailleurs rejettent la désignation. « C'est la raison de la violence du pillage idéologique » qui s'exerce sur les travailleurs, des campagnes contre la C.G.T. et de l'attestation à plein de l'anticommunisme ».

Ces efforts trouvent des appuis dans toutes les organisations réformistes : F.O., FEN, et C.G.C. non sans obstacles notamment à la FEN.

La C.F.D.T. est un objectif privilégié dans l'offensive déchaînée pour tirer le mouvement syndical en arrière, pour plusieurs raisons. Dans le passé, « en dépit des idées fondamentalement réformistes de ses origines », la C.F.D.T. s'est orientée vers une attitude de lutte, qui a favorisé le développement de l'unité d'action. « De son côté, la C.G.T. a tenu compte de cette évolution, elle s'est elle-même adaptée aux conditions nouvelles. Une telle situation était d'autant moins supportable pour le pouvoir et le patronat que l'unité d'action C.G.T.-C.F.D.T. sur des bases de classes, rendait tout espoir de consensus social dans notre pays ».

« Fruits des pressions extérieures et intérieures au plan national et international (...) », la stratégie dite du recentrage de la C.F.D.T. « est un recul » vers ses positions d'origine.

Cette stratégie se traduit par une acceptation de fait des grands objectifs économiques et sociaux du pouvoir et du patronat, et, sous le vocable de « réalisme », par l'acceptation de la faiblesse de la crise. D'où les tentatives au rabais, réduction des objectifs revendicatifs et freinage de l'action.

« Cette situation n'est pas insupportable », la C.G.T. veut créer les conditions d'une action efficace et d'une unité d'action véritable.

Pour y parvenir, la C.G.T. estime qu'il est indispensable de faire la clarté sur la non-fatalité de la crise, la nécessité de l'action, la possibilité de faire reculer le pouvoir, la nature des divergences qui séparent les organisations syndicales et particulièrement la signification profonde de la nouvelle stratégie de la C.F.D.T. « Le recentrage de l'unité dans l'action implique donc de développer, dans tous les domaines, une intense activité indépendante de la C.G.T. et de se doter de sa capacité d'initiative, droit qu'elle ne conteste à personne (...). En ne négligeant aucune possibilité d'unité, la C.G.T. ne conditionne pas ses décisions d'action à la conclusion d'un accord ».

(1) Il s'agit notamment de Mmes Jeanne Parent et Dina Caudron, de MM. Pierre Feuille, Claude Gernot, Marc Carasso, etc. D'après M. M. Alain Pastor, président de la Fédération nationale de la justice, a fait connaître, par lettre, son vote hostile.

ÉNERGIE

EURODIF

LIVRE SES PREMIÈRES TONNES D'URANIUM ENRICHIS AU JAPON

Le Japon a reçu ses cinq premières tonnes d'uranium enrichi produites à l'usine d'enrichissement d'uranium de la société Eurodif, à Tricastin.

Le Japon est le premier pays étranger à recevoir d'Eurodif de l'uranium enrichi pour ses centrales nucléaires. Les prochains clients étrangers à être livrés seront la Belgique, l'Espagne, et l'Italie.

L'enrichissement de l'uranium consiste à porter à environ 3 % la concentration en uranium 235 (seul fissile) de l'uranium, qui n'en contient à l'état naturel que 0,7 %. L'enrichissement de l'uranium dans le combustible nucléaire des centrales varie entre 2,5 et 3,5 % environ. Il se mesure en unités de travail de séparation (U.T.S.). Il faut environ 120.000 U.T.S. par an pour assurer le fonctionnement d'un réacteur de 1 million de kilowatts, soit 25 à 30 tonnes d'uranium enrichi. En 1980, 1 million d'U.T.S. seront livrés au Japon, précises-t-on à Eurodif. C'est le 9 avril 1979 que furent livrées les premières tonnes d'uranium enrichi à EDF, qui va devenir progressivement le principal client de la société.

La capacité totale d'Eurodif, lorsque ses quatre usines seront en fonctionnement, sera de 10,8 millions d'U.T.S. La troisième unité, dont la grande partie des groupes est déjà en fonctionnement, devrait être entièrement en service vers le 15 août, un peu avant la date prévue.

POUR UN MILLIARD DE DOLLARS

Le Koweït souhaite acquérir près de 15 % du capital du groupe pétrolier Getty-Oil

Le Koweït souhaite acquérir près de 15 % du capital de la compagnie pétrolière américaine Getty Oil. D'un montant de près d'un milliard de dollars, cet achat représenterait le plus important investissement de cette nature jamais réalisé par un pays du ROPEP à l'étranger.

Paul Getty, qualifié par la revue Fortune, dans les années 50, d'« homme le plus riche d'Amérique », avec un revenu quotidien de 400.000 dollars, avait légué à sa mort, en 1976, une part de sa fortune à une fondation, le Paul Getty Museum in California. Cette fondation, administrée par la Title Insurance and Trust Company, exécutrice testamentaire de Paul Getty, détient une part non négligeable des actions de la Getty Oil, dix-neuvième compagnie pétrolière américaine, avec un chiffre d'affaires de près de 5 milliards de dollars et des profits de 605 millions de dollars.

Les lois américaines interdisant aux fondations les investissements à l'étranger, il avait été

convenu qu'une partie des actions de la Getty Oil, détenues par le Paul Getty Museum, devraient être revendues. Déjà, en avril, quatre millions d'actions (soit 5 % du capital) avaient été replacées dans le public.

Le 13 juillet, la Kuwait Investment Organisation — bras séculier du ministère koweïtien des finances — a adressé aux exécuteurs testamentaires une offre d'achat portant sur douze millions d'actions de la Getty Oil (soit 14,5 % du capital). Le prix proposé est de 82 dollars par action (pour un dernier cours coté en Bourse la semaine dernière de 79,25 dollars par action).

La Title Insurance and Trust Company devrait donner une réponse dans les prochaines heures à cette offre, dont le montant total s'élève à 992 millions de dollars. L'opération, en tout cas, ne semble pas vue sous un jour favorable par les dirigeants de la Getty Oil. M. Sidney Peterson, nouveau P.-D.G. de la compagnie, estimant qu'elle va « à l'encontre des intérêts à long terme des autres actionnaires ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DE L'ARGENT POUR LE PROGRÈS DES INTÉRÊTS POUR EN PROFITER

CNT

EMPRUNT 13,82%

TAUX ACTUARIEL BRUT — DURÉE 12 ANS

Compagnie Nationale de Travaux



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 30 JUIN 1980

	G.I.P.	A.G.F.I.M.O.	A.G.F. 5000 60 % minimum en actions françaises (1)	A.G.F. Interfonds
Nombre d'actions au 30 juin 1980 (actions de 100 F nominal)	653 097	1 580 498	821 379	350 000
Actif net par action	403,87	281,29	190,38	213,51
Actif net total	316 280 625,98	444 382 940,15	94 037 256,16	53 376 395,13
Répartition de l'actif (en pourcentage) :				
— Disponibles	3,27	3,17	0,38	13,31
— Obligations françaises	32,71	34,20	34,05	43,90
— Obligations étrangères	5,05	—	—	42,29
— Actions françaises	15,28	28,82	60,16	0,50
— Actions étrangères	37,64	3,71	4,43	—
Rappel :				
— Actif par action au 1 ^{er} janv. 1979	318,34	219	124,40	—
— Dividende par action de 100 F nominal	10,94 + 2,75	16 + 0,82	8,99 + 1,85	—
— Montant net et avoir fiscal	10 avril 1980	10 avril 1980	10 avril 1980	—
— Date de paiement	10 avril 1980	10 avril 1980	10 avril 1980	—

(1) Loi du 14 juillet 1975.
Souscriptions : — Services administratifs : 87, rue de Bichselien, 75008 PARIS, ou :
Banque générale du Financier, 51, rue Lafayette, 75008 PARIS.

PLACEZ AU BON ENDROIT

Emprunt
de la Caisse Nationale de
Credit Agricole
1980
Juillet 1980
clôture sans préavis

14%
taux nominal

13,72%
taux
de rendement
actuariel brut

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

EMPRUNT 9 % (ex. 5 %) 1963 :
ÉCHÉANCE OPTIONNELLE AU GRÉ DES PORTEURS

Electricité de France a émis en février 1963 un emprunt représenté par des obligations dont les porteurs peuvent obtenir le remboursement par anticipation le 10 février 1981 à 97,5 % de la valeur nominale, à condition de les avoir déposées à l'une des caisses désignées par la Caisse nationale de l'énergie six

SOLEIL INVESTISSEMENT

Au 30 juin l'actif net s'élevait à 141.827.333,63 francs et le montant d'actions à 504.928.
L'actif net se répartissait comme suit :
— Obligations françaises .. 60,17 %
— Obligations étrangères .. 1,29 %
— Actions françaises .. 15,31 %
— Actions étrangères .. 20,64 %
— Autres éléments d'actif .. 1,96 %
Au 30 juin 1980 la valeur nette de l'actif était de 271.253 F, en progression de 12,85 % par rapport à sa valeur de 241.500 F du 30 décembre 1979, compte tenu d'un coupon de 8.000 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 1.136 F, mis en paiement le 15 mars 1980.

En progression de 15,5 %, les recettes des six premiers mois se sont élevées à 1.351 millions de francs, contre 1.603 millions, malgré la médiocrité des activités de mars et juin.



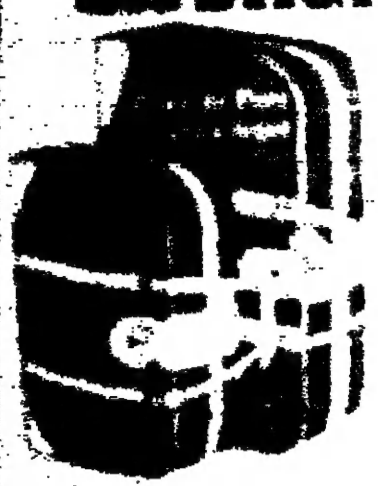
Le chiffre d'affaires, hors taxes, réalisé pendant le premier semestre de 1980, s'élève à 256,1 millions de francs, contre 180,1 millions de francs au 30 juin 1979, soit un accroissement de 29 %.

Pendant la même période, le montant, hors taxes, des commandes reçues s'est élevé à 280,5 millions de francs, contre 236,5 millions de francs, soit un accroissement de 27 %.

Au 30 juin 1980, le carnet de commandes s'élevait à 428,7 millions de francs.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immédiates
Venez y trouver l'APARTEMENT que vous recherchez

LA BAGAGERIE



795 F

WINDSOR ARLAY
L'Américain

350 F

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ÎLE-DE-FRANCE VONT ÊTRE DÉFINIES A L'ÉLYSÉE

Continuer la décentralisation sans nuire au rôle international de la « région-capitale »

M. Valéry Giscard d'Estaing doit présider, le 17 juillet, une réunion interministérielle consacrée à l'avenir de l'Île-de-France. Après le grand Sud-Ouest, l'Alsace, la Corse et la Bretagne, le président de la République va donc, pour la première fois depuis le début du septennat, appréhender « l'ensemble des problèmes de la région-capitale », pour reprendre une expression utilisée à l'Élysée. Il le fera en présence des ministres et des hauts fonctionnaires concernés, et des bureaux des deux assemblées de l'établissement public régional.

Ce ne sera là qu'une représentation partielle de la région. Le parti communiste et le parti socialiste, qui lors des élections européennes de l'an dernier avaient respectivement recueilli 22,94 % et 20,08 % des voix en

Île-de-France, seront absents d'une rencontre qui veut dessiner ce que sera l'évolution de la région dans les vingt prochaines années. Quant aux socialistes de l'Île-de-France, ils ne seront représentés que par la C.F.T.C. (qui n'a obtenu que 4,5 % des suffrages aux élections provinciales de décembre 1979). D'ailleurs, le P.C., la C.G.T. et la C.F.D.T. ont par avance critiqué cette réunion élyséenne.

L'absence de représentants de l'opposition n'entraînera pourtant pas, forcément, l'unanimité des participants. Les représentants de l'Île-de-France risquent même de sortir quelque peu déçus de l'Élysée.

Lorsque, le 17 mars 1980, le président de la République annonça au bureau du conseil régional d'Île-de-France qu'il présiderait lui-même, en juillet, une réunion ministérielle sur l'avenir de la région, les responsables de celle-ci crurent que c'était là la preuve que leurs cris d'alarme avaient été entendus. Depuis, ils

n'ont pas cessé de dire sur tous les tons et à tous propos que Paris ne devait plus être sacrifiée à la province (Le Monde du 27 juin 1980).

De tous côtés, une campagne virulente a été menée contre la « redécentralisation », cette taxe qui doit payer les sociétés qui veulent installer des usines ou des bureaux en Île-de-France, et surtout contre l'agrément qu'elles doivent par ce faire obtenir d'un « comité de décentralisation » dépendant du premier ministre. Ce n'est rien de moins qu'une remise en cause de la politique de décentralisation et donc d'aménagement du territoire que les Parisiens espèrent de cette rencontre à l'Élysée.

Bien entendu, lors des réunions préparatoires, la DATAR a fait front contre un tel sentiment. Elle ne manque pas d'argument. La « redécentralisation » (de 25 francs le mètre carré dans les villes nouvelles, à 150 francs dans la zone centrale pour les locaux industriels) n'a pas été augmentée depuis 1971. L'inflation la grignote donc tous les jours, et elle ne représente plus aujourd'hui que 5 % du coût immobilier d'une construction d'usine.

Quant à l'agrément, il oblige les entreprises à entrer en contact avec la puissance publique, donc à connaître ses souhaits, et éventuellement à en tenir compte. La DATAR ne peut se passer d'un tel outil pour orienter les emplois. Tout au plus, admet-elle qu'elle doit, plus que par le passé, faciliter la croissance sur place des petites et moyennes entreprises. Déjà une instruction du premier ministre du 17 janvier 1980 oblige à donner systématiquement « l'agrément » aux entreprises indépendantes de

moins de cent salariés. Pour celles-ci les formalités pourraient être encore simplifiées. Mais il paraît difficile aux responsables de l'aménagement du territoire d'aller au-delà.

Les entreprises de cent cinquante salariés qui sont en développement constituent en effet une réserve importante de « candidats » à l'implantation en province, une province qui en a bien besoin. Et la situation de l'emploi se dégrade, en Île-de-France, la situation apparaît beaucoup plus critique dans de nombreuses régions françaises (Le Monde du 22 mars). Surtout, les secteurs les plus dynamiques (recherche scientifique, électronique, aéronautique), restent particulièrement bien implantés autour de Paris.

Quant à l'aspect politique, il est évident que l'État a la faible représentation d'une région (qui regroupe 20 % de la population française) dans le gouvernement de M. Raymond Barre. Si l'on excepte les ministères techniques, sans assise locale, on ne trouve que M. Alain Peyrefitte, garde des Sceaux, maître de Provins, une zone très rurale et en tout cas aux marges de l'Île-de-France. Mme Monique Rollé, conseillère municipale de Neuilly et M. Jacques Dominati, élu député (P.R.) de Paris en mars 1978. Il serait surprenant que M. Giscard d'Estaing veuille remettre en cause les grandes orientations d'aménagement du territoire qu'il avait définies solennellement, à Vichy en décembre 1978, et réaffirmées à Paris à quelques semaines par M. Barre. Le chef de l'État avait même souligné à l'époque que les administrations publiques ne donnaient pas assez l'exemple de la décentralisation.

La rivalité des centres d'affaires européens

Un argument des Parisiens pourrait pourtant être entendu favorablement par le gouvernement : l'Île-de-France doit garder la possibilité « d'entraîner » le reste du pays. Pour ce faire, chacun souhaite que Paris soit en état de rivaliser avec les autres centres européens d'affaires. D'autant que géographiquement la capitale est bien située, surtout dans la perspective de l'élargissement vers le sud de la Communauté économique européenne.

Améliorer encore l'environnement et l'équipement de l'Île-de-France : tel est le but de la révision du schéma directeur d'aménagement du territoire. Le président de la République devra donner des instructions claires aux services de l'équipement, qui vont être chargés de rédiger ce nouveau schéma, avant qu'il soit présenté aux huit conseils généraux de la région (1) puis aux deux assemblées régionales. Il lui faudra particulièrement trancher les points de divergence entre l'administration préfectorale et le conseil régional : est-il possible d'accepter une urbanisation « de gant » le long de tous les axes de communications existants, ou suffit-il de densifier les centres urbains existants, les villes moyennes traditionnelles et les villes nouvelles ? Les espaces libérés par l'abandon de projets autoroutiers doivent-ils être remis aux collectivités locales ou faut-il continuer à les garder pour préserver l'avenir ? L'Île-de-France possède-t-elle, ou non, suffisamment d'équipements sensibles à un effort de l'État, spécialement pour la formation professionnelle et aux

transports en commun (prolongation du métro à Bobigny et à Villejuif, de la ligne S.N.C.F. vers l'Île-de-France) ?

Mais quels que soient les objectifs définis à l'Élysée la région aura, en la matière, à faire face à la rigueur budgétaire des prochaines années.

D'autant que le gouvernement, comme le chef de l'État, s'inquiète de la persistance du déficit des transports en commun dans la région parisienne (3 milliards de francs en 1979 sur un budget de fonctionnement de 10 milliards, de francs prévus en 1980 pour un budget de 11 milliards). L'accord devrait en revanche plus facilement trouver une meilleure protection de l'environnement dans les lignes de la politique annoncée directement par M. d'Ornano (Le Monde du 11 juillet).

Tant il est vrai que les Parisiens souhaitent une amélioration de leur cadre de vie, et cela passe par une meilleure maîtrise de développement urbain, mais surtout par le ralentissement volontaire de la croissance démographique. Voilà au moins un point qui ne pourra que satisfaire les provinces, devant le développement tentaculaire de l'Île-de-France.

Les aspects politiques — électoraux — de cette rencontre ne peuvent être que très marginaux. Si la région capitale a accueilli 20 % des électeurs, il faut donner quelques satisfactions à Paris, sans décevoir la province. Toute la difficulté est là.

THIERRY BREHER.

(1) Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne, Val-d'Oise et Paris.

ENVIRONNEMENT

Pendant la durée du VIII^e Plan
630 millions de francs seront consacrés chaque année à l'assainissement du littoral

Au cours d'une réunion interministérielle tenue, il y a quelques jours, à l'hôtel Matignon, le gouvernement a pris une série de mesures relatives aux façades maritimes qui tentent de concilier la mise en valeur et la protection du littoral.

A propos des ports et des zones industrielles et portuaires, les objectifs essentiels consistent à développer les capacités d'accueil des gros navires minéraliers (18 millions de tonnes en 1978 pouraient atteindre 25 millions en 1985). La question est de savoir si le second terminal minéralier (après celui de Montoir-Saint-Nazaire) doit être créé à Bordeaux-Le Verdon ou à Fos n'a pas été tranchée. Dans les zones industrielles et portuaires, il faudra installer des entreprises moyennes, tournées vers l'exportation et remettre en culture les terrains qui ne peuvent pas être utilisés par l'industrie (ces zones couvrent actuellement quelques 40 000 hectares). L'accent mis sur le rôle commercial des ports (y compris les ports moyens comme Sète, Saint-Malo, La Rochelle, Lorient) l'amélioration la gestion — selon, par exemple, les suggestions contenues dans le rapport de M. Pierre Leclercq, conseiller technique au cabinet du ministre des transports —, sont des objectifs prioritaires.

Le littoral, c'est aussi l'aménagement touristique. A ce propos, les côtes françaises constituent des « espaces fragiles » par excellence. L'état de Marseille à l'Estimille, par exemple, 13 000 vacanciers par kilomètre de plage. Les missions d'aménagement du Littoral (Languedoc-Roussillon et d'Aquitaine) seront prolongées jusqu'à fin 1982 mais le budget

qui leur sera consacré en 1981 sera plus faible que cette année.

D'autre part, un programme d'aménagement spécifique du littoral de Vendée, sous la conduite d'un conseil général, va être lancé (11 millions de francs de subventions de l'État en 1980).

Enfin, au chapitre de la protection des côtes, le gouvernement a pris deux décisions essentielles. Les opérations d'assainissement se traduiront par la réalisation, pendant la durée du VIII^e Plan, par des travaux de 630 millions de francs chaque année, subventionnés par l'État à 20 %. Deux priorités géographiques sont fixées : le littoral de Provence-Alpes-Côte d'Azur avec le lancement d'un programme comportant les stations d'épuration de Marseille, Toulon et Nice, et le littoral de l'ouest entre la Seine et la Gironde (Le Monde du 18 juin).

Le conservatoire du littoral portera son patrimoine à 50 000 hectares dans les dix ans à venir, son budget étant alimenté en partie par un versement d'É.D.F. correspondant aux entreprises centrales nucléaires. Les procédures dites des « périmètres sensibles » seront étendues, afin d'enrayer non seulement les constructions de bâtiments en dur mais la prolifération d'installations précaires (caravanes, bungalows) qui prend parfois — le gouvernement vise notamment l'île de Ré — des proportions inquiétantes.

Les propositions du rapport Micaut sur la condition animale

- Création d'une direction spécialisée au ministère de l'agriculture
- Pas d'abolition des expériences en laboratoires

Vaste campagne d'information auprès des Français, création d'une direction de la protection animale au ministère de l'agriculture, modification et renforcement de la législation répressive, telles sont les trois mesures essentielles proposées par le rapport que M. Pierre Micaut (« M. a.m.a.u. ») doit remettre mercredi 16 juillet au président de la République.

M. Micaut, député U.D.F. de l'Aube, conseiller général, maire de Vendeuvre-sur-Barre et président du syndicat du parc de la forêt d'Orient, avait été nommé en octobre 1979 par M. Raymond Barre « parlementaire en mission chargé d'étudier auprès du ministre de l'agriculture les problèmes de l'élevage et de l'abattage des animaux, des conditions d'expérimentation et de la protection des animaux de compagnie ». Le chef de l'État avait lui-même signalé par lettre « l'importance qui s'attache dans toute société civilisée à protéger les animaux contre les souffrances infligées qui leur sont infligées ».

M. Micaut a sillonné la France avec ses collaborateurs, visitant des élevages, des abattoirs et laboratoires. Il a constaté que les règlements étaient parfois incertains, souvent non observés et que cette situation entraînait maints excès et par conséquent des souffrances inutiles.

Le rapport qu'il doit remettre à M. Giscard d'Estaing tente de définir les grandes lignes d'une nouvelle politique de la protection animale.

Législation plus sévère

Il faut d'abord que les Français qui détiennent le record des animaux de compagnie (sept millions de chiens et neuf millions de chats) mais aussi le record des abandons (un million de laissés pour compte chaque été) apprennent à mieux connaître les besoins de leurs compagnons. Cette campagne devrait être menée par les sociétés de protection animale. Aux pouvoirs publics revient la charge de l'éducation des enfants de l'école.

M. Micaut préconise ensuite la transformation du simple bureau de la protection animale existant actuellement au ministère de l'agriculture en direction à part entière. Celle-ci comprendrait deux services distincts : l'un s'occuperait des élevages, foires, marchés, transport, abattage des animaux. Il aurait également en charge les animaux de compagnie de sport et de loisir. Le second service se préoccuperait de l'expérimentation animale dont on sait qu'elle est aujourd'hui extrêmement contestée.

Sur le plan des initiatives privées, on encouragerait la création de sociétés d'accueil pour tenter de résoudre le problème des abandons, les sociétés de protection ayant leur mission d'intérêt général. Tout cela grâce, évidemment, à de nouveaux crédits.

Le rapport de « monsieur animaux » souhaite une plus grande sévérité de la législation et son harmonisation « pour en accroître l'efficacité ». Le texte de base resterait l'article 433 du Code pénal, qui puni « quiconque aura sans nécessité, publiquement ou non, exercé de sévices graves ou commis des actes de cruauté envers un animal domestique, apprivoisé ou tenu en captivité ».

Le Parlement sera sans doute invité à ajouter à ces dispositions d'autres textes concernant la mort et la destruction d'animaux. La procédure pénale devrait être renforcée pour que les sociétés d'accueil et de protection animale puissent se porter partie civile en cas de procès.

Parmi plus sévèrement ceux qui exercent des sévices, mais protéger les hommes citoyens, tel est le vœu de M. Micaut, qui demande des « dispositions visant à protéger ceux qui sont l'objet d'attaques injustifiées dans le domaine de l'utilisation des animaux. Il y a tout d'abord les messagers, tant de colonnes qu'il y aurait lieu, dit de rapport, de faire la preuve des accusations, puis, suite de quoi la condamnation des accusés pourrait être envisagée ». En écartant cela, M. Micaut expose sans doute aux procès intentés par certaines associations contre des médecins et des chercheurs accusés de pratiquer la vivisection.

En terminant son rapport, « monsieur animaux » préconise la mise en place d'un dispositif législatif complet fixant les règles de protection humanitaire des animaux ». Ces règlements — et spécialement ceux qui touchent à la commercialisation et au transport — seraient, bien entendu, harmonisés avec les dispositions en vigueur chez nos partenaires européens. Parmi les dispositions pratiques envisagées figurent le tabouage obligatoire des chiens et des chats (pour dissuader leur propriétaire de les abandonner), ainsi que l'établissement de règles plus sévères pour les élevages « en batterie ».

Un chapitre, fort délicat, de l'expérimentation animale, M. Micaut se montre fort prudent. Contrairement aux associations de défense, il ne suggère nullement l'abolition des expériences, mais leur limitation « au strict nécessaire » et le développement de méthodes de remplacement. « Il s'agit d'une voie de la science qu'on n'a peut-être fermée déjà dit le président de la République ».

Libres opinions

Un double désastre

par PHILIPPE SAINT-MARC (*)

Au moment où le gouvernement et l'Élysée préparent des choix décisifs pour l'avenir de la région parisienne, il faut dénoncer le double désastre de la politique d'urbanisme aberrante qui y est menée depuis quinze ans, en application du schéma d'aménagement alors présenté par M. Delouvrier.

Désastre pour la province où elle a dramatiquement aggravé l'exode des habitants qui souhaitent « vivre au pays », mais qui ont été attirés par la masse des emplois offerts dans la région parisienne. Ce qui, par une réaction d'autodéfense et de survie, a accéléré la montée des mouvements régionalistes. Le nationalisme corse, breton, occitan est, en grande partie, le contrecoup de l'expansion tentaculaire de Paris.

Mais désastre aussi pour l'Île-de-France qui étouffe sous le poids de sa population. Par rapport à 1965, ses 2 millions d'habitants supplémentaires y ont créé un surpeuplement écrasant pour la nature et l'homme : 830 habitants au kilomètre carré — dix fois la densité nationale moyenne — et, dans la ville de Paris, 23 000 habitants au kilomètre carré. Ce qui est une densité plus qu'assurée, car Tokyo ne dépasse pas 17 000 habitants au kilomètre carré. Sans la France, aucun pays européen ne concentre ainsi 20 % de sa population sur 2 % du territoire.

Cet entassement monstrueux est la principale cause des maux dont souffrent de plus en plus ceux qui y vivent : rareté des terrains et donc hausse rapide de leur valeur, pénurie de logements, difficulté de la circulation et, surtout, destruction de l'environnement et crise de l'homme.

Ce n'est pas un hasard si la région parisienne bat tous les records de l'insatisfaction et de la souffrance : violence, drogue, tabagisme, troubles mentaux, maladies respiratoires, consommation de médicaments, tranquillisants ou antidépresseurs. Et la criminalité y est quatre fois plus forte qu'en province.

C'est que, en effet, l'entassement est radicalement incompatible avec la qualité de la vie : il rend inéluctable la destruction de la nature par la montée des pollutions et par la consommation d'espace pour y bâtir logements, écoles, hôpitaux, bureaux, usines... Il « étouffe » et pousse à l'agressivité ou à la dépression.

Il faut donc encourager une réduction progressive de la population de l'Île-de-France en aidant les provinciaux immigrés à retourner chez eux, grâce à une décentralisation beaucoup plus vigoureuse de l'industrie et du secteur tertiaire parisien. Mais cette politique ne heurte à l'opposition de tous ceux qui tirent de la croissance parisienne d'énormes profits : spéculateurs fonciers, promoteurs immobiliers, entrepreneurs de travaux publics, grandes banques... Leurs intérêts l'emporteront-ils sur l'aspiration des Parisiens et des provinciaux au bonheur ?

(*) Délégué général du Comité de la charte de la nature.

AÉRONAUTIQUE

La fusion de deux groupes ouest-allemands est en « bonne voie »

La fusion des groupes aéronautiques ouest-allemands Messerschmitt-Bölkow-Born (M.B.B.) et Vereinigte Flugtechnische Werke (V.F.W.), qui a été déclinée par le programme Airbus, serait en « bonne voie », et un accord pourrait être conclu entre les deux parties d'ici à la fin de l'année. Une telle nouvelle ne peut que satisfaire le gouvernement ouest-allemand qui depuis quelques années appelle de ses vœux la reconstruction de l'industrie aéronautique ouest-allemande et pousse au rapprochement entre la firme de Munich et celle de Brême.

Au cours d'une conférence de presse, la direction de M.B.B. a fait savoir qu'elle avait accepté une proposition de V.F.W. aux termes de laquelle la firme de Munich reprendrait 100 % de V.F.W. et les actionnaires de V.F.W. recevraient une participation de 10 % au capital de M.B.B. Les modalités de cette opération financière devraient aboutir à une participation, à hauteur de 2,6 %, dans la firme américaine United Technology Corporation (U.T.C.) qui détient, en effet, 26,4 % du capital de V.F.W.

Cette opération fait suite à la rupture récente des accords qui liaient, depuis le 8 mai 1979, la firme de Brême V.F.W. à la société néerlandaise Fokker (Le Monde du 12 février). Le mariage

n'avait pas été particulièrement heureux puisque les deux partenaires ont dû absorber les pertes causées par l'échec commercial de l'avion biréacteur court courrier V.F.W. - 614.

Tout va changer désormais, espèrent les dirigeants des deux firmes, mais à quelles conditions financières de la fusion ont été réglées, la répartition des activités entre les diverses usines du nouveau géant de l'aéronautique allemande font encore l'objet de tractations laborieuses. Le groupe devrait avoir un chiffre d'affaires de plus de 4 milliards de marks (5,2 milliards de francs). L'an dernier, M.B.B. a réalisé 4 millions de marks de bénéfices pour un chiffre d'affaires de plus de 2,6 milliards de marks (contre 965 millions de marks à V.F.W.).

P.T.T.

Les vieux annuaires téléphoniques seront récupérés dans toute la France

Le secrétariat d'État aux P.T.T. a décidé de généraliser l'opération de récupération des annuaires téléphoniques périmés lancée l'an dernier dans neuf départements.

Cette opération a pour objet d'économiser les matières premières et de lutter contre le gaspillage de l'annuaire téléphonique, tiré chaque année à vingt et un millions d'exemplaires, représente une consommation annuelle de 38 000 tonnes de papier, l'équivalent de cinq cent quatre-vingt mille arbres. Le coût total de sa fabrication est de 490 millions de francs.

L'an dernier cinq cent quarante mille abonnés avaient été durant quinze jours invités à déposer les vieux annuaires dans des conteneurs placés sur la voie publique. Deux cent trois mille annuaires ont ainsi été récupérés. Au cours de l'année qui vient cette campagne intéressera l'en-

semble des départements. La récupération des vieux annuaires sera organisée tout au long de l'année, au fur et à mesure de la distribution des nouveaux. Les collectivités locales et divers organismes professionnels participeront à l'opération. Le papier ainsi récupéré sera réutilisé. Les pages blanches de l'annuaire téléphonique (renseignements administratifs) sont déjà fabriquées avec du papier de récupération.

Les P.T.T. rappellent que l'annuaire électronique, qui sera expérimenté dès 1981 chez les abonnés d'Île-de-France, devrait permettre d'économiser le papier et de donner des renseignements plus à jour. Grâce à un écran vidéo relié à un ordinateur central, il sera possible d'enregistrer instantanément les informations concernant les nouveaux abonnés (deux millions par an), les transferts de lignes ou les dénominations.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. JEUNES PROTESTANTS : « Une minorité face à son avenir », par Jean-Paul Williams ; « Déclin ou renouveau », par Jean Deberet ; « Féministes, les protestants ? », par Claudette Marquet.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES — ÉTATS-UNIS : la convention républicaine.
— La situation en Afghanistan.
4. DIPLOMATIE — La France n'est pas favorable à la convocation d'une session de l'ONU sur la Palestine.
5. EUROPE — GRANDE-BRETAGNE : Londres achètera aux États-Unis le missile sous-marin Trident.
6. AFRIQUE — Les négociations sur l'autonomie palestinienne.

POLITIQUE

7. Les remous au R.P.R.
— La crise aux Nouvelles-Hébrides.

SOCIÉTÉ

8. L'affaire de Broglie.
— JUSTICE : trois animateurs de radios libres condamnés à Lyon.
— POLICE : des syndicats parisiens jugent « bascule » la réforme horaire imposée à la majorité des gardiens de la paix.
9. ÉDUCATION : les inscriptions dans les universités.
— MÉDECINE
— SCIENCES

SPORTS

10. LES JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU : « Une « vitrine » contestée » (11), par notre correspondant Daniel Verzet.

JOURS D'ÉTÉ

11-12. Un voyage en Océanie, par Jean-Claude Guillebaud ; Métiologie ; Informations-Services ; Jeux.

ARTS ET SPECTACLES

13. ARCHITECTURE. — Le rapport de M. Jean-Michel Bloch-Lainé sur l'habitat en France : « Écouter pour construire », par Michèle Champenois ; « Un bruit sur la planète du silence », par Frédéric Edelmann.
15. CINÉMA : Lester James Peré et Pierre Perrault à La Rochelle, par Louis Marcorrelles ; Les archives du film à Bois-d'Arcy, par Jacques Siclier.
16. MÉTIERS ANONYMES : l'expression orale, par Colette Godard.

ÉCONOMIE

25. L'activité économique devrait connaître un ralentissement.
26. CONJONCTURE : la fin de la préparation du VIII^e Plan.
27. SOCIAL : la C.G.T. accentue ses attaques contre la C.F.D.T. et confirme son alignement sur le P.C.F.

ÉQUIPEMENT

28. L'AMÉNAGEMENT DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE : « Un double désastre », libre opinion par Philippe Saint-Marc.

RADIO-TELEVISION (12)
Annonces classées (21 à 24) ; Carnet (25) ; Programmes spectacles (17 à 20) ; Mots croisés (12) ; Bourso (28).

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Numéro de juillet-août

LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS et des grandes écoles : LE SUCCÈS n'est pas qu'à Paris... En vente partout : 7 F

Le numéro du « Monde » daté 16 juillet 1980 a été tiré à 524 440 exemplaires.

A B C D E F G

La session du Comité international olympique à Moscou

M. Juan-Antonio Samaranch pourrait succéder à lord Killanin

De notre envoyé spécial

Moscou. — Le nouveau président du Comité international olympique (C.I.O.) devait être élu ce mercredi 16 juillet en début d'après-midi à la majorité absolue des membres du comité présents dans la capitale soviétique (1). Cinq personnes s'étaient portées, la veille, candidates à la succession de lord Killanin, qui avait été élu en 1972 et n'avait sollicité ni le renouvellement ni la prolongation jusqu'en 1981 de son mandat. Le mieux placé était M. Juan-Antonio Samaranch, actuellement ambassadeur d'Espagne à Moscou. Il a le soutien de la plupart des représentants des pays latino-américains, africains et méditerranéens. Les autres candidats étaient M. Lennox Cross (Nouvelle-Zélande), Willi Daume (République fédérale d'Allemagne), Marc Hodler (Suisse) et James Worral (Canada). Le choix du nouveau président est décisif pour l'avenir du mouvement olympique, qui s'est interrogé une nouvelle fois sur l'opportunité de donner un site permanent aux Jeux. M. Louis Guirandou N'Diaye (Côte-d'Ivoire) a présenté, mardi 15 juillet, un rapport sur les possibilités d'implantation en Grèce. Déjà ancien, un tel projet, qui a retrouvé une actualité à la suite du mouvement de boycottage des Jeux de Moscou, n'a jamais suscité l'enthousiasme des membres du C.I.O. parce que Pierre de Coubertin, le rénovateur des Jeux, s'y était opposé dès l'origine. Toutefois, les membres du C.I.O. ont souhaité un complément d'information. Un nouveau rapport sera donc présenté au congrès olympique de Baden-Baden, en 1981. Les questions protocolaires pour les cérémonies d'ouverture et de

ALAIN GIRAUDO.

(1) Avant la session de Moscou, le C.I.O. était composé de quatre-vingt-six membres. Deux ont démissionné : François-Joseph II, prince de Liégeois et le vice-amiral grec Pyrros Papadopoulos. Dix autres étaient absents.

La retransmission radio-télévisée des Jeux olympiques

Une protestation du Comité de défense des libertés et des droits de l'homme

Les journalistes sportifs de T.P. et d'Antenne 2, comme ceux de Radio-France, se rendront bien à Moscou pour couvrir les Jeux olympiques. A la suite de négociations avec les directions de chaînes, le mardi après-midi 15 juillet, ont été acceptés de voir les tarifs forfaitaires de leurs indemnités pour frais de séjour allégés sur ceux qui accompagnent l'Union européenne de radio-diffusion. Il semble néanmoins que, de leur côté, les responsables des chaînes françaises, reconnaissant qu'il s'agit de « circonstances particulières », aient garanti qu'ils rembourseraient sans hésiter tout dépassement par rapport aux sommes fixées par l'U.E.R. Le préavis de grève illimitée pour les 17 et 18 juillet déposé dans les sociétés de programmes est donc annulé (le Monde du 16 juillet).

Depuis les problèmes soulevés dans les chaînes nationales françaises par la retransmission des manifestations olympiques ne sont pas tous résolus. A Antenne 2, chaîne qui avait prévu de retransmettre la cérémonie d'ouverture des Jeux de Moscou, le samedi 19 juillet à 14 heures, on ne pouvait encore, ce mercredi matin 17 juillet, affirmer que l'émission aurait bien lieu. La cérémonie d'ouverture devrait normalement être montrée à partir de 14 heures le 19 juillet, en alternance avec des images du Tour de France, à reporter au service des sports de cette société, en précisant toutefois qu'il faut maintenir toutes les réserves possibles.

Face à ces réserves, le comité de défense des libertés et des droits de l'homme, présidé par M. Georges Marchais, secrétaire

LE MARCHÉ DE L'OR RESTE INSTABLE

Après avoir coté, à l'ouverture, 4,680 \$, le dollar était revenu à la fin de la matinée de mercredi, à 4,675 \$, soit un niveau très proche de celui de la veille. A Francfort, la devise américaine valait à 1,7475 DM sans changement notable par rapport à la veille.

Le marché de l'or reste au contraire très instable après le mouvement de baisse provoqué lundi par la démission de M. William Miller, secrétaire américain au Trésor, selon laquelle on ne pouvait exclure la reprise de ventes aux enchères par les États-Unis (groupes conformes à la position officielle depuis novembre dernier, comme on l'a fait remarquer au Trésor). A Londres, les premières transactions étaient faites sur la base de 685 dollars l'once, puis les cours ont remonté pour osciller entre 671 et 680 dollars, soit un niveau proche de la cotation par opposition le mardi après-midi (619,50 dollars).

« Le Canard Enchaîné » évoque une « opération boursière » de Mme Giscard d'Estaing

« Le Canard enchaîné », qui avait publié le 27 juin 1979 la feuille d'impôt du président de la République évoque, dans son numéro paru le 16 juillet, ce qu'il présente comme un « coup de bourse » réalisé par l'épouse du chef de l'Etat, Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing.

L'hebdomadaire indique, sans plus de précision, que Mme Giscard d'Estaing aurait acheté en Bourse des actions Rhône-Poulenc depuis le début de l'année, et qu'un ordre d'achat aurait été transmis au service des valeurs mobilières de la direction de l'Etat, le 7 juillet, du couple présidentiel. Or c'est le 9 juillet que fut annoncée officiellement la cession par Rhône-Poulenc de tous ses intérêts dans la chimie de base au groupe Elf-Aquitaine. Une opération qui a rapporté 1,4 milliard de francs à Rhône-Poulenc (soit 50 francs par action) et déclenché une forte hausse du cours de ses actions en Bourse. Dans la mesure où, toujours selon le Canard enchaîné, M. Poige de Combrès, secrétaire général adjoint de la présidence de la République, a été au courant de l'origine de cette opération industrielle, l'hebdomadaire laisse entendre que Mme Giscard d'Estaing aurait réalisé une acquisition tombant sous le coup de la loi qui réprime les « opérations d'intérieur ». Il est impossible de vérifier ces informations. La compagnie des agents de change maintient le

secret le plus absolu sur les opérations boursières. Au secrétariat particulier de l'épouse du président, on ne désire faire « aucun commentaire sur cette affaire » ; le secrétariat général de l'Élysée précise cependant que le compte de valeurs mobilières de Mme Giscard d'Estaing est entièrement géré par une banque (la banque Lazard, croit-on savoir), ce qui la dispense de transmettre elle-même ses ordres.

Le mandat de gestion est rédigé de telle manière, précise-t-on à l'Élysée, que la cliente n'a même pas la possibilité d'intervenir directement sur son compte. Une chose est probable : compte tenu des volumes inhabituels de transactions, constatés sur l'action Rhône-Poulenc, pendant la semaine précédant l'annonce officielle de l'opération industrielle entre Elf et Rhône-Poulenc (cinquante mille titres échangés en moyenne chaque jour, contre moins de dix mille précédemment), des « fuites » ont eu lieu. Le collège de la Commission des opérations de Bourse (COB) qui se réunira mardi 22 juillet, pourrait décider une enquête. — P. C.

GRACE A UNE AVANCE DE SES PRINCIPAUX CLIENTS FRANÇAIS

La paie des deux mille quatre cents travailleurs de la Société franco-belge est assurée jusqu'en septembre

Grâce à une avance d'une trentaine de millions de francs versée par ses principaux clients français (R.A.T.P. et S.N.C.F.), la paie des deux mille quatre cents personnes employées par la Société franco-belge de matériel de chemins de fer sera assurée jusqu'au début du mois de septembre, a annoncé, mercredi 16 juillet, M. Chassagnon, administrateur provisoire depuis la mise en règlement judiciaire de la société le 7 juillet 1980 (« le Monde » du 8 juillet). Ce délai permettra aux différents partenaires impliqués dans l'affaire (S.N.C.F. et la R.A.T.P., de poursuivre des négociations tendant à la reprise de la société et à la reprise des activités de la Franco-Belge.

Ainsi se trouve évitée de justesse la fermeture d'une usine située dans un secteur « brûlant » : comme on peut le penser, les pouvoirs publics sont peu soucieux de relancer l'agitation dans le Valenciennois à quelques jours de la fermeture définitive de l'aciérie d'Usinor à Denain et après la suppression de six mille emplois en dix-huit mois. Au moment même où se discutait le compromis exposé plus haut, plusieurs centaines de travailleurs de la Franco-Belge, après avoir bloqué pendant une heure et demi le péage de l'autoroute du Nord, à Senlis, sont venus manifester à Paris, devant les ministères du travail et de l'industrie, la société M. Alain Boquet, député communiste du Nord, était reçu par M. André Giraud, ministre de l'Industrie.

Reste, maintenant, à élaborer une solution définitive pour la Franco-Belge dans le cadre d'une restructuration de l'industrie ferroviaire française du matériel ferroviaire, rendue nécessaire par la diminution des commandes de la S.N.C.F. et la sévère dégradation des marchés à l'exportation. Comme nous l'avons déjà indiqué (le Monde du 12 juillet), deux sociétés d'exploitation pourraient être constituées au lieu et place de la Société franco-belge :

l'une pour les wagons de marchandises avec Arbel et les Ateliers du Nord de la France, l'autre pour les voitures de voyageurs avec Alsthom, De Dietrich et T.G.O. (compagnie électro-mécanique). Ces sociétés pourraient un concours du C.R.S.F. non seulement pour schématiser les marchés en cours (métro d'Atlanta, voitures en aluminium pour la S.N.C.F. et la R.A.T.P., wagons de marchandises pour la R.D.A.), mais aussi pour assurer la poursuite des activités au-delà des dix-huit prochains mois, ce qui est le principal enjeu des négociations en cours.

A cette occasion deux questions se posent. Comment une entreprise, qui dispose d'atouts techniques importants, a-t-elle pu être aussi mal gérée, certains experts parlent d'une « véritable impéritie » ? Dans le cas du matériel du métro d'Atlanta, les dirigeants de la société ont signé un contrat de 100 millions de dollars (400 millions de francs) avec les rattachés, sans bien saisir toutes les conséquences juridiques et commerciales, et notamment la possibilité de se couvrir contre ces pertes avec le concours de l'Etat, négligeant, en outre, de demander des aides à l'exportation normalement accordées à leurs concurrents. De l'avis de tous les clients de mauvaise gestion étaient allumés depuis dix-huit mois.

Ensuite, il apparaît que la Franco-Belge, spécialiste en wagons de marchandises, et disent certains, suréquipée dans ce domaine après une énorme commande de la S.N.C.F. en 1968, s'est lancée à corps perdu dans la fabrication de voitures de voyageurs pour survivre, emportant d'importants marchés pour la R.E.R. et l'interconnexion R.A.T.P.-S.N.C.F. à Paris, sans compter le métro d'Atlanta, à des prix inférieurs de 5 % à 7 % à ceux de leurs concurrents, déjà très tirés.

En ce domaine, il semble que la responsabilité des principaux clients métropolitains, la S.N.C.F. et la R.A.T.P., soit engagée ; on n'est jamais obligé d'accorder un contrat au moins d'un an, sans adjonction de la part offerte, sont susceptibles d'entraîner une déconfiture, ce qui est le cas.

FRANÇOIS RENARD.

TALBOT RÉDUIT À SON TOUR SA PRODUCTION

Après Peugeot et Citroën, c'est au tour de Talbot d'annoncer des mesures de chômage technique : la production sera arrêtée du 3 au 8 septembre, soit cinq jours ouvrables et pendant trois autres jours dans le courant du mois d'octobre. Cette décision concerne vingt-trois mille salariés, qui, selon la direction de Talbot, percevront 85 % de leurs ressources normales. Au total, on estime à cent dix mille le nombre des salariés de l'automobile qui seront touchés d'un chômage technique décidé par les trois grands groupes P.S.A., Peugeot-Citroën et General Motors. Ces mesures sont prises en raison de la contraction de l'ensemble des marchés européens et de la nécessité de réduire les stocks. Si le marché français a moins fléchi que celui de nos partenaires européens, il aurait baissé de 5 % en six mois, — cette chute recouvre des évolutions divergentes : le groupe Peugeot est gravement affecté par un recul de 20,3 %, les importations baissent de 6,7 % tandis que le groupe Renault, qui n'a pas pris de mesures de chômage technique — progresse de 12,7 %, selon des statistiques encore provisoires.

LE CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT AUX P.M.E. EST OFFICIELLEMENT CRÉÉ

La création du Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (C.P.M.E.) a été officiellement annoncée au conseil des ministres du mercredi 16 juillet. Cet établissement public regroupe les activités de la Caisse nationale des marchés de l'Etat (C.N.M.E.), organisme étatique fondé en 1956 pour permettre aux entreprises de mobiliser leurs créances sur les marchés publics, le Crédit hôtelier, établissement coopératif à statut spécial et filiale du groupe des Banques populaires, spécialisé dans le crédit à long terme, et le Groupement interprofessionnel des petites et moyennes entreprises (G.I.P.M.E.), filiale de la Confédération des P.M.E. Son capital sera détenu à 51 % par l'Etat, à 40 % par la Banque populaire, à 5 % par la G.I.P.M.E., le solde allant à diverses banques, essentiellement nationales. La direction générale du Crédit d'équipement des P.M.E. sera vraisemblablement assurée par M. Roger Pélissier, l'un des deux directeurs du Crédit National, actuellement en mission d'étude, et la présidence pourrait être confiée à M. René Bernasconi, président de la Confédération des P.M.E.

LES RAVISSEURS DE M. MAURY-LARBIÈRE AURAIENT ACHETÉ UNE ARME À LIMOGES

Limoges. — M. Jacques Rivet et Mme Dominique Wenzel, auteurs présumés de l'enlèvement de M. Michel Maury-Larbière, auraient acheté à Limoges peu avant le 10 juillet, un fusil de chasse de cette ville en ont acquis la certitude après la découverte d'un fusil de chasse dans la voiture abandonnée à Paris par M. Rivet. Ce fusil a, en effet, été acheté chez un armurier de Limoges, M. Peronne, chez lequel les jeunes gens se sont présentés trois jours de suite. A la demande de ses clients, le commerçant s'était rendu au stand de tir pour régler la lunette que les deux jeunes gens venaient d'acheter avec l'arme. Une Winchester de calibre .30. Cette dernière a été acquise au nom de Dominique, alors que M. Rivet a donné le nom de « Elhamit », sous lequel ont été lancés les premiers avis de recherches. Des premières investigations, il ressort qu'un homme accompagnait les jeunes gens durant leur séjour à Limoges. — (Corresp.)

EP

ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Cycle de formation supérieure d'une durée de 3 ans de généraliste de la gestion. Préparation aux diplômes d'état : • D.E.C.S. • B.T.S. d'action commerciale

Une large ouverture sur la vie des entreprises (séminaires, stages, jeux d'entreprise).

Documentation gratuite sur demande : 130, rue de Clignancourt 75018 PARIS - 252.27.27

DES LATI SEUIL

PRIX DES MAISONS LA PRESSE (RO)

Nicolas Cravet

Les trois jours du

سكوا من الأصل